

CONSEIL DE LA NATION :

**M. Djerad présente le plan d'action du gouvernement**

P. 3

PRÉSIDENTENCE

**"Nécessité de se conformer au communiqué du 28 décembre relatif à l'information officielle"**

P. 24

CRISE LIBYENNE

**Le CICR attaché à sa mission en Libye, salue les efforts de l'Algérie**

P. 24

RENCONTRE GOUVERNEMENT - WALIS

## Concrétiser les engagements du président sur le terrain

Le plan d'action du gouvernement, déclinaison pratique des engagements du président de la République lors de sa campagne électorale, adopté à la majorité jeudi par l'APN, en discussion aujourd'hui devant le Sénat, sera au centre de l'agenda de la rencontre gouvernement-walis qui se tient aujourd'hui et demain au Club des Pins. L'implication des collectivités locales dans la mise en œuvre du programme gouvernemental se veut comme expression d'une nouvelle "approche de développement durable et harmonieuse et mettant en valeur la qualité du cadre de vie du citoyen et son environnement" et comme démarche "intégrée et participative" de réalisation de "l'ensemble des actions de développement pour lesquelles s'est engagé le président de la République".

P. 3

DKnews



**Financement de l'investissement**

**Ministre de l'industrie : Nécessité de revoir la politique de l'octroi des crédits**

P. 5

UGTA-FÉDÉRATIONS

**Achour Telli réélu à la tête de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières**

P. 4

52<sup>E</sup> VENDREDI DE MARCHES :

**Appels à la consolidation de la démocratie et à la poursuite de la lutte contre la corruption**

P. 4

**SANTÉ**

**ARTHROSE**  
**Un patient sur 3 a moins de 40 ans**

P.p 12-13

F   TBALL

**Zetchi favorable à une CAN tous les 4 ans**

P. 22



**TIWIZIEN KABYLIE :**  
**Les chants des cueilleuses d'olives, un patrimoine à sauvegarder**

P. 17

**MDN**

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**Mise en échec à Tlemcen d'une tentative de ralliement à des groupes terroristes**

P. 24

## BANQUE/SERVICES

## La BDL annonce l'assouplissement de l'ouverture des comptes

La Banque de développement locale (BDL) a annoncé mercredi l'assouplissement de l'ouverture des comptes bancaires au niveau de ses agences. "Les citoyens peuvent ouvrir un compte bancaire au niveau de la BDL à des prix accessibles et jouir d'un accès à tous les produits bancaires accompagnant l'ouverture du compte courant ou d'un livret d'épargne, en obtenant une carte CIB et du service e-banking", a indiqué cette banque publique dans un communiqué.

Elle a précisé à cet effet, que les conditions d'ouverture des comptes ont été réduites par l'intermédiaire du versement initial atteignant 1.000 dinars pour les comptes chèques, 5.000 dinars pour les comptes d'épargne et 10.000 dinars pour les comptes courants. La BDL a ajouté que ses clients ont d'autres privilèges en matière de facilité de traitement grâce aux applications bancaires modernes et au système d'information Nasr.

Elle a annoncé par ailleurs, son intention d'entreprendre la commercialisation de plusieurs nouveaux produits et services bancaires aux clients, tels que la banque digitale via l'application Smartphone Digit bank pouvant être téléchargée sur internet, ainsi que des produits entrant dans le cadre de la finance participative.



## TÉBESSA

## Un mort dans une collision entre un camion et un bus de transport de voyageurs à Chéria



Une personne (41 ans) est décédée lors d'une collision entre un camion de transport de marchandises et un bus de transport de voyageurs qui s'est produit hier dans la commune de Chéria (45 km à l'ouest de Tébessa), a-t-on appris auprès de la direction de la protection civile (DPC).

Les éléments de ce corps constitué de l'unité secondaire de la commune de Chéria se sont intervenus pour cet accident survenu sur la Route Nationale (RN) 1 plus exactement au lieu dit "Fedj Redama", a précisé un communiqué émanant de la cellule de l'information et de la communication de la DPC.

L'accident est une collision entre un camion de transport de marchandises et un bus de transport de voyageurs, assurant la liaison entre la région de Bir Ater (Tébessa) et la wilaya de Batna, transportant 11 personnes, selon la même source.

La dépouille de cette victime a été acheminée vers la morgue de l'hôpital, implanté dans la même localité, au moment où des premiers soins ont été prodigués à d'autres personnes blessées, a-t-on signalé des services de la DPC.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territoriale compétents, afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident mortel, a-t-on rappelé.

## M'SILA

## Saisie en 2019 de plus de 600 quintaux de tabac à chiquer contrefait

Au moins 600 quintaux de tabac à chiquer contrefait avaient été saisis dans la wilaya de M'sila par les éléments de la gendarmerie nationale en 2019, ont indiqué hier les services de ce corps constitué. Des opérations de contrôle effectuées l'année dernière avaient permis la saisie de la quantité de tabac à chiquer, le démantèlement des ateliers de fabrication de cette matière et l'arrestation des individus impliqués dans ce trafic qui avaient fait l'objet de poursuites judiciaires, a précisé la même source. Le tabac à chiquer est souvent découvert dissimulé à bord de véhicules en provenance des wilayas dans l'Est du pays vers celles de l'Ouest ou le Sud de M'sila, a-t-on expliqué, détaillant que les transporteurs de ce produit contrefait ne procédaient aucun justificatif leur permettant l'exercice légal de ce commerce.

Le trafic de tabac à chiquer constitue une menace pour les consommateurs et pour la santé publique en raison du non respect des règles de fabrication du produit, ont expliqué les services de la gendarmerie nationale, rappelant, par ailleurs, qu'au cours des dernières 48 heures pas moins de 80 quintaux de tabac à chiquer ont été saisis au chef-lieu de wilaya.



## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

## Arrestation de plus de 4300 individus en janvier dans la wilaya d'Alger

Plus de 4300 individus ont été arrêtés par les services de la Police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger en janvier dernier dans le cadre de la lutte contre la criminalité urbaine, indique la Sûreté de wilaya dans un communiqué. "Dans le cadre des activités de lutte contre la criminalité urbaine, les services de la Police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger ont traité durant le mois de janvier dernier (3727) affaires, ayant entraîné l'arrestation de 4344 présumés auteurs qui furent déférés par devant les instances judiciaires compétentes, dont 2221 pour détention et usage de stupéfiants et substances psychotropes, 387 pour port d'armes prohibées et 1736 pour divers délits", précise la Sûreté de wilaya d'Alger.



Parmi les affaires traitées, 370 sont relatives aux atteintes aux biens et 561 affaires ayant trait aux atteintes aux personnes. Quant aux délits et crimes contre la famille et les bonnes mœurs, les services de la Police judiciaire ont traité 40 affaires, et 608 affaires relatives aux biens publics, ainsi que 123 affaires à caractère économique et financier, et 5 autres relatives à la cybercriminalité.

Concernant le port d'armes prohibées, les mêmes services ont traité 381 affaires, impliquant 387 personnes présentées par devant les instances judiciaires compétentes, où 17 personnes d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt. En matière de lutte contre les stupéfiants, 2020 affaires impliquant 2221 personnes ont été traitées, avec la saisie de 14,343 Kg de résine de cannabis, 14002 comprimés psychotropes, 21,58 Gr de cocaïne, ainsi que 6,02 Gr d'héroïne, et 30 flacons de solution psychotrope.

En ce qui concerne les activités de la police générale et réglementaire, les forces de police ont mené durant la même période 179 opérations de contrôle des activités commerciales réglementées, où il a été procédé à l'exécution de 11 décisions de fermetures ordonnées par les autorités compétentes. A propos de la prévention routière, les services de la sécurité publique ont enregistré 2474 infractions au code de la route qui ont nécessité le retrait immédiat de 7320 permis de conduire et l'enregistrement de 77 accidents de circulation ayant entraîné 83 blessés et 7 morts, dont la cause principale demeure le non respect du code de la route. Lesdits services ont mené 1432 opérations de maintien de l'ordre.

Enfin, les services de police de la Sûreté de wilaya d'Alger ont enregistré, janvier dernier, 44274 appels sur le numéro 17 police secours et le numéro vert 15-48 et 1068 appels sur le numéro 104, qui restent à la disposition des citoyens pour informer tout ce qui touche à leur quiétude et leur sécurité.

## ORAN

## Une opération pour le renflouage d'un filet fantôme à Cap Rousseau

Une opération pour le renflouage d'un filet fantôme au niveau de la rive sauvage de Cap Rousseau à l'Est d'Oran a été organisée vendredi par l'association écologique marine "Barbarous", a-t-on appris hier de son secrétaire général.

La présence de ce filet à une profondeur de 20 mètres au "Golfe d'Oran" près de Cap Rousseau a été signalé par une plongeuse apnée et une équipe composée de 9 plongeurs mobilisée n'a pu renflouer la totalité du filet, a indiqué, à l'APS, Amine Chakouri.

Quelque 300 mètres de ce filet ont été retirés et une grande partie estimée à plus de 600 m demeure dans le fond faute de moyens humains et matériels, a-t-il fait savoir, soulignant que ce filet fantôme continue de menacer la biodiversité dans cette zone capturant la faune et étouffant la végétation marine, en attendant une vaste opération pour s'en débarrasser.

Le filet localisé à quelques centaines de mètres de la plage est celui de chalutage, qui ne peut être utilisé dans cette zone, a fait remarquer M. Chakouri, déplorant le comportement "irresponsable" de certains pêcheurs, qui nuisent à la biodiversité pour du profit.

Cap Rousseau, qui se trouve dans une zone sauvage difficilement accessible, est d'une grande importance pour la reproduction des poissons.

Le chalutage dans cet espace est formellement interdit, a fustigé le secrétaire général de l'association "Barbarous".

► POUR DES ÉCHANGES COMMERCIAUX DE QUALITÉ AVEC LES PAYS AFRICAINS L'ANCA appelle à aménager les régions du Sud

Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), Tahar Boulenouar, a appelé, vendredi depuis Laghouat, à l'aménagement des régions du Sud pour assurer des échanges commerciaux de qualité avec les pays africains voisins, à l'instar de la Mauritanie, le Niger et le Mali.

En marge d'une caravane ayant sillonné le Grand Sud pour s'enquérir des conditions existantes dans les wilayas frontalières, M. Boulenouar a déclaré à l'APS que ces conditions sont "encore inadéquates" pour constituer des zones de transit d'importations africaines vers les différentes régions du pays.

Selon lui, l'Etat doit réexaminer les textes encadrant les importations à partir des pays africains, avec la mise en place d'instances de contrôle des marchandises introduites, en plus de la réhabilitation des axes routiers reliant l'Algérie aux pays voisins et de la réalisation de centres de collectes, de stockage et de froid dans les zones concernées à l'effet d'accroître le volume des échanges commerciaux et de préserver les marchandises importées des risques de détérioration.

L'ANCA a organisé une caravane de développement du Sud, à laquelle ont pris part des opérateurs et des académiciens, en vue de s'enquérir des potentiels économiques et touristiques dans le Sud et de formuler des propositions aux instances de tutelle.

La caravane a sillonné durant une semaine cinq wilayas du Sud du pays, à savoir Biskra, Tamanrasset, Adrar, Ghardaïa et Laghouat.

## ► ORAN

## Saisie de 4250 smartphones au port

Les agents de l'inspection des divisions des Douanes ont réussi à mettre en échec une tentative de contrebande de 4.250 téléphones portables intelligents au port d'Oran, a-t-on appris hier de cette instance.

L'opération de "qualité" est intervenue vendredi soir, après fouille d'un véhicule touristique, propriétaire d'un voyageur algérien, en provenance d'Alicante (Espagne) qui a tenté d'introduire illégalement 4.250 téléphones portables intelligents, selon la même source qui indique que toutes les mesures en vigueur dans ce genre d'opérations frauduleuses ont été prises. Par ailleurs, les mêmes services ont saisi, durant cette même navette, 1.000 comprimés de psychotropes, qui étaient dissimulés à l'intérieur des portes d'un véhicule touristique, a-t-on ajouté.





# Rencontre gouvernement-walis aujourd'hui et demain sous le thème «Pour une Algérie nouvelle»

La rencontre gouvernement-walis sous le thème «Pour une Algérie nouvelle» se tiendra aujourd'hui et demain à Alger dans un nouvel esprit de gouvernance, établi sur la base d'une approche de développement «durable et harmonieuse» et mettant en valeur la qualité du cadre de vie du citoyen et son environnement, a-t-on appris vendredi auprès du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

La rencontre qui se déroulera au Palais des Nations (en termes d'allocutions des communicants) et au Centre international des conférences (en termes d'organisation des ateliers et des débats), verra la présence de 1100 participants, dont des membres du gouvernement, des cadres centraux et locaux, des élus ainsi que des partenaires économiques.

C'est dans l'optique de l'instauration d'une Algérie nouvelle à laquelle a appelé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qu'il a été procédé à l'organisation de la rencontre gouvernement-walis 2020, dans une perspective d'analyse et d'explication du plan d'action du gouvernement et ses mécanismes de mise en œuvre, selon une approche qui s'appuie sur la participation des autorités locales, représentées par les cadres et élus, en vue de «concrétiser d'une manière effective, intégrée et participative l'ensemble des actions de développement pour lesquels s'est engagé le président de la République et qui sont contenus dans le plan d'action du gouvernement», précise la même source. Cette rencontre s'inscrit également dans «ce nouvel esprit de gouvernance, établi sur la base d'une approche de développement durable harmonieuse, mettant en valeur la qualité du cadre de vie citoyen et son environnement», selon la même source, ajoutant que la rencontre vise aussi à «élargir le terrain de la réflexion et de la mise en



application du plan arrêté par les pouvoirs publics afin d'établir une démarche performante de développement, génératrice de richesses et favorable à la mise en réseau des initiatives innovantes des différents acteurs tant sur le plan régional que local». S'agissant des thèmes retenus pour cette rencontre, ils s'articulent autour de l'amélioration continue du cadre de vie citoyen à travers une démarche de planification des systèmes de développement local, la gestion rationnelle du foncier économique, la mise en place d'une gouvernance urbaine axée sur la gestion moderne des nouvelles villes et la gestion de la problématique routière dans le cadre d'une stratégie multisectorielle intégrée, dont la finalité englobe les leviers de réduction des accidents de circulation. Les autres thèmes retenus sont en relation avec le désenclavement des zones frontalières et de montagne, la digitalisation des services publics locaux, le développement durable, la dé-

centralisation, la délégation des services, l'accompagnement des startups et l'intercommunalité.

A cet effet, des ateliers interactifs regroupant les différents participants seront animés d'une manière continue tout au long de cette rencontre qui devra déboucher sur une série de recommandations opérationnelles, susceptibles de «transformer la vision des pouvoirs publics en actions concrètes de développement dans tous les secteurs», souligne-t-on.

En ce sens, six ateliers traitant des thèmes retenus lors de cette rencontre, respectivement la qualité de vie du citoyen, le foncier économique, une gouvernance renouée et maîtrisée, mobilité et sécurité routière, les zones à promouvoir entre l'ambition de relance et l'impératif d'attractivité et en dernier la digitalisation et l'intelligence collectives.

Pour ce qui est des objectifs et des attentes de la rencontre gouvernement-walis, ils visent notamment à rompre avec la

pratique des plans de développement locaux synonyme de programmes de financement, placer la qualité de vie du citoyen, l'équité et la réduction des inégalités au centre d'intérêt de la nouvelle vision de développement local, le développement de l'offre du foncier, une gestion transparente, équitable et rationnelle du foncier économique ainsi qu'une gestion libérée des contraintes juridiques, organisationnelles et des pesanteurs bureaucratiques. Les autres objectifs consistent en la maîtrise du phénomène de la saturation urbaine, la décongestion de la circulation routière des grandes villes, l'atténuation du phénomène des accidents de circulation, l'amélioration de l'attractivité des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, la réactivation des leviers de développement dans les zones de montagnes et frontalières et la généralisation de la numérisation des prestations des services publics.

## CONSEIL DE LA NATION : M. Djerad présente le plan d'action du gouvernement

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a entamé, hier matin à Alger, la présentation du plan d'action du gouvernement devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière, présidée par son président par intérim M. Salah Goudjil, et ce conformément à l'article 94 de la Constitution. A l'issue de l'exposé du Premier ministre, les membres du Conseil de la nation procéderont au débat général du plan d'action du gouvernement. La séance d'aujourd'hui sera consacrée aux réponses du Premier ministre aux questions soulevées par les membres du Conseil de la nation, qui sera suivie, par la suite, par l'adoption d'une motion. Le projet de plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République, qui a été adopté à l'unanimité, jeudi, par les membres de l'Assemblée populaire nationale, s'articule autour de cinq chapitres dont le premier est axé sur un nombre de lignes directrices, en l'occurrence la refonte du dispositif législatif d'organisation des élections, la moralisation de la vie publique, la refonte de l'organisation et des modes de gestion de l'Etat et de ses démembrements et un exercice «plein» des droits et libertés.

Le second chapitre traite de la réforme financière et du renouveau économique. Il y est notamment question de la refonte du système fiscal, de l'instauration de nouvelles règles de gouvernance budgétaire, de modernisation du système bancaire et financier et de développement de l'information statistique économique et sociale et de la fonction prospective.

Le troisième chapitre est consacré, quant à lui, au développement humain et à la politique sociale. Le quatrième chapitre porte sur la politique étrangère devant être «dynamique et proactive», alors que le cinquième est dédié au renforcement de la sécurité et la défense nationale. Dans le préambule, le gouvernement souligne qu'il entend relever les défis que traduit parfaitement la vision globale de Monsieur le Président de la République, «vision nourrie des réalités politiques, économiques et sociales et inspirée des attentes exprimées, de manière claire et déterminée, par les citoyens et citoyennes».

## GOUDJIL : Le gouvernement s'acquitte de ses missions à une étape décisive

Le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, a affirmé hier que le gouvernement du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, s'acquittait de ses missions dans une étape décisive pour concrétiser les engagements du Président de la République. S'exprimant à l'ouverture d'une plénière consacrée à la présentation du Plan d'action du Gouvernement par M. Djerad devant les membres du Conseil de la nation pour débat, M. Goudjil a déclaré «nous félicitons M. Abdelaziz Djerad pour sa nomination en tant que Premier ministre ainsi que les membres du Gouvernement et je leur souhaite réussite dans leurs missions notamment dans cette étape décisive et cruciale», ajoutant que le «programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, comprend 54 engagements ayant des objectifs et signification» «La présentation du Plan d'action du Gouvernement devant les membres du Conseil intervient conformément à l'article 94 de la Constitution, à la loi organique 12/16 et au règlement intérieur du Conseil de la nation», a fait savoir le président de la chambre haute. M. Djerad avait procédé samedi à la présentation du Plan d'action de son Gouvernement devant les sénateurs et ce, après son adoption jeudi dernier la majorité par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN).

APS

## PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT : «Réanimer» l'éducation physique dans les écoles

Le président de la Fédération algérienne de sport scolaire (FASS), Abdelhafid Izem, a regretté le fait que l'éducation physique dans les écoles primaires ait «beaucoup régressé pour devenir inexistant», espérant que le Plan d'action du gouvernement, qui vise la promotion du sport en milieux scolaire et universitaire, va la «réanimer». «C'est un constat amer qui est préjudiciable à la société, car les activités physiques peuvent aider non seulement les enfants dans leur développement, mais aussi l'institution éducative à lutter contre beaucoup de fléaux, à l'image de la drogue et de la violence», a indiqué Izem à l'APS, saluant la décision du gouvernement d'accorder plus d'importance à l'éducation physique et sportive par «le renforcement du parc infrastructurel et la mobilisation de ressources pédagogiques», notamment au niveau des écoles primaires.

Le plan d'action du gouvernement, adopté jeudi par l'Assemblée populaire nationale (APN), s'inscrit, dans son volet sportif, dans le cadre de la refonte de l'organisation des activités physiques et sportives. Il vise la promotion d'une véritable politique de détection et de formation des jeunes talents sportifs, à travers les structures spécialisées créées à cet effet (lycées sportifs, centres de préparation de l'élite et écoles nationales), ainsi que le développement du sport professionnel qui s'inscrit, également, dans la même dynamique des objectifs stratégiques du plan d'action du gouvernement.

Pour le président de la FASS, le fait que

le plan d'action du gouvernement vise la promotion du sport en milieux scolaire et universitaire, «dénote de la bonne volonté de l'Etat de mettre en place une véritable politique de détection et de formation de jeunes talents sportifs». «Tout repose sur la volonté politique de bien faire les choses, car le premier palier de l'éducation, à savoir le scolaire, souffre énormément et il est temps de le prendre en charge convenablement. A commencer par inclure l'éducation physique dans les programmes, puis chercher comment encadrer, aider et former les enseignants à ce niveau dont le rôle est aussi important que celui dans les deux autres paliers (moyen et secondaire)», a-t-il conseillé. «Actuellement, nous tournons avec plus de 300.000 licenciés dans les trois paliers (primaire, moyen et secondaire), sur un total de plus de 9 millions d'élèves dont plus de 4 millions seulement en primaire. Je trouve ce nombre vraiment dérisoire pour un grand pays comme l'Algérie, d'autant plus qu'on a les capacités de faire nettement mieux, si on arrive à mettre les mécanismes qu'il faut», a expliqué le président de la fédération.

### Revoir à la baisse un programme d'étude «trop chargé»

Ce dernier a préconisé également d'organiser des compétitions dans les écoles et même entre établissements scolaires. Et ajouter : «L'implication des communes devrait être aussi obligatoire en mettant leurs infrastructures sportives au service des écoliers». Le président de la FASS re-

grette également le manque d'infrastructures qui reste le problème «majeur» au niveau des primaires et sont même devenues impraticables, en plus de l'encadrement qui n'est pas «totalement assuré» et un programme «trop chargé» pour les écoliers.

«Autant de difficultés qui freinent la redynamisation de l'éducation physique et sportive au niveau scolaire», a relevé Izem, également secrétaire général du Comité olympique et sportif algérien. Selon les objectifs du plan d'action destiné à la mise en oeuvre du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la place et la mission de l'éducation physique et sportive seront renforcées par «la révision des rythmes d'études, le renforcement du parc infrastructurel et la mobilisation de ressources pédagogiques, notamment au niveau du premier palier qui constitue un véritable vivier pour l'émergence des jeunes talents sportifs, garants du renouvellement de l'élite sportive nationale». L'autre problème qui freine une meilleure prise en charge de la pratique sportive au niveau des écoles, est l'application non-optimale des multiples conventions liant le ministère de l'Education nationale et celui de la Jeunesse et des Sports, dans l'optique d'un développement «réel» du sport dans les trois paliers, selon le patron de la FASS.

«Les choses sont très complexes certes, mais tant que des solutions existent et la volonté politique suit, le sport scolaire peut amorcer son retour et avoir un meilleur avenir», a espéré Izem.

## AFFAIRE DE L'ENTREPRISE DE MAINTENANCE INDUSTRIELLE SOMIK DE SKIKDA Des peines de prison ferme de un à 7 ans

Le tribunal correctionnel près la cour de Skikda a prononcé en appel des peines de prison ferme allant de un (1) à sept (7) ans à l'encontre des inculpés dans l'affaire de l'entreprise de maintenance industrielle Somik, filiale du groupe Sonatrach.

Le tribunal a ainsi condamné à 7 ans de prison ferme les deux ex-PDG de l'entreprise (K.N.) et (Y.N.) avec ordre d'interpellation et d'emprisonnement et à 5 ans de prison ferme le directeur du département de production (B.K.) et le directeur du département technique et commercial (K.A.) avec ordre d'interpellation et d'emprisonnement. Le tribunal a également prononcé des peines de prison d'une (1) à trois (3) années contre des chefs de service, des cadres de l'administration et des finances, des opérateurs privés et des chefs d'entreprises locales et étrangères. Dans son réquisitoire, le parquet a requis 10 ans de prison assorti d'une amende de 1 million DA contre les deux ex-PDG et 5 ans de prison contre le directeur du département de production, le directeur du département technique et commercial, les chefs de services et autres accusés. Les prévenus sont poursuivis pour « dilapidation de deniers publics, abus de fonction, falsification de document entravant l'enquête, octroi d'indus avantages, faux et usage de faux, bénéfice de l'autorité d'agents publics pour augmenter des prix et amender en leur faveur les délais d'approvisionnement et de livraison ». L'affaire remonte à 2008 lorsque la brigade d'investigation de la gendarmerie nationale a ouvert, après avoir été destinataire de rapports sur la corruption financière, mauvaise gestion et marchés suspects au sein de Somik, une enquête sur les marchés passés par l'entreprise relatifs notamment à la rénovation du complexe de liquéfaction de gaz par la société américaine KBR et autres entreprises sous-traitantes.

L'investigation qui avait duré trois ans, après enquête complémentaire ordonnée par le juge de la chambre d'accusation pour inclure les wilayas d'Oran, Constantine et Alger où des cadres de Somik possèdent des biens immobiliers et des comptes en banque, avait révélé que l'entreprise a passé des marchés en violation de la législation en vigueur lors de l'acquisition d'installations et d'équipements pour le projet de rénovation du complexe.

Les marchés étaient passés de gré à gré avec des opérateurs présentant seulement des registres de commerce obtenus tous en 2007 sans disposer ni de sièges, ni d'aménagements ni d'équipements pour acquérir des installations usées et présentées comme neuves causant à l'entreprise des pertes de plus de 2 milliards DA. Le représentant du parquet a considéré, à cet effet, que les accusations à l'encontre des mis en cause sont avérées et ont causé de grandes pertes à l'entreprise et à l'économie nationale. A rappeler qu'en mai 2019, le tribunal correctionnel avait condamné les deux ex-PDG à 7 et 6 ans de prison ferme assorties d'une amende de 1 million DA. Les directeurs de production et du département technique et commercial avaient écopé, dans un premier temps, de 5 ans de prison ferme assortie d'une amende de 500.000 DA et les autres accusés avaient été condamnés à 3 ans de prison et des amendes allant de 100.000 à 200.000 DA.

L'opérateur privé (M.S) bénéficiaire du plus gros marché a été condamné à 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA, tandis que Kh.A., détenteur de la nationalité algérienne et américaine, a été condamné à 5 ans de prison ferme et une amende de 100.000 DA et les opérateurs des sociétés étrangères à une (1) année de prison ferme.

Enfin, un opérateur français a écopé d'une (1) année de prison avec sursis et certains autres opérateurs ont été acquittés.

## PARTIS POLITIQUES

# Ghouini : Les chantiers ouverts par le Président Tebboune susceptibles de sortir l'Algérie de la crise

Le président du mouvement "El Islah", Filali Ghouini, a souligné samedi à Constantine que les chantiers de réformes ouverts par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sont susceptibles de sortir l'Algérie de la crise qu'elle vit.

Le travail de fond lancé par M. Tebboune concernant notamment la révision de la Constitution permettra de "remédier aux chaos cumulés depuis plusieurs années" et "l'édification d'une Algérie nouvelle", a considéré, M. Ghouini au cours d'une réunion régionale de coordination avec les responsables du parti des wilayas de l'Est du pays tenue au centre culturel Abdel Hamid Benbadis.

Le grand chantier de la réforme constitutionnelle se fait dans le cadre de la consultation et du dialogue, a souligné le responsable de cette formation politique qui a appelé à "l'ouverture" du dialogue avec la base et à travers toutes les wilayas du pays en vue "d'enrichir les idées et les propositions pour une Constitution globale, répondant aux exigences de l'édification d'une République nouvelle, et prenant en considération les revendications populaires". Insistant sur l'urgence



de "réhabiliter" la confiance entre l'Etat et le citoyen, M. Ghouini a réitéré l'engagement de son parti à participer "réellement" au processus de réforme en cours à travers la communication et la sensibilisation avec la base.

Il a également affirmé que le mouvement El Islah était mobilisé pour préparer et participer au référendum popu-

laire devant être organisé dans le cadre de la révision de la Constitution. Mettant l'accent sur l'importance du Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour une révision constitutionnelle dans la réussite de ce chantier, M. Ghouini a indiqué que sa formation politique appuie toute les démarches versant dans l'in-

térêt du pays et du peuple algérien. Selon lui, le mouvement El Islah a de tout temps été dans les premiers rangs lorsqu'il s'agit de défendre l'Algérie et les droits des algériens. Qualifiant de "positif" le programme du Gouvernement présenté récemment par le premier ministre, M. Ghouini a fait part de "grands espoirs" pour la prise en charge des préoccupations urgentes exprimées par les citoyens dans les domaines social et économique, estimant que les "prémices du succès commencent à apparaître sur le terrain grâce aux décisions importantes déjà prises par le Président de la République." Appelant à une déontologie générale, M. Ghouini a insisté sur l'importance d'ouvrir de vastes débats dans divers domaines, économiques et politiques notamment et de permettre la correction des dépassements constatés pour un avenir meilleur.

## MARCHES - 52ÈME VENDREDI

# Appels à la consolidation de la démocratie et à la poursuite de la lutte contre la corruption

Des groupes de citoyens sont sortis à Alger et dans d'autres villes du pays pour le 52ème vendredi consécutif, dans des marches pacifiques, réaffirmant leurs revendications pour un Etat de droit, la consolidation de la démocratie et la poursuite de la lutte contre la corruption.

A Alger, les manifestants, moins nombreux que d'habitude, ont emprunté le boulevard Colonel Amirouche pour se regrouper par la suite à la Place Maurice Audin et la Grande-Poste où un important dispositif sécuritaire a été déployé.

Les participants à cette marche ont scandé des slogans appelant notamment à l'édification d'un Etat de droit, à la poursuite de la lutte contre la corruption et à une justice indépendante, tout en insistant sur la libération des personnes arrêtées lors des précédentes marches. Ils ont

également réitéré leur attachement à l'unité nationale en brandissant l'emblème nationale et des portraits des héros de la guerre de libération nationale. Dans d'autres villes du pays, la mobilisation était moindre comparativement aux précédents vendredis, ont constaté des journalistes de l'APS.

Au centre du pays, notamment à Blida, Chef, Djelfa et Ain Defla, des citoyens sont sortis dans la rue pour réclamer des réformes politiques et le respect de la souveraineté populaire, ainsi que la poursuite de la lutte contre la corruption, la consolidation de l'indépendance de la justice, alors qu'à Tizi-Ouzou, Bouira, Bejaia et Boumerdes, les manifestants ont exigé le renforcement de la démocratie et de libertés individuelles et collectives. A l'Est du pays, des marches similaires ont

été organisées à Constantine, Batna, Annaba, Skikda et Tébessa où des citoyens ont réclamé la poursuite de la lutte contre la corruption, la prise en charge de leurs préoccupations, ainsi que l'indépendance de la justice. A Khenchela, Jijel, Oum El Bouaghi, Guelma et Sétif, les manifestants ont appelé, pour leur part, à la poursuite des réformes. Au Sud du pays, des citoyens ont organisé des rassemblements dans les wilayas d'El-Oued, Ghardaïa et Laghouat, reprenant les slogans habituels pour un changement politique.

Les mêmes revendications ont été réitérées à l'Ouest du pays, notamment à Oran, Tlemcen, Mostaganem, Aïn Temouchent, Tiaret et El Bayadh, alors que plusieurs wilayas de l'Ouest n'ont pas connu de marches.

# Achour Telli réélu à la tête de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières

Achour Telli a été réélu, jeudi à Alger, à la tête de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG). Unique candidat en lice, M. Telli a été élu pour un deuxième mandat, lors de la troisième conférence de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et

gazières, qui est affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), la confiance lui ayant été renouvelée par le comité exécutif de la fédération qui compte des représentants de toutes les filiales du groupe Sonelgaz. Les travaux de la conférence ont été marqués par l'adoption du plan d'action quinquennal

de la FNTIEG prévoyant la poursuite des concertations pour l'amélioration des conditions socio-professionnelles des travailleurs, la réalisation d'un plan de formation et l'accompagnement de Sonelgaz dans la réalisation du programme de développement durable que M. Telli s'est engagé à mettre en œuvre. Dans une allocution à la clôture de la conférence, le PDG du groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras, s'est félicité du « climat démocratique » dans lequel se sont déroulés les travaux, soulignant que Sonelgaz demeure engagé avec le partenaire social pour l'amélioration des conditions de travail et la concrétisation du plan de développement du groupe qui ambitionne d'investir les marchés africains. A l'ouverture des travaux, M. Boulakhras a affirmé que la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières « a toujours été disposée à contribuer à la préservation de la paix sociale, y compris dans les moments les plus difficiles ». Les nombreuses conventions signées en 2019 traduisent « l'engagement de la fédération, d'une part, et de la direction de Sonelgaz, d'autre part, en faveur de la prise en charge des préoccupations des travailleurs », a-t-il ajouté.

APS

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE

# L'immersion scientifique, nouveau concept pour promouvoir l'esprit créatif

Le Directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT), Hafid Aourag, a annoncé jeudi à Oran la mise en place d'un nouveau concept d'enseignement universitaire de la physique basé sur la méthode dite d'immersion.

« L'adoption du concept d'immersion scientifique a pour objectif de promouvoir la créativité et l'innovation chez les étudiants », a précisé M. Aourag lors d'une conférence qu'il a animée au profit des jeunes physiciens de l'Université des sciences et technologies Mohamed Boudiaf (USTO-MB). L'immersion, a-t-il expliqué, consiste à mettre les étudiants dans des situations simulant une probléma-

tique de sorte à les inciter à valoriser l'apprentissage de la physique pour trouver des solutions aux contraintes posées. Donnant un exemple parmi les défis auxquels peuvent être soumis les étudiants, le conférencier a notamment évoqué « la survenue soudaine d'une panne de tous les équipements d'une station de contrôle technique que les jeunes physiciens doivent remettre en marche dans les délais fixés ».

« L'immersion changera positivement notre manière d'enseigner la physique », a soutenu M. Aourag en faisant valoir l'impact de l'aspect ludique sur le développement de la pensée et de l'esprit critique. S'agissant de la mise en oeuvre du concept, le DG-RSDT

escompte l'organisation des premiers camps d'immersion pour les étudiants durant les prochaines vacances d'été.

De nombreux étudiants et enseignants ont assisté à la conférence de M. Aourag intitulée « La physique autrement vue », dans laquelle il a insisté sur l'importance de la pensée, de l'observation et de l'expérimentation. Le doyen de la Faculté de physique de l'USTO-MB, Pr. Abdelghani Tebboune, s'est félicité de la tenue de cette rencontre qui intervient, a-t-il indiqué, dans un contexte marqué par la création de parcours professionnalisants et le lancement de plusieurs projets de recherche, notamment dans le domaine des énergies renouvelables.



## PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

## Les réformes économiques tribu- taire des ressources financières selon des experts

Le plan d'action du Gouvernement, adopté jeudi par l'Assemblée populaire nationale (APN), a tracé "des objectifs importants" dans le domaine économique, dont la réalisation est tributaire de la garantie de ressources financières, au vu de la situation financière difficile que traverse le pays, ont indiqué des experts à l'APS.

L'expert financier et ancien ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa a fait savoir que ce plan d'action, qui s'appuie sur le programme du président de la République, "couvre les grandes questions nationales, notamment institutionnelles, juridiques et économiques, en insistant sur les questions à caractère social", ajoutant que le plan en question "n'a pas cité les mécanismes devant réaliser ces objectifs notamment à la lumière de la conjoncture financière difficile que traverse le pays".

En vue de réaliser les réformes prévues, M. Benkhalfa a suggéré d'œuvrer au drainage et à la bancarisation des capitaux circulant hors du circuit bancaire, à travers le lancement du mécanisme du "2e emprunt obligatoire" et le renforcement de la finance islamique, outre l'introduction d'autres mécanismes innovants.

Il a proposé, dans ce sens, l'organisation d'une conférence nationale sur les réformes économiques et financières avant le mois de Ramadhan prochain, devant réunir des experts, des universitaires, des députés et des représentants de la société civile afin d'engager une réflexion sur les moyens de concrétiser le décollage économique.

Concernant la suppression de l'impôt sur le revenu global (IRG) pour les revenus mensuels inférieurs à 30.000 dinars, M. Benkhalfa a soutenu que cette mesure exige "une évaluation de son incidence financière", estimant que cette dernière ne "sera pas grande".

Quant au recours du Gouvernement à la loi de Finances complémentaire 2020, l'expert financier a estimé que cette loi ne devrait pas être un outil pour augmenter les dépenses mais plutôt pour mobiliser de nouvelles ressources financières.

S'agissant des réformes du secteur industriel, M. Benkhalfa a mis l'accent sur l'impératif de préserver les acquis notamment dans les industries de montage,



même si celles-ci sont à faible plus-value, tout en œuvrant à les introduire au sein de la nouvelle vision économique.

Concernant la transition énergétique, l'ancien ministre a fait savoir qu'il était impossible de continuer à consommer de l'énergie de la manière actuelle, d'où l'impératif de revoir les subventions dans le domaine de l'énergie en vue de mettre un terme au gaspillage et lancer le programme des énergies renouvelables, en recourant au partenariat avec les investisseurs étrangers détenteurs de technologies et d'expertises en la matière.

De son côté, le professeur en économie à l'université de Ouargla, Slimane Nacer a estimé que "le Gouvernement n'a pas présenté de solutions au problème du déficit de la balance commerciale, ni de mécanismes opérationnels clairs". La prise en charge de ce déficit passe "par l'encouragement de la production locale dans le cadre d'une stratégie économique générale et globale à même d'augmenter progressivement le volume des exportations hors hydrocarbures et réduire ainsi ce déficit" et ce en parallèle avec "la lutte contre la surfacturation", a-t-il estimé. Pour le Pr. Nacer, la diversification de l'économie nationale n'est possible qu'avec "une vision et une stratégie globale à moyen et à long termes, englobant tous les secteurs économiques et s'étendant jusqu'en 2030 ou 2040 (...) à condition de s'engager son

application dès maintenant sans tenir compte des cours de pétrole, s'ils sont en hausse ou en baisse".

"Le Gouvernement n'a pas mentionné dans son Plan d'action l'un des points les plus importants, à savoir: les sources de financement de ce programme", a-t-il dit, ajoutant qu'"en plein déficit du budget et du Trésor, accompagné de l'effondrement des cours de pétrole (...), la question qui se pose actuellement est comment assurer des fonds pour mettre en œuvre ce programme?", s'est-il interrogé.

Il a fait part de deux grands projets en termes de consommation des dépenses, à savoir: la titularisation de près de 601.000 employés exerçant dans le cadre des contrats pré-emploi en 2020, et la création de 10 nouvelles wilayas et 44 circonscriptions administratives.

Quant au recours du Gouvernement à une Loi de finances complémentaire (LFC) pour l'annulation de dispositions fiscales injustes, M. Nacer a dit que "ces mesures s'imposent pour rectifier les erreurs graves commises par l'ancien gouvernement en décidant l'application d'impôts et de taxes sans une étude préalable". Il a proposé, dans le cadre du projet de la LFC, la suppression de la taxe sur l'environnement imposée aux véhicules, dont le recouvrement est confié aux compagnies d'assurance, car elle constitue "un lourd fardeau pour le citoyen", ajoutant qu'il est préférable de l'imposer exclusivement aux

sociétés et entreprises polluantes".

La suppression de l'IRG pour les salaires ne dépassant pas 30.000 DA s'inscrit dans le cadre de la préservation du caractère social de l'économie nationale, a-t-il dit, soulignant que cette mesure fera perdre au Trésor public un recouvrement fiscal estimé entre 300 et 400 milliards de DA, "un montant difficile à récupérer, d'autant que le pays souffre d'un manque de ressources financières".

Concernant l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen, le professeur en économie a indiqué que cela ne peut être concrétisé qu'à travers l'augmentation des salaires. S'interrogeant sur la manière d'augmenter les salaires au moment où le budget de l'Etat pour l'exercice 2020 souffre d'un déficit de plus de 1500 milliards de DA, le même intervenant a proposé deux solutions, la première consiste en le retour au financement non conventionnel "avec tous les risques encourus", tandis que la deuxième réside dans le recours à l'endettement extérieur qui demeure un choix "difficile à faire".

S'agissant de la transition énergétique, le Dr. Nacer a proposé la relance du grand projet "Desertec" à condition de l'introduire au sein d'une stratégie énergétique globale.

Pour rappel, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, avait affirmé, jeudi dernier lors d'une séance consacrée à la réponse aux questions des députés concernant le plan d'action de son Gouvernement, que ce dernier était en mesure de mobiliser les ressources financières en vue du financement dudit plan à travers une approche globale englobant les réformes des systèmes fiscal et bancaire, le drainage des capitaux en circulation dans le marché parallèle et la consolidation de la finance islamique, outre la possibilité de recourir aux institutions arabes et africaines de développement afin d'obtenir des financements extérieurs à des conditions très favorables.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

## "Un déficit de plus de 6 milliards de dollars en 2019"

La balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 6,11 milliards de dollars en 2019, contre un déficit de 4,53 milliards de dollars en 2018, en hausse annuelle de 34,81%, a appris l'APS auprès de la direction générale des Douanes (DGD). Les exportations algériennes ont atteint 35,82 milliards de dollars (mds usd) en 2019, contre 41,79 mds usd en 2018, enregistrant une baisse de 14,29%, précisent les statistiques provisoires de la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD).

Les importations ont, pour leur part, totalisé 41,93 mds usd, contre 46,33 mds usd, en baisse de 9,49%.

En 2019, les exportations ont ainsi assuré la couverture des importations à hauteur de 85,43%, contre 90,22% en 2018. Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des exportations algériennes l'année dernière, soit 92,80% du volume global des exportations, en s'établissant ainsi à 33,24 mds usd, contre 38,87 mds usd, en 2018, enregistrant un recul de 14,48%. Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec 2,58 mds usd, ce qui représente 7,20% du volume global des exportations, contre 2,92 md usd, en baisse de 11,80%, durant la même période de comparaison.

Les exportations hors hydrocarbures étaient composées des demi-produits, avec 1,95 md usd contre 2,33 md usd, en baisse de (6,21%), des biens alimentaires avec 407,86 millions usd contre 373,77 millions usd (+9,12%) et des biens d'équipement industriels avec 82,97 millions usd contre 90,1 millions usd (-7,92%).

Elles étaient composées aussi de produits bruts avec 95,95 millions usd, contre 92,39 millions, enregistrant une hausse de 3,86%, les biens de consommation non alimentaires avec 36,42 millions usd, contre 33,42 millions usd (+8,99%) et les biens d'équipements agricoles avec 250.000 usd, contre 310.000 usd (-16,94%). Pour ce qui est des importations, cinq groupes de produits sur les sept que contient la structure des importations algériennes ont connu des baisses l'année écoulée par rapport à l'année d'avant. En effet, les biens d'équipements industriels, qui ont représenté près de 31,5% de la structure des importations en 2019, ont totalisé 13,20 mds usd contre 16,48 mds usd à la même période de comparaison, en baisse de 20%.

La facture d'importation du groupe demi-produit a reculé de 6,09%, totalisant 10,29 mds usd contre 10,96 mds usd. La même tendance a été enregistrée pour les biens alimentaires qui ont atteint 8,07 mds usd contre 8,57 mds usd (-5,85%), les biens de consommation (non-alimentaires) avec 6,45 mds usd contre 6,76 mds usd (-4,52%) et les biens d'équipement agricoles avec 457,70 millions usd contre 564,76 millions usd (-18,92%).

En revanche, deux groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses durant 2019 et par rapport à 2018. Il s'agit des importations des produits bruts qui ont totalisé 2,01 mds usd, contre 1,90 md usd (+5,89%) et le groupe énergie et lubrifiants (carburants) avec 1,43 md usd contre 1,07 md usd (+33,22%).

## La France principal client et la Chine 1er fournisseur

Concernant les partenaires commerciaux de l'Algérie, la France a maintenu sa place de premier client du pays alors que la Chine est restée son premier fournisseur.

En 2019, les cinq premiers clients du pays ont représenté 50,85% des exportations algériennes. La France, maintient sa place de principal client du pays avec 5,05 mds usd d'exportations algériennes vers ce pays, (14,11% du montant global des exportations), en légère hausse (+0,52%), suivie de l'Italie avec 4,62 mds usd (12,90%), l'Espagne avec 3,99 mds usd (11,15%), la Grande Bretagne avec 2,29 md usd (6,42%) et la Turquie avec 2,24 mds usd (6,27%). En ce qui concerne les principaux fournisseurs de l'Algérie, les cinq premiers ont représenté 50,33%. Les cinq principaux fournisseurs de l'Algérie en 2019 ont été la Chine, qui maintient toujours sa première place avec 7,65 mds usd (18,25% des importations globales algériennes), en baisse de 2,60%, suivie de la France avec 4,27 mds usd (10,20%), de l'Italie avec 3,41 mds usd (8,13%), de l'Espagne avec 2,93 mds usd (6,99%) et de l'Allemagne avec 2,83 mds usd (6,76%).

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT  
MINISTRE DE L'INDUSTRIE

## Nécessité de revoir la politique de l'octroi des crédits

Le ministre de l'Industrie et des mines, M. Ferhat Ait Ali Braham a souligné, samedi à Alger la nécessité de revoir la politique appliquée de l'octroi des crédits afin d'en faire bénéficier en premier lieu la petite et moyenne entreprise génératrice de richesse et d'emploi. "Des fois des crédits en millions de dinars sont octroyés à une quinzaine d'opérateurs, tout en laissant les petites et moyennes entreprises partir d'un refus de crédit pour des petits montants, d'où la nécessité de revoir cette politique", a martelé le ministre dans une déclaration à la presse en marge du débat général autour du projet de Plan d'action du Gouvernement, au Conseil de la Nation. "La majorité des crédits octroyés dans le passé n'ont pas servi à élever le PIB ou la prévalence mais ont par contre servi à enrichir certaines personnes", a souligné le ministre, ajoutant que "c'est pour cela qu'il était impératif de revoir la politique de l'octroi de ces crédits". Par ailleurs, M. Ait Ali Braham a annoncé, qu'une nouvelle politique sera adoptée pour les zones industrielles ajoutant que certaines zones qui ont été détournées de leur vocation seront récupérées. S'agissant, de la situation économique des entreprises algériennes, M. Ait Ali Braham a affirmé que ces entreprises n'ont absolument pas subi "une année blanche" assurant que la croissance du PIB a atteint 1,7% en 2019.

## AGROALIMENTAIRE

## La poudre de caroube, une alternative à l'importation de cacao pour répondre aux besoins du marché

La poudre de caroube produite localement se veut une alternative à la poudre de cacao à même d'économiser des millions/an en devise à utiliser dans la mise en valeur des terres agricoles pour la plantation de caroubiers, a indiqué M. Chakib Boublenza, manager général de la SARL Boublenza, spécialisée dans la transformation des graines de caroube en produits dérivés.

S'exprimant lors d'une conférence de presse animée à l'issue d'un rencontre consacrée au lancement de ce nouveau produit dans le marché local, en présence d'opérateurs économiques activant dans le domaine de l'industrie agroalimentaire, M.

Boublenza a déclaré: «le caroubier constitue une véritable plus value pour l'économie nationale, s'il est valorisé, sachant que son exploitation économique permet d'économiser de 30 à 35 millions de dollars par an, facture de l'importation de la poudre de cacao, outre la création de postes d'emploi et le renforcement du Trésor public en devises, après le lancement de l'exportation de l'excédent de caroube.

Les importations de l'Algérie de cacao sont passées de 5.000 tonnes en 2015 à 17.000 tonnes en 2019, alors qu'il était possible d'exploiter la poudre de caroube, reconnue mondialement par les experts de la santé et de la nutrition pour ses caractéristiques nutrition-

nelles, comme matière première dans la production du chocolat, a-t-il expliqué.

La SARL Boublenza qui a réussi à exporter la poudre de caroube vers 35 pays à travers cinq continents durant la dernière décennie, aspire à percer davantage dans le domaine à la faveur de la nouvelle orientation du gouvernement sur la valorisation et l'exploitation des produits forestiers, a fait savoir M. Boublenza.

118 caroubiers peuvent être plantés par hectare, pouvant produire, après 3 ans, 8 tonnes de poudre de caroube dont la demande mondiale est en hausse d'année en année, étant classée produit naturel «bio», a-t-il expliqué.

## USA-UE

## Les Etats-Unis passent les taxes punitives sur les avions Airbus de 10% à 15%



Les Etats-Unis ont annoncé vendredi qu'ils allaient relever à 15% les taxes douanières imposées aux avions Airbus importés d'Europe, à partir du 18 mars, d'après un communiqué du représentant américain au commerce (USTR).

Ces taxes étaient de 10% depuis octobre dernier, quand le gouvernement américain avait décidé de frapper 7,5 milliards de dollars de produits européens de tarifs douaniers punitifs. A l'origine, Washington avait pris cette mesure en représailles contre les subventions reçues par le constructeur aéronautique européen, jugées indues par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

D'autres produits - dont le vin, le fromage, le café et les olives - sont taxés à hauteur de 25% depuis octobre.

En Europe et aux Etats-Unis, les différents secteurs concernés retiennent leur souffle à chaque nouvelle décision, dans l'espoir que leur catégorie soit retirée de la liste, et dans la crainte que les tarifs ne soient augmentés.

"L'industrie des boissons spiritueuses des deux côtés de l'Atlantique a suffisamment souffert", a réagi vendredi le Distilled Spirits Council, une association professionnelle américaine.

Elle appelle les autorités à retirer les taxes de 25% sur les whiskys américains côté UE, et celles de 25% sur les liqueurs importées de 5 pays européens, estimant qu'elles pénalisent l'économie des Etats-Unis et menacent des emplois.

En octobre, Delta Air Lines, compagnie américaine cliente d'Airbus, avait déploré ces sanctions, estimant que les tarifs douaniers allaient causer de "graves préjudices aux compagnies aériennes américaines, aux millions d'Américains qu'elles emploient et aux voyageurs".

Mais le président américain Donald Trump utilise aussi ces taxes comme instrument de négociation.

Après des mois de guerre commerciale avec la Chine, à coups de tarifs douaniers punitifs réciproques, il s'est exclamé "notre stratégie a payé!", quand les deux pays ont signé un accord mi-janvier.

Son attention porte maintenant sur l'Europe. Donald Trump et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont en effet annoncé fin janvier, après une rencontre à Davos (Suisse), leur volonté de relancer le chantier commercial transatlantique et de conclure un accord dans les prochaines semaines.

Mais pour l'heure, les négociations n'ont pas abouti et les relations restent tendues alors que l'hôte de la Maison Blanche brandit toujours la menace de taxer les importations de voitures européennes, qui fait trembler en particulier les industriels allemands.

Lundi, il a déclaré qu'il était temps de négocier "très sérieusement" un accord commercial avec l'Union européenne.

Il souhaite que les pays membres de l'UE ouvrent davantage leur marché aux produits américains, notamment agricoles.

Récemment, son administration a menacé de surtaxer "jusqu'à 100%" l'équivalent de 2,4 milliards de dollars de produits français.

De quoi faire frémir les viticulteurs, mais aussi les importateurs américains de vin français, qui, dans une lettre à l'USTR ont chiffré de 11.200 à 78.600 les pertes d'emplois aux Etats-Unis si ces menaces étaient mises à exécution.

## DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES Plus forte hausse depuis dix ans

Les dépenses militaires mondiales ont connu l'an dernier leur hausse la plus élevée depuis dix ans, sur fond de rivalités croissantes et de ce que le chef de l'Etat allemand a qualifié de "dynamique destructrice" au plan mondial.

La progression a atteint au total 4%, selon le rapport annuel de l'institut IISS publié vendredi peu avant le début de la Conférence sur la sécurité de Munich.

En ouverture de cette grand-messe annuelle internationale sur les questions de défense, le président allemand Frank-Walter Steinmeier a planté le décor.

"Année après année, nous nous éloignons de l'objectif d'une coopération internationale visant à créer un monde pacifique", a-t-il regretté.

La "compétition des grandes puissances" gagne "toute la planète", a dit le président allemand, en critiquant l'égoïsme national répandu à ses yeux par les Etats-Unis de Donald Trump qui refusent "l'idée même d'une communauté internationale".

"Le monde ne peut pas se permettre une course aux armements", lui a fait écho la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, parlant d'"érosion préoccupante des cadres pour le contrôle qui ont rendu le monde sûr pendant des décennies".

Les dépenses militaires "ont augmenté avec la sortie des économies de la crise financière (de 2008) et sous l'effet d'une perception accrue des menaces", a relevé le directeur général de l'Institut international d'études stratégiques (IISS, International Institute for Strategic Studies).

La mort du traité FNI sur les forces nucléaires intermédiaires (portée de 500 à 5.500 km) en 2019 et l'extinction potentielle du traité New Start sur les armes nucléaires intercontinentales en 2021 bouscule l'ordre international post-Guerre froide, tout comme la montée en puissance de la Chine ainsi qu'une série



de crises régionales, de l'Ukraine à la Libye. Dans un tel contexte, les deux plus gros budgets militaires mondiaux, ceux des Etats-Unis (685 milliards de dollars) et de la Chine (181 milliards), poursuivent leur croissance exponentielle, avec une hausse de 6,6% dans les deux pays en 2019 par rapport à 2018.

Les dépenses américaines ont augmenté à elles seules de 53,4 milliards de dollars l'an dernier, soit l'équivalent du septième budget mondial de la défense, après ceux de l'Arabie saoudite (3e), de la Russie (4e), mais avant ceux de la France (8e).

En Europe, les interrogations grandissent devant le risque de désengagement des Etats-Unis, de plus en plus centrés sur l'Asie-Pacifique, même si ces derniers ont renforcé pour l'heure leur présence

militaire dans l'est du continent, tout comme dans le Golfe. Les pays membres de l'Otan, Allemagne en tête, sont aussi budgétairement sous la pression du président américain Donald Trump qui leur réclame un effort plus massif pour arriver à l'objectif de dépenses égales à 2% du PIB. Après Donald Trump en 2018, le président français Emmanuel Macron a en outre "semblé jeter le doute" à son tour sur l'engagement de solidarité collective au sein de l'Alliance en cas d'agression de l'un de ses membres, rappelle l'ISS.

Il a aussi ébranlé ses partenaires en estimant l'Otan en état de "mort cérébrale". "Deux des trois puissances nucléaires de l'Alliance (la troisième étant le Royaume-Uni) ont ainsi semé l'incertitude sur cette questions clé de la sécurité collective", souligne John Chipman.

## CHINE - ETATS-UNIS

## La Chine exhorte les Etats-Unis à "arrêter immédiatement d'opprimer" les entreprises chinoises

La Chine a exhorté la partie américaine à "arrêter immédiatement d'opprimer" les entreprises chinoises après que le Département américain de la Justice a émis de nouvelles accusations contre le géant technologique chinois Huawei.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Geng Shuang a souligné lors d'un point de presse régulier que le gouvernement chinois encourageait les entreprises chinoises à mener la coopération commerciale à l'étranger conformément à la loi locale, au principe de marché et aux règlements internationaux. La partie américaine a "abusé de son pouvoir



national pour opprimer des entreprises chinoises sans preuve d'aucun méfait", a indiqué M. Geng, ajoutant qu'une "telle pratique était honteuse et immorale, et n'était pas digne du statut des Etats-Unis en tant que grand pays".

Les pratiques américaines d'intimidation économique constituent "un déni flagrant du principe de marché dont les Etats-Unis s'étaient autoproclamés champion", a poursuivi le porte-parole.

Elles ont "gravement entaché" la réputation et la crédibilité des Etats-Unis, et mis à mal les intérêts des entreprises américaines.

AP3

## HUILE DE PALME:

## La demande mondiale continuera de progresser en 2019-2020

La consommation mondiale d'huile de palme devrait dépasser la production mondiale de 1,8 million de tonnes en 2019-2020, après avoir connu une croissance représentant le double de celle de la production en 2018-2019, a indiqué le Département américain de l'Agriculture (USDA) dans son dernier rapport sur le marché global des oléagineux publié ce mois. Selon l'organisation, les exportations mondiales devraient enregistrer une légère progression de 2,2 % en raison des stocks plus limités en

Malaisie et en Indonésie, les deux leaders mondiaux. Alors que le premier pays verra une chute de sa production de 4,8 % en 2019-2020, le second connaîtra cette saison, le second plus faible taux de croissance de sa production en 20 ans, soit 2,4 %. La tendance à la baisse du côté de l'approvisionnement aura pour effet de mettre à contribution les stocks mondiaux accumulés en 2018-2019. Ceux-ci sont prévus pour descendre en 2019/2020, à leur plus faible niveau depuis 2009-2010. En 2018-2019, la production

mondiale d'huile de palme avait atteint environ 74 millions de tonnes. La production globale de l'huile de palme devrait marquer le pas en 2020 à cause du ralentissement attendu du côté des principaux producteurs que sont l'Indonésie et la Malaisie. C'est ce qu'indique James Fry, président du cabinet de conseil LMC International, spécialisé dans les matières premières agricoles. D'après l'expert, l'Indonésie verra une progression limitée de 2-3 % en raison de la sécheresse et de la faible utilisation des engrais

alors que la Malaisie devrait connaître une tendance baissière. Ces perspectives peu reluisantes pour la production pourraient conduire à un basculement du marché mondial vers une situation de déficit entraînant une hausse importante des prix mondiaux d'ici l'année prochaine. Pour rappel, l'Indonésie et la Malaisie ont produit 67 millions de tonnes d'huile de palme en 2018, soit près de 80 % du stock global. En 2019, la production mondiale d'huile de palme devrait atteindre 72 millions de tonnes.



## BECHAR

## Le dispositif de surveillance et d'intervention contre le criquet pèlerin est actuellement actif

Le dispositif mobile de surveillance et d'intervention contre le criquet pèlerin est actuellement actif à travers la région de Bechar, a-t-on appris samedi des responsables de l'inspection de protection des végétaux de la direction des services agricoles (DSA).

«Ce dispositif est composé d'une équipe terrestre de prospection et une autre d'intervention directe dans une zone de 800 ha qui renferme des conditions écologiques favorables à l'apparition du criquet pèlerin», a précisé à l'APS M.Youcef Bencherfi.

«Mis en place depuis plus de deux (2) mois par l'institut national de protection des végétaux (INPV), ce dispositif qui est aussi équipé d'un système de communication par radio, n'a détecté aucune présence à ce jour de criquet pèlerin à travers la région», a-t-il dit.

«Ce dispositif qui s'inscrit au titre de la stratégie de surveillance et de lutte anticriquet de l'Algérie pour un tout moment être renforcé dans le cadre de cette stratégie», a déclaré M.Bencherfi, qui "déclare le peu de moyens mobiles dont dispose son inspection au titre de ses prérogatives de protection des végétaux à travers l'ensemble du territoire de la wilaya de Bechar".

De son côté l'institut national de protection des végétaux (INPV), à travers sa page officielle sur inter-



net, signale que la campagne estivo-automnale de surveillance et d'intervention contre le criquet pèlerin qui a été clôturée le 20 décembre 2019, a fonctionné avec un dispositif de surveillance et de lutte composé de 12 équipes dont 2 équipes aériennes déployées au niveau des zones de reproduction et du développement des criquets.

Sur le plan écologique, les prospections réalisées durant (4) mois au niveau des secteurs du Hoggar, In Guezzam, Tin Zaouatine, Bordj Badji Mokhtar, Aoulef, Reggane, In Salah,

Illizi et Djanet ont montré que les conditions écologiques installées dès les premières pluies estivales persistent à ce jour favorables au niveau de la majorité des secteurs visités.

En effet, un tapis végétal diversifié composé de plantes annuelles et pérennes est bien développé notamment au niveau des principaux oueds touchés par les écoulements et aux périmètres agricoles, selon le même site de l'INPV.

Les investigations réalisées sur une superficie globale de 112 648 ha dont 68 600 ha par voie aérienne,

ont permis de signaler des présences acridiennes sous forme d'aîlés et de larves solitaires. Les équipes opérant au niveau des wilayas frontalières de Tamanrasset, Adrar ont réalisé des interventions préventives contre les présences acridiennes sur une superficie globale de 856 ha, a-t-on expliqué. Les prévisions de l'INPV en matière de criquet pèlerin indiquent, que les principaux biotopes naturels abritant les conditions favorables de reproduction et de développement des criquets situés entre la bande de l'extrême sud et le Hoggar, abritent actuellement un potentiel acridien important à l'état dispersé.

Par ailleurs, ce potentiel acridien pourrait se concentrer après dessèchement de la végétation et constituer des petits groupes denses d'aîlés immatures. Les périmètres agricoles irrigués du Sahara central pourraient aussi constituer des microclimats favorables à la reproduction des populations acridiennes sédentaires, selon ce site officiel de l'INPV.

## HABITAT - TÉBESSA

## Distribution de plus de 6600 logements de différentes formules au cours de l'année 2020

Un total 6628 logements, toutes formules confondues, seront distribués dans la wilaya de Tébessa au cours de l'année 2020, a indiqué vendredi le wali, Atallah Moulati.

«3.000 unités de type AADL, 2 259 logements publics locatifs (LPL), 436 logements promotionnels aidés (LPA), 605 aides financières à l'habitat rural et 328 lotissements sociaux pour l'auto-construction», seront distribués durant l'année, a détaillé le responsable à l'APS.

Le chef de l'exécutif local a également indiqué que la cadence des travaux de réalisation des projets, répartis entre les communes de Chréa, Ouenza, El-Houidjbet, Boulhef Dir et Mazraâ, avance à un rythme «acceptable».

Le wali de Tébessa a déclaré, par ailleurs, que «la réalisation des programmes de logements dans les délais impartis tout en respectant les normes et les critères en vigueur, permettra à la wilaya frontalière de bénéficier de nouveaux quotas pour répondre aux besoins des citoyens», soulignant que «les demandes en la matière ne cessent d'augmenter».

Une réunion a été tenue au siège de la wilaya au cours de cette semaine en présence des directeurs des secteurs concernés pour évaluer les projets de logements en cours de réalisation et ceux dont les travaux vont être lancés. A cet effet, le wali avait instruit les responsables concernés de «renforcer les chantiers en matière de main d'œuvre, de matériaux et d'engins pour achever les travaux et distribuer les logements à leurs bénéficiaires dans les délais». Il a également mis l'accent sur la nécessité de lancer les travaux liés à l'aménagement extérieur et au raccordement des logements aux réseaux de gaz, d'électricité, d'eau potable et d'assainissement, ainsi que le goudronnage des routes et la réalisation d'équipements publics dans le but d'assurer toutes les commodités nécessaires aux habitants de ces cités urbaines.

## ACCIDENTS DE LA ROUTE À SOUK AHRAS

## Baisse sensible du nombre de décès en 2019

Une augmentation "sensible" du nombre de personnes décédées dans des accidents de la circulation a été enregistrée durant l'année 2019 dans la wilaya de Souk Ahras atteignant 23 décès contre 15 recensés en 2018, a indiqué samedi le commandant du groupement territorial de la gendarmerie nationale le lieutenant-colonel Sofiane Bouita.

Lors d'une conférence de presse consacrée au bilan des activités de ce corps de sécurité durant l'année dernière, le lieutenant-colonel Bouita a précisé que le nombre de personnes blessées qui a connu une diminution a atteint les 107 en 2019 contre 139 victimes dénombrées au titre de l'exercice 2018.

Le nombre d'accidents de la route, corporels où matériels, a enregistré également une réduction où 62 accidents ont été signalés pendant l'année précédente contre 73 accidents similaires en 2018, a souligné l'officier de la gendarmerie nationale de la wilaya de Souk Ahras. La majorité des accidents s'est produite sur la route nationale 16 (RN16) avec 24 accidents, la RN 81 (12 accidents), tandis que le reste a été dénombré dans divers tronçons routiers des différentes localités de la wilaya, a fait savoir l'intervenant au cours de la conférence de presse, notant que le facteur humain (conducteur) représente 93,54 % des causes ayant provoqué ces accidents et ce, par le non-respect du code de la route, l'excès de vitesse et l'absence de la distance de sécurité, a-t-il dit. Le commandant du groupement de wilaya de la gendarmerie nationale a ajouté que d'autres facteurs étaient aussi à l'origine des accidents, à l'instar de l'implication des piétons (4,83 %) et l'état des véhicules (1,63 %). Afin de lutter contre ce phénomène, des campagnes de sensibilisation et de prévention ont été organisées régulièrement dans cette wilaya avec la collaboration des associations actives dans ce domaine, en plus des plans de travail d'intervention visant à mettre fin aux différents crimes liés au non-respect du code de la route, établis par les diverses unités de la gendarmerie nationale, a-t-il affirmé.

Par ailleurs, 355 appels téléphoniques concernant les accidents de la route ont été recensés l'année dernière par le biais du numéro vert, ce qui a permis aux services du groupement de wilaya de la gendarmerie nationale de réaliser 266 interventions en faveur des citoyens, en particulier les usagers de la route dont quatre cas liés à l'évacuation des citoyens en raison des chutes de neige, le vol du cheptel et la récupération des véhicules volés, alors que 333 autres appels ont été transférés à d'autres services dont ceux de la sûreté de wilaya, de la protection civile, de la conservation des forêts et de la concession de distribution de l'électricité et du gaz, a-t-il dit.

APS

## POLICE - ACTIVITÉS

## El Tarf : Plus de 5000 affaires traitées en 2019

Les services de la Police judiciaire de la wilaya d'El Tarf ont traité durant l'exercice précédent 5100 affaires dont 901 résolues suite à des initiatives", a indiqué mercredi le chef de sûreté de wilaya le commissaire divisionnaire Fouad Chorfi. S'exprimant lors d'une conférence de presse dédiée au bilan des activités de la sûreté de wilaya de l'exercice 2019, le commissaire divisionnaire Fouad Chorfi a mis en relief la stratégie mise en place par ses services basée sur "le renforcement de la présence de la police sur terrain" et "l'encouragement des initiatives pour réduire les crimes et délits". Soulignant la "hausse du nombre des affaires résolues suite aux initiatives prises", le chef de sûreté de wilaya a précisé que sur les 5 100 affaires traitées en 2019, impliquant 5.913 individus, pas moins de 901 affaires ont été résolues suite à des initiatives, contre

4.505 affaires traitées en 2018, parmi lesquelles 697 affaires ont été résolues suite à des initiatives". Selon le commissaire principal de police Kadri Abdelkader, sur les 901 affaires mentionnées, 530 affaires ont trait au trafic de stupéfiants, 38 autres à la contrebande et 17 autres à l'émigration clandestine.

Signalant que durant l'exercice 2018, les services de la Police judiciaire ont enregistré 697 affaires résolues suite à des initiatives, parmi lesquelles 458 affaires se rapportent au trafic de stupéfiants, 28 autres à la contrebande et 7 à l'émigration clandestine, la même source a, par ailleurs, indiqué que durant l'année écoulée, deux affaires liées à la cybercriminalité ont été également traitées. En matière de prévention routière, les services de sécurité ont enregistré, durant l'année 2019, une "baisse" du nombre d'accidents de la

circulation avec 73 accidents contre 107 accidents de la route en 2018. Selon le commissaire Labib Zeghib, 2 900 retrait de permis de conduire ont été enregistrés en 2019, année durant laquelle le même service a contrôlé 93.763 véhicules et mené 4.532 opérations de sensibilisation sur la prévention routière.

Les services locaux relevant de la Police des frontières (PAF) ont, de leur côté, traité durant l'année 2019, pas moins de 413 affaires de faux et usage de faux contre 483 affaires traitées en 2018.

Une "hausse" du nombre de voyageurs transitant par les postes frontalières d'El Tarf, de l'ordre de 09,79% a été par ailleurs relevée durant l'année 2019, selon le bilan de la PAF qui a, dans ce chapitre, enregistré également une augmentation du nombre d'entrées sur le territoire national des voyageurs tunisiens notamment.

## EMPLOI - MILA

## 6400 demandeurs d'emploi placés en 2019

Plus de 6400 placements de demandeurs d'emploi ont été effectués dans la wilaya de Mila, par l'agence de wilaya de l'emploi (Awem) durant l'année 2019, a indiqué, samedi, la directrice de cet organisme, Aïcha Beghiani. La même responsable a révélé que sur ce nombre, 6191 demandeurs d'emploi ont été placés dans le cadre du système dit "classique", 35 autres l'ont été via le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), en plus

de 200 recrutements dans le cadre du contrat de travail aidé (CTA). Soulignant la forte baisse des offres d'emploi au cours de l'année 2019, la même source a indiqué que l'exercice 2018 s'est soldé par l'installation de 6615 placements classiques, 2038 via le DIAP et 602 CTA. Outre l'organisation de 121 journées d'informations, l'agence de l'emploi de la wilaya de Mila a, par l'intermédiaire de ses quatre antennes réparties à travers les communes de

Tedjanet, chelghoum Laid, Ferdjoua et le chef-lieu de wilaya, a effectué au cours de l'année 2019 un total de 852 visites de prospection dans les entreprises économiques ayant permis de noter 1847 offres d'emploi, a-t-elle ajouté. Par ailleurs, 75 ateliers de formation sur les différentes techniques d'entretien d'embauche et de rédaction de curriculum vital (CV), profitant à 1612 demandeurs d'emploi, ont été organisés par cette agence durant

cette même période. Mme, Beghiani a révélé qu'une nouvelle convention sera signée le mois prochain entre l'AWEM de Mila et l'université Abdelhafid Boussouf de Mila, pour la création d'un club de recherche d'emploi pour les diplômés de cet université dans le cadre du partenariat liant l'Agence nationale de l'emploi et le bureau international du travail visant à accompagner les étudiants à intégrer le marché de l'emploi.

## 400 participants au festival d'Adrar des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire

Plus de 400 participants prennent part à la 8ème édition du Festival d'Adrar des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, dont les activités ont débuté vendredi.

La manifestation sportive et socioculturelle, qui s'étale sur deux jours, a pour objectif d'offrir un cadre de rencontre entre les fonctionnaires du secteur, de renforcer leur aptitudes physiques et d'améliorer leurs rendements professionnels au sein des établissements pénitentiaires, ont indiqué les organisateurs.

Le programme du festival, qui se tient sous l'égide du ministère de la Justice (direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion), comprend diverses activités sportives et des campagnes de volontariat, avec l'association de plusieurs institutions publiques et de la société civile. Le festival a débuté par le 7ème championnat national de boules au stade du parc familial de Meraguène relevant de l'administration pénitentiaire, ainsi que par les phases éliminatoires de courses hippiques. Ce rendez-vous sportif prévoit aussi un semi-marathon national prévu sur une distance de 5 km au centre ville d'Adrar ainsi qu'une course cycliste, et dont le coup d'envoi sera donné par le Directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion. Le responsable donnera également le coup d'envoi d'une action de reboisement sur une superficie de 50 hectares au niveau d'un site relevant du secteur, et ce en collaboration avec la Conservation des forêts de la wilaya et la participation de différents corps et d'associations locales.

Une opération d'ensemencement de poissons d'eau douce sera également entreprise au niveau des bassins se trouvant sur le même site, comme contribution à l'expérience aquacole pilote initiée par le secteur (administration pénitentiaire), en plus de la valorisation de produits réalisés par la population carcérale dans le cadre de leur réinsertion en milieu social et professionnel.

## CIMETIÈRES - AMÉNAGEMENT

# Alger se renforce avec trois nouveaux cimetières parmi 10 projets programmés

La wilaya d'Alger s'est renforcée avec trois (3) nouveaux cimetières dans les communes de Draria, El Hammamet et Tessala El Merdja, dans le cadre du projet de réalisation de 10 cimetières programmés depuis 2014, a indiqué à l'APS le directeur de l'Établissement de gestion des pompes funèbres et des cimetières de la wilaya d'Alger (EGPFC).

Selon M. Keddouche Abdelaziz, son établissement a enregistré la réception de trois nouveaux cimetières depuis le mois de juin 2019, dans le cadre d'un programme tracé par la wilaya d'Alger pour 2014-2015, pour la création de 10 cimetières dans l'objectif de désengorger les anciens cimetières.

Deux cimetières ont été mis en service dans les communes de Draria (quartier Oued Tarfa) et d'El Hammamet, tandis que le troisième situé à Tessala El Merdja sera mis en service dans les prochains jours.

D'autres projets pour la réalisation de nouveaux cimetières répartis à travers les communes de Ouled Fayet, Ain Benian, Bordj El Bahri et Ain Taya sont programmés, a fait savoir M. Keddouche, ajoutant que «les services de la wilaya ont chargé les walis délégués de concrétiser ces projets». Sur la disponi-



bilité des assiettes pour abriter ces cimetières qui devraient mettre fin au phénomène de saturation des cimetières au niveau de la capitale, le même responsable a répondu que les assiettes foncières consacrées à ces projets sont «disponibles» et «des études finalisées», il ne reste que le choix des entreprises de réalisation pour le lancement des

travaux». A noter que l'EGPFC de la wilaya d'Alger gère 118 cimetières, dont 107 cimetières musulmans, 10 chrétiens et un (01) juif, occupant plus de 386 hectares répartis sur une superficie de 900 km<sup>2</sup> à travers plusieurs communes de la wilaya.

Ces cimetières sont encadrés par 560 travailleurs entre fossoyeurs,

agents d'entretien (désherbage) et agents administratifs, a affirmé le même responsable, qualifiant ce nombre d'«insuffisant», au regard du nombre des cimetières que compte la capitale et de la charge de travail, sachant que l'EGPFC œuvre à la répartition des travailleurs selon les régions et les nécessités de services».

## L'escargot, caviar rampant inonde le marché à Oran

La capitale de l'Ouest algérien s'est transformée avec le temps en véritable pôle de commercialisation de l'escargot, localement appelé «bebbouche» par les habitants de la région et provenant des quatre coins du pays.

Par la force des choses, ce «caviar rampant» inonde les marchés populaires et de proximité à Oran et constitue le centre d'intérêt des tables oranaises.

La culture de consommation des escargots chez les Oranais encourage son commerce, qui n'est plus l'apanage des vendeurs ambulants qui sillonnaient autrefois les quartiers populaires.

La vente de ce gastéropode a conquis tous les marchés couverts et ouverts d'Oran et même les grandes surfaces, a-t-on constaté. Tous les types d'escargots ramassés dans les montagnes, les forêts et les champs des wilayas de Relizane, Saïda, Alger, Sig (Mascara), Tlemcen et Médéa sont disponibles dans les marchés oranais à des prix presque à la portée de tous, a indiqué à l'APS un commerçant, spécialisé dans la vente d'escargots à hai «Oussama» (ex-Boulangier). Un promeneur dans ces espaces commerciaux sera étonné de voir la quantité d'escargots proposée à la vente et leurs différentes variétés, allant des plus petits aux plus grands, du bariolé au blanc, du marron foncé au chatain, avec ou sans lignes jaunes, ainsi que le gris considéré comme le meilleur et le plus cher, a affirmé Kheddouma Hocine, qui fournit, quotidiennement, les escargots aux commerçants ambulants disséminés dans les marchés. Au sujet de la quantité d'escargots qu'il reçoit, ce fournisseur a indiqué que «cela dépend des régions, en l'occurrence selon le climat de chaque région, soulignant que «tous les escargots exposés dans les marchés sont sauvages, c'est-à-dire qu'ils sont de grande qualité et propres, ce qui les rend, après cuisson, meilleurs que les escargots d'élevage», explique-t-il en fin connaisseur. Le marché des escargots à Oran fournissait, auparavant, un seul type de ce gastéropode, le fin, mais aujourd'hui, le consommateur oranais a plusieurs choix et peut y trouver plusieurs espèces aux noms tout aussi différents comme «Beyad», «Naïdja» et «Boukrar» connu par son grand volume et sa couleur grise que les vendeurs appellent le «caviar algérien» ou «caviar rampant», selon Kaddour, un vendeur en provenance de Tefraoui, qui a une longue expérience dans le ramassage et la vente d'escargots.

La disponibilité de ce produit à longue durée d'année a encouragé un investisseur oranais à exporter les escargots vers l'Espagne et l'Italie, mais cette initiative, qui a débuté en 2006, n'a pas duré très longtemps pour des raisons non déterminées, selon des informations recueillies à la Chambre de commerce et de l'industrie de l'Oranie (CCIO).

### La vente D'escargots, un commerce fructueux

L'escargot, très prisé par les consommateurs oranais, est devenu une source de revenu pour de nombreuses familles. Des jeunes et des vieux, en compagnie de leurs épouses, se dirigent aux premières heures de la matinée vers les zones montagneuses pour ramasser les escargots, a indiqué le président de l'association «Chafiallah» d'Oran, spécialisée dans l'élevage d'oiseaux et d'animaux et dans la protection de l'environnement.

Les zones montagneuses de la région dont Djebel K'har (ex Montagne des lions), la «forêt de M'sila» et «Granine», à l'est et à l'ouest d'Oran, sont les zones privilégiées où l'escargot est extrêmement abondant, notamment avec la chute de pluies, qui encourage ces gastéropodes à sortir de leurs cachettes, facilitant le ramassage, ajouta Maamar Chafiallah.

Quant aux prix, ceux-ci varient entre 200 et 300 dinars le kilo en hiver et passent à 400 DA durant la saison sèche où les ventes stagnent, indique un vendeur au marché de hai «Medina Jdid» d'Oran, signalant qu'il s'approvisionne auprès du fournisseur principal à un prix de référence ne dépassant pas 250 DA le kilogramme.

Le prix peut atteindre 560 DA le kilo en été en raison de la forte demande, notamment par la communauté algérienne établie à l'étranger en visite à Oran dont les membres achètent de grandes quantités d'escargots: «Boukrar» ou «Beyad», les plus demandés en raison de leur qualité, mais plus rares dans les marchés en comparaison avec les autres variétés.

La cherté des escargots est due, selon un vendeur de la région de Sig (Mascara), proposant sa marchandise au marché de hai Mahieddine (ex Echkimül), à la chaleur où il devient difficile de trouver les escargots dans les zones montagneuses, ainsi qu'à certains oiseaux qui s'en nourrissent, ce qui nécessite de grands efforts dans le ramassage du «bebbouche» qui reste caché parmi les roches et qui est appelé le «jeuneur».

### L'escargot... soupe et autres bienfaits

Les Oranais étant connus pour leur penchant pour les escargots s'ingénient à préparer des plats succulents, notamment la «soupe d'escargots» dont la préparation nécessite de nombreuses herbes médicinales et aromatiques et d'épices et qui est préparée en hiver pour traiter les affections dues au froid.

Les escargots sont laissés, une nuit entière, dans la semoule afin qu'ils se débarrassent de tous leurs déchets.

Ils sont, ensuite, lavés à l'eau vinaigrée, jusqu'à ce qu'ils se débarrassent de tous leurs secrétions et sont alors placés dans une marmite pour la cuisson après lecture de la sourate de la Fatihah et le «Tekbir», selon Mme Nacéra, qui

est en train d'élaborer un livret de recettes sur les différentes façons de cuire les escargots, qui font partie de l'art culinaire populaire algérien, ainsi que sur ses bienfaits sur la santé.

Ce plat traditionnel n'est pas seulement préparé par les familles oranaises, mais a pu s'introduire dans les restaurants, voire dans les grands restaurants des établissements hôteliers et occupe même une place de choix dans les menus proposés aux clients, ce qui nécessite le classement de la «soupe d'escargots» patrimoine national, selon Mme Nacéra.

Ce qui a rendu les escargots très prisés par les Oranais c'est incontestablement leur valeur nutritive et leurs bienfaits sur la santé, sachant que ces gastéropodes ne se nourrissent que d'herbes de la nature, selon la même source, soulignant que le mucus des escargots était utilisé par nos grands mères pour leur vertu anti vieillissement, sachant que de nombreux laboratoires de cosmétiques dans le monde l'utilisent dans la production de préparations aux caractéristiques naturelles pour la forme et la beauté et pour traiter les rides du visage.

La consommation des plats de «bebbouche» va de pair avec les contes populaires et possède une symbolique particulière dans les oeuvres littéraires mondiales dont «L'escargot entêté» de Rachid Boudjedra, ainsi que sa grande présence dans les proverbes populaires du monde entier due à sa lenteur.

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 7 morts et 42 blessés en 48 heures selon la Protection civile

Sept personnes ont trouvé la mort et quarante-deux autres ont été blessées dans treize accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures au niveau national, selon un bilan rendu public hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi avec un mort et six blessés suite à deux accidents de la circulation, note la même source.

Par ailleurs, 19 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffés bains ont été secourus, durant la même période, par les éléments de la Protection à travers les wilayas de Naâma, Annaba, Médéa et Tlemcen, ajoute le bilan.



## AUTOMOBILE - POLLUTION

## Procès "dieselgate": Volkswagen propose de payer 830 millions d'euros

Le constructeur automobile allemand Volkswagen a proposé vendredi, dans le cadre du scandale des moteurs diesels truqués de payer 830 millions d'euros à ses clients en Allemagne, même si les négociations avec l'association regroupant les requérants ont pour l'heure échoué.

Cette procédure rassemblant plus de 400.000 personnes demandant réparation pour leurs voitures équipées de moteurs diesels truqués s'était ouverte fin septembre.

Le groupe automobile est accusé d'avoir délibérément nuï à ses clients en installant à leur insu un logiciel faisant paraître le véhicule moins polluant qu'il ne l'est en réalité.

Vendredi, Volkswagen est venu rompre le silence qui entourait la négociation, entamée en janvier, entre l'association de consommateurs VZBV et le géant de l'automobile: les deux parties sont "parvenues à un accord sur une résolution à l'amiable à hauteur de près de 830 millions d'euros au total", a expliqué un porte-parole dans un communiqué.

Or, cette solution a "échoué" en raison de "revendications exagérées" concernant les honoraires des avocats de la VZBV, a-t-il ajouté.

Moins de deux heures plus tard côté VZBV, même constat "d'échec" des négociations mais avec une toute autre justification: "le manque de bonne volonté de la part de Volkswagen de créer un système fiable et transparent" pour la mise en place de l'accord et des paiements aux clients.

"Volkswagen a tout fait pour détruire à nouveau la confiance", a lancé Klaus Müller, président de la VZBV,



qui fait office de requérant unique.

"Nous allons continuer le procès de toutes nos forces." Le géant allemand, lui, persiste et signe: il propose l'accord, et donc "jusqu'à 830 millions d'euros", aux clients même "sans soutien" de l'association de consommateurs.

Sur un site internet mis en ligne vendredi, le constructeur promet "entre 1.350 et 6.257 euros" par véhicule dépendant de son "type et âge". L'offre est valable pour les clients habitant en Allemagne au moment de l'achat, enregistrés pour le procès groupé et qui possèdent encore actuellement leur voiture équipée d'un moteur EA189 achetée avant le 1er janvier 2016. Il sera possible "des fin mars" de "recevoir un devis individuel pour un paye-

ment", affirme le groupe. "Nous sommes convaincus qu'un accord à l'amiable est dans l'intérêt des clients", a expliqué Hiltrud Wernder, directrice juridique de Volkswagen.

"La pratique commerciale des avocats des requérants ne doit pas peser sur les clients." Sans résolution amiable, ce premier grand procès de consommateurs en Allemagne devrait durer au moins jusqu'en 2023.

Le montant de 830 millions d'euros peut paraître relativement modeste comparé aux 30 milliards d'euros qu'a déjà coûté le dieselgate au constructeur allemand. A la Bourse de Francfort, la réaction des investisseurs était limitée: le titre perdait 0,95% à 170,80 euros vers 14H50 GMT dans un Dax à l'équilibre. Le

scandale remonte à septembre 2015, quand le géant automobile allemand a avoué avoir équipé 11 millions de véhicules de logiciels truqueurs, et il hante depuis l'industrie automobile allemande. L'essentiel des frais juridiques, amendes et dédommagements a été déboursé par Volkswagen aux Etats-Unis, notamment pour indemniser les clients pour la reprise de leurs véhicules. En Allemagne, le constructeur n'a payé pour l'heure que trois amendes d'un total de 2,3 milliards d'euros et conteste avoir causé des dommages aux automobilistes. Il reste cependant sous la menace d'une cascade de procédures civiles et pénales: en parallèle de la procédure groupée, des dizaines de milliers de requêtes individuelles ont été déposées, dont une partie ont abouti à des accords extrajudiciaires. Dans un procès engagé il y a un an, des investisseurs réclament un dédommagement pour la chute spectaculaire du cours en Bourse de l'action dans les jours qui ont suivi les révélations. Au-delà du front judiciaire, le scandale a accéléré le déclin du diesel et les voitures diesel risquent d'être bannies de plusieurs villes allemandes en raison de leur niveau de pollution en oxyde d'azote (NOx). Volkswagen tente, lui, de tourner la page en investissant plus de 30 milliards d'euros dans la voiture électrique.

## CANADA

## Le gouvernement "préoccupé" par la paralysie du transport ferroviaire

Le ministre canadien des Transports Marc Garneau s'est dit vendredi "profondément préoccupé" par les manifestations d'autochtones contre un projet de gazoduc qui paralyse une grande partie du réseau ferroviaire canadien depuis plus d'une semaine. Jeudi, le premier transporteur de marchandises, Canadien National, a annoncé "un arrêt ordonné et progressif de ses activités dans l'est du Canada", jusqu'à "la fin des blocages illégaux", tandis que la société publique de transports de passagers Via Rail annulait son service dans tout le Canada.

M. Garneau s'est dit "profondément préoccupé" par les manifestations qui

empêchent délibérément l'exploitation des chemins de fer", lors d'une conférence de presse. Le chemin de fer est l'épine dorsale de l'économie canadienne, transportant chaque année plus de 300 milliards de dollars canadiens de biens (209 milliards d'euros) d'un bout à l'autre de cet immense pays, a rappelé le ministre. "Il y a un danger à assurer l'exploitation des chemins de fer lorsqu'il y a un blocage", a dit M. Garneau, qui a appelé au dialogue entre les parties et s'est dit "optimiste" après la levée jeudi soir d'un barrage important en Colombie-Britannique, tandis que d'autres persistent en Ontario et au Québec.

Les manifestants, principalement des Amérindiens, bloquent les voies en solidarité avec des autochtones hostiles à un projet de gazoduc dans la province de Colombie-Britannique car il traverse leurs terres traditionnelles.

Le Premier ministre Justin Trudeau a fait de la réconciliation avec les peuples autochtones la priorité de son gouvernement. L'opposition accuse son gouvernement d'inaction dans ce dossier, alors que d'autres autochtones sont favorables au projet de gazoduc Coastal GasLink. La moitié des exportations mondiales du Canada dépend du chemin de fer, selon l'association des industriels du secteur.

## TRAGÉDIE DE BRUMADINHO AU BRÉSIL

## 16 personnes renvoyées devant la justice, dont l'ancien président de la société Vale

La justice brésilienne a accédé vendredi à une plainte contre le groupe minier Vale, l'entreprise de certification allemande TÜV SUD et 16 responsables, accusés de «homicide volontaire» et de «crime environnemental». La plainte a été déposée par le ministère public de l'Etat de Minas Gerais (MPMG). La tragédie de Brumadinho s'était produite suite à la rupture du barrage du même nom libérant des millions de tonnes de résidus

miniers qui ont provoqué un désastre écologique d'envergure. La catastrophe a fait au moins 259 morts, dont les corps ont été retrouvés engloutis par la boue toxique, outre 11 portés disparus. L'ex-président de Vale, Fabio Schwartsman figure parmi les accusés tout comme des directeurs, des géologues et des ingénieurs liés à la compagnie minière ou à TÜV SUD. Dans un communiqué, la défense de Fabio Schwartsman a déploré la réception de la

plainte et indiqué que les informations reçues par l'ancien président du domaine technique de l'entreprise montraient que les barrages étaient stables et en «parfait état de conservation». De son côté, Tüv Süd a déclaré qu'il «restait profondément consterné» par la tragédie et que les causes n'avaient pas encore été définitivement élucidées. Ils sont accusés avec les deux compagnies d'«homicide volontaire» et de «crime environnemental»,

et risquent des peines de prison de 12 à 30 ans, selon le tribunal de l'Etat de Minas Gerais (sud-est). Pour le parquet, Vale était consciente des risques et de la situation du barrage, alors que TÜV SUD aurait «produit de faux certificats de stabilité». Dans la foulée de cette affaire, tous les barrages de type Brumadinho devront être démantelés d'ici à 2023, tandis que Vale a déjà commencé l'indemnisation des victimes à hauteur de 435 millions d'euros.

## PORTUGAL

## Saisie à l'aéroport de Porto de près de 80 kg de cocaïne en provenance du Brésil

L'administration fiscale et douanière au Portugal a annoncé vendredi la saisie de 77 kilogrammes de cocaïne à l'aéroport de Porto dans deux valises en provenance du Brésil.

Dans le cadre de ses prérogatives de contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne, l'Autorité fiscale et douanière, à travers le Service de contrôle des passagers et des bagages, a découvert 77 kg de cocaïne dissimulés dans deux valises en soute en provenance du Brésil, a indiqué cet organisme dans un communiqué. La valeur marchande de la drogue saisie est estimée à plus de deux millions d'euros, a fait savoir l'administration fiscale et douanière. La drogue saisie a été remise à la police judiciaire (PJ) en tant qu'organe compétent pour les investigations criminelles sur le trafic de drogue, conformément à la législation en vigueur, selon la même source.

## ITALIE

## Importante saisie d'armes en Sicile

La police financière italienne (GDF) a annoncé vendredi la saisie en Sicile d'une importante quantité d'armes comprenant dont des fusils et des mitrailleuses. Les armes, les cartouches ainsi que le matériel nécessaire, comme des chargeurs ou des kits de nettoyage des armes, se trouvaient dans deux gros emballages en plastique à l'intérieur desquels chaque arme était placée dans une enveloppe individuelle contenant l'inscription sur son contenu, a indiqué un communiqué de la police.

Les deux gros emballages se trouvaient enterrés près d'une plage à Catane, dans l'est de la Sicile. «dans un quartier à haute densité criminelle», selon le communiqué.

Les armes saisies sont «24 pistolets de divers modèles, 6 fusils (dont à pompe ou au canon scié), une mitrailleuse et un kalachnikov», ainsi que «3.000 cartouches». Toutes les armes avaient le numéro de série effacé, précise la police.

Les armes qui circulent illégalement en Italie sont très nombreuses car la fin des combats sur le territoire de l'ex-Yougoslavie a permis de nourrir un marché noir florissant dans ce secteur.

## HAÏTI

## 15 enfants meurent dans l'incendie d'un orphelinat

L'incendie d'un orphelinat en Haïti a provoqué la mort de 15 enfants, a indiqué vendredi la juge de la commune de Kenscoff, Raymonde Jean Antoine.

L'orphelinat, qui n'avait plus l'autorisation légale d'opérer depuis 2013, abritait environ 66 enfants, selon elle.

Deux enfants sont morts dans l'orphelinat et 13 d'asphyxie à l'hôpital de Fermeche, a indiqué la magistrate. L'incendie s'est déclenché peu après 21H00 heure locale jeudi (02H00 GMT vendredi), selon elle. L'orphelinat de Kenscoff, commune située sur les hauteurs de l'agglomération de Port-au-Prince, n'avait plus l'autorisation légale d'opérer depuis 2013 et abritait environ 66 enfants, selon Raymonde Jean Antoine.

La cause de l'incendie et l'âge des victimes étaient pour le moment inconnus.

L'orphelinat était situé dans un bâtiment insalubre de deux étages, avec des lits superposés – certains en état déplorable – entassés dans de petites chambres, avec un escalier exigü et seulement une porte de sortie ouverte, a-t-on indiqué.

## TISSEMSILT Importance de la prévention contre les troubles psychologiques nés du stress professionnel

Les participants à une journée d'étude sur «le stress professionnel et ses effets néfastes sur le rendement des fonctionnaires des collectivités locales» ont insisté jeudi à Tissemsilt sur l'importance de la prévention contre les troubles psychologiques pouvant résulter de ce phénomène.

«Les pressions que subit le travailleur en milieu professionnel peuvent se transformer en troubles psychologiques difficiles à contrôler», a souligné, à ce propos, le spécialiste en psychologie clinique, Boughenna Miloud, tout en insistant sur l'importance de l'aspect préventif à travers la consultation d'un spécialiste en psychologie ou le médecin du travail en cas d'anxiété engendrée par la pression au travail.

«La consultation d'un psychologue ou du médecin du travail, en cas de stress répétitif, peut éviter de graves troubles psychologiques pouvant conduire dans une troisième et dernière phase à des absences répétées», a-t-il conseillé.

Pour sa part, le médecin généraliste et chef du contrôle médical à l'agence de wilaya de la Caisse nationale d'assurance sociale pour salariés (CNAS), Boualem Bentamra, a exhorté les travailleurs à consulter le médecin du travail, surtout ceux qui souffrent d'anxiété résultant du stress au travail, affirmant que la prévention «est un facteur important dans la protection contre les troubles mentaux graves.» Cette rencontre a été organisée par le service de l'action sociale de la wilaya, en collaboration avec l'agence CNAS, en présence du wali de Tissemsilt, Zekrifa Mahfoud, de représentants, d'employés et de personnels des collectivités locales de la wilaya.

## SYNDICAT NATIONAL DES PHARMACIENS ALGÉRIENS AGRÉÉS Appel à la révision du décret exécutif 19-379 relatif aux psychotropes

Les participants aux travaux de la première journée nationale de pharmacie ouverte jeudi à Skikda ont appelé à la révision du décret exécutif 19-379 relatif à la vente des psychotropes publié dans le journal officiel en janvier dernier.

L'application de ce décret exécutif devant être valide début avril prochain est «difficile aussi bien pour les pharmaciens que pour les médecins», a indiqué à l'APS Salah Ayache, responsable du bureau de Skikda du Syndicat national des pharmaciens algériens agréés (SNPAA), également coordinateur national du même syndicat, appelant le législateur algérien à revoir ce décret qui touche à la santé publique en premier lieu.

«Ce décret exécutif exige du médecin de délivrer 3 ordonnances en même temps et oblige le médecin, le pharmacien et le malade d'en garder une copie», a expliqué le même responsable estimant que «cette opération est compliquée surtout pour le pharmacien qui doit garder l'ordonnance pendant 2 ans».

Selon M. Ayache, «garder les ordonnances médicales pendant toute cette période est une mesure encombrante pour le pharmacien qui doit faire appel à des experts en archives en plus de devoir réserver un espace pour ces archives», estimant que cela est «presque impossible d'où la nécessaire révision de ce décret exécutif». Selon le même intervenant, ce décret exécutif augmentera le volume de travail pour les pharmaciens, car le texte exige l'existence d'un cahier des revenus relatifs aux psychotropes et de le garder 5 ans, «ce qui va influencer sur le rendement des pharmaciens dont la mission principale est de mettre les médicaments à la disposition des clients». Les participants à cette rencontre de sensibilisation à laquelle ont pris part des médecins et des pharmaciens venus de 15 wilayas du pays, ont par ailleurs proposé de «recourir aux ordonnances électroniques sachant qu'actuellement l'achat des médicaments se fait via la carte Chifa».

## HYPERTENSION ARTÉRIELLE Le dépistage «seul moyen» de prévention contre les complications

Le dépistage demeure «le seul moyen» de prévention contre les complications liées à l'hypertension artérielle, a insisté, hier à Alger, la présidente de la Société algérienne d'hypertension artérielle (SAHA), Pr Naima Hammoudi.

«Le dépistage demeure le seul moyen de prévenir les complications d'une hypertension artérielle, à travers des prises de tensions périodiques au moyen de la mesure ambulatoire de la pression artérielle (MAPA)», a déclaré Pr Hammoudi à l'APS, en marge du 17<sup>ème</sup> congrès international consacré à cette pathologie et organisé par la SAHA.

Se référant aux recommandations internationales en la matière, la spécialiste, par ailleurs, chef de service de cardiologie à l'EHS Maouche (ex-CNMS), a préconisé une prise de tension tous les cinq (05) ans pour les sujets sains et une prise annuelle pour ceux dont la tension artérielle est «normale haute». Tout en mettant en garde contre les «tensions masquées», elle a fait savoir qu'une proportion «importante» de patients souffrant de cette pathologie



sont «méconnus», rappelant que cette dernière a été qualifiée de «tueur silencieux», en raison précisément des complications qu'elle induit sur la santé. Pr Hammoudi a souligné également la «fréquence» de la maladie en Algérie, dont la prévalence serait de plus de 23 % selon une récente étude menée par l'Organisation

mondiale de la Santé (OMS), sur un échantillon de 1165 sujets. Laquelle étude, a-t-elle précisé, a révélé que la moitié d'entre eux «ignoraient» être concernés par l'hypertension artérielle. «Au-delà des chiffres, il s'agit de traiter des patients dans leur globalité afin d'éviter les complications car l'hyperten-

sion artérielle est souvent associée au diabète, à la dyslipidémie, etc», a-t-elle observé, recommandant le recours à la MAPA qui permet une «meilleure mesure» de la pression artérielle, car effectuée durant 24 heures. En outre, la présidente de la SAHA a rappelé que l'hypertension artérielle, fréquente aussi bien chez les hommes que les femmes, est une pathologie qui «augmente avec l'âge», préconisant, à titre préventif, des «précautions diététiques», en réduisant le sel dans l'alimentation, de même qu'une activité physique. «Cette étude a démontré également que 23 % des personnes souffrant d'hypertension artérielle sont sédentaires», a-t-elle ajouté, avant de plaider pour «que chaque famille dispose d'un tensiomètre de qualité, afin de se faire contrôler régulièrement».

## GOVERNEMENT - PLAN SANTÉ L'Ordre des médecins plaide pour la mise en place «impérative» d'agences spécialisées

Le Président du Conseil national de l'Ordre des médecins algériens, Dr Mohamed Bekkat Berkani, a valorisé le chapitre consacré à la santé dans le plan d'action du gouvernement, tout en préconisant la mise en place «impérative» d'agences spécialisées.

«Le plan d'action du gouvernement reprend les failles du secteur de la santé.

Néanmoins, il a survolé l'aspect lié à la prévention qui est censé être son cheval de bataille, à travers la création d'agences spécialisées, car jusque-là, nous avons toujours été dans la défensive.

Nous ne devons plus subir les événements mais les anticiper», a déclaré à l'APS le Dr Bekkat. Tout en plaçant pour que la santé soit «au centre des politiques nationales», il a précisé que le secteur «doit impérativement se doter d'agences qui seraient dédiées à la veille sanitaire, à la prévention contre les maladies transmissibles (MT) et à l'environnement». «C'est une bonne chose que le plan d'action ait évoqué la question de la prévention, mais il faut lui consacrer plus que cela», a-t-il encore commenté, rappelant avoir «préconisé depuis des années la mise en place de cette structure, l'objectif étant de décentraliser tout ce qui a trait à la prévention».

L'agence en question serait chargée notamment d'observer la situation épidémiologique des MT, sous toutes leurs formes, de mener de véritables études prospectives et de faire des simulations par rapport à la situation sanitaire en Algérie», a précisé le Dr Bekkat.

Tout en soulignant que cette agence doit être composée, outre de praticiens de la santé, de spécialistes de

divers horizons, il a estimé que le secteur de la santé doit être doté d'une agence qui «donne des conduites à tenir par le gouvernement en cas de risques, qui soit pérenne et qui soit l'interface des médias». Argumentant, par ailleurs, la nécessité d'une agence dédiée à la prévention des maladies chroniques, il a évoqué «la progression importante» de ces dernières, citant à leur tête le cancer qui, avec 50.000 nouveaux cas annuellement, constitue la pathologie «la plus préoccupante» en Algérie. «L'agence serait rattachée aux plus hautes autorités du pays et le ministère ne serait que l'exécutant des programmes qu'elle aura fixés. Elle serait appelée à tracer un vaste plan de dépistage, ce qui n'est pas l'œuvre des responsables du ministère de la Santé. Il ne faut plus attendre que la maladie s'installe pour réagir, c'est pourquoi il faut revoir la copie dans ce sens», a-t-il expliqué. Tout en relevant les «soutfrances» auxquelles sont

confrontés les patients en raison de «l'absence d'un circuit de soins adéquats», il a également mis en exergue le «coût farouche» consenti par l'Etat pour leur prise en charge, au moment où il faudrait avoir «la possibilité de les dépister lorsqu'ils sont guérissables».

A ce propos, il a préconisé l'implication, dans le cadre de ladite agence, de statisticiens qui feraient des études sur la progression de la maladie proportionnellement à l'augmentation de la population.

Ce qui serait, selon lui, «bénéfique autant pour le malade que pour l'Etat».

L'autre agence serait, quant à elle, chargée de «réfléchir à la démarche à adopter face à un environnement aussi agressif que le nôtre», a-t-il poursuivi, citant l'exemple de «l'utilisation des pesticides pour les légumes et fruits, avec tout ce que cela suppose comme retombées néfastes sur la santé des citoyens».

«Nous sommes face à de nouveaux défis en matière de

santé. Il faut s'attendre à ce que l'alimentation, le mode de vie ainsi que l'environnement soient à l'origine de la progression du cancer», a-t-il averti, notant «la prévalence d'autres pathologies comme le diabète et la cardiopathie».

Sur un autre plan, le Dr Bekkat a regretté que le plan d'action, soumis actuellement au vote du Parlement, n'ait pas prévu la mise sous tutelle du ministère de la Santé, les services de la Sécurité sociale, arguant du fait que «l'argent des cotisants doit revenir à ce département».

Le président du Conseil de l'Ordre des médecins a interpellé les plus hautes autorités du pays pour prévoir un Conseil des ministres «exclusivement consacré à la santé et qui serait sanctionné par l'adoption d'un plan d'urgence incluant les recommandations et autres propositions précédemment émises par les différents acteurs du secteur, mais demeurées à ce jour sans suite».

## La cardiologie interventionnelle, thème d'une rencontre internationale prochainement à Oran

La cardiologie interventionnelle sera au menu d'une rencontre «Journée internationale de cardiologie», prévue le 6 mars à Oran, a-t-on appris hier des organisateurs. Cette manifestation scientifique, organisée par la Société algérienne de cardiologie (SAP), la Faculté de médecine de l'université d'Oran et le Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran, dans le cadre de la formation continue des jeunes cardiologues et médecins résidents verra la participation de spécialistes algériens et étrangers, a-t-on indiqué de même source. La cardiologie interventionnelle est une technique en pleine expansion qui intègre l'ensemble des actes médicaux de cardiologie pratiqués par voie endovasculaire.

L'utilisation de cette technique peut éviter des chirurgies lourdes du cœur, a-t-on souligné. Outre la cardiologie interventionnelle, d'autres thèmes d'actualité seront abordés au cours de cette journée de formation, dont la maladie coronarienne, l'insuffisance cardiaque, entre autres. Plusieurs communications traitent de l'hypertension artérielle, du diabète et de l'imagerie cardiaque sont aussi programmées. Les participants discuteront, par ailleurs, des différentes nouvelles techniques thérapeutiques, médicamenteuses et chirurgicales, qui permettent une meilleure prise en charge des différentes cardiopathies, a-t-on ajouté.



## E P I D É M I E D E C O R O N A V I R U S

## La Chine signale 2.641 nouveaux cas confirmés de coronavirus et 143 nouveaux décès

Les autorités sanitaires chinoises ont déclaré hier avoir reçu des informations concernant 2.641 nouveaux cas confirmés de nouveau coronavirus et 143 nouveaux décès vendredi dans 31 régions de rang provincial et dans le Corps de production et de construction du Xinjiang, rapporte l'agence Chine Nouvelle.

Parmi les décès, 139 ont été rapportés dans la province du Hubei, deux au Henan, un à Pékin et un à Chongqing, selon la Commission nationale de la santé. Quelque 2.277 nouveaux cas suspects ont été signalés vendredi, a indiqué la commission. Le même jour, 849 patients sont tombés gravement malades, tandis que 1.373 personnes sont sorties de l'hôpital après leur rétablissement. Le nombre total de cas confirmés sur la partie continentale de la Chine avait atteint 66.492 vendredi en fin de journée, et 1.523 personnes



étaient mortes de la maladie. D'après la commission, 11.053 patients étaient dans un état grave et 8.969 personnes étaient suspectées d'être infectées par le virus. Au total, 8.096 personnes ont quitté l'hôpital après s'être rétablies. Un ensemble de 513.183 personnes ayant eu des contacts étroits avec des malades ont été identifiées. Parmi elles, 30.081 sont sorties d'observation

médicale vendredi, et 169.039 étaient toujours en observation. Vendredi en fin de journée, 56 cas confirmés, dont un décès, avaient été signalés dans la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, dix cas dans la RAS de Macao, et 18 à Taïwan. Un patient à Hong Kong, trois à Macao, et un à Taïwan sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement.

## L'Égypte annonce un premier cas

Un ressortissant étranger arrivé en Égypte a été testé positif au nouveau coronavirus, a annoncé vendredi le ministère égyptien de la Santé précisant que c'est le premier cas sur le continent africain.

Le porteur de la maladie n'est pas égyptien, a indiqué le ministère dans un communiqué, sans préciser sa nationalité. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a été informée et le patient, qui ne présentait aucun «symptôme», a été transféré à l'hôpital et placé en quarantaine pour être soigné, selon le ministère.

Le bilan de l'épidémie du nouveau coronavirus approchait vendredi les 1.400 morts en Chine où cette pneumonie virale Covid-19 est apparue en décembre dernier avant de gagner d'autres pays.

## L'OMS prend la défense de Pékin après les critiques américaines

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a pris la défense de Pékin vendredi après les critiques américaines sur le «manque de transparence» de la Chine concernant l'épidémie de nouveau coronavirus.

«Nous avons un gouvernement qui coopère avec nous, qui invite des experts internationaux, qui a partagé des séquences (du virus), qui continue à œuvrer avec le monde extérieur, qui a publié encore et encore dans des revues médicales internationales crédibles», a souligné le chef du département des urgences sanitaires de l'OMS, Michael Ryan.

«Je trouve que cela cadre difficilement avec les commentaires de M. Kudlow, mais chacun est libre d'avoir son opinion», a-t-il ajouté devant la presse, en référence aux critiques du conseiller économique du président Donald Trump. Ce conseiller, Larry Kudlow, a déploré jeudi le «manque de transparence» de la Chine, jugeant que cela rendait difficile l'évaluation des risques provoqués par l'épidémie qui touche principalement ce pays. «Nous sommes un peu déçus du manque de transparence de la part des Chinois», a déclaré M. Kudlow. Pourtant, il y a une semaine, le président américain avait loué, à l'issue d'un échange téléphonique avec le président Xi Jinping, «le travail très professionnel» des autorités chinoises face à l'épidémie qui a fait près de 1.400 morts en Chine.

«Le président Xi a assuré au président Trump que la Chine maîtrisait le dossier, qu'ils se montreraient ouverts et qu'ils accepteraient notre aide», a expliqué M. Kudlow, déplorant que cela ne soit pas le cas.

## La France annonce le décès d'un patient

Un touriste chinois de 80 ans infecté par le nouveau coronavirus et hospitalisé à Paris depuis fin janvier est décédé vendredi soir, a annoncé hier la ministre française de la Santé Agnès Buzyn. Ce décès est le «premier hors d'Asie, le premier en Europe», a-t-elle souligné lors d'une conférence de presse. Seuls trois morts avaient jusqu'ici été recensés hors de Chine continentale: aux Philippines, à Hong Kong et au Japon.

«J'ai été informée hier soir de ce décès», a précisé Agnès Buzyn.

L'état de ce patient, hospitalisé à l'hôpital Bichat à Paris, «s'était rapidement dégradé et il était depuis plusieurs jours dans un état critique».

Six patients sur les onze cas d'infection confirmés en France restent hospitalisés sans que leur état de santé n'inspire d'inquiétude, dont les cinq Britanniques contaminés dans les Alpes, tandis que quatre sont guéris, a-t-elle ajouté.

L'épidémie de pneumonie virale baptisée Covid19, détectée en Chine en décembre dans la province de Hubei, a contaminé plus de 66.000 personnes et fait plus de 1.500 morts dans le pays.

Hors de Chine continentale, près de 600 cas de contamination ont été confirmés dans une trentaine de pays et territoires dont un premier annoncé vendredi sur le continent africain.

APS

## L'ONU «pleinement engagée» à soutenir les efforts de la Chine contre le nouveau coronavirus

Les Nations unies sont «pleinement engagées» à soutenir les efforts de la Chine pour contenir la nouvelle épidémie de coronavirus, a déclaré jeudi, Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

«Il nous faut également travailler ensemble en tant que communauté internationale pour soutenir la Chine, mais aussi avec elle pour éviter que le virus ne se propage davantage», a-t-il ajouté en marge du lancement par le PNUD de la

«Mission 1.5», une campagne visant à mobiliser l'opinion publique et à combler le fossé entre les populations et les gouvernements sur une action climatique ambitieuse.

Notant que l'on traversait «un moment très difficile, très éprouvant», l'administrateur a estimé que «le monde doit apprécier à quel point cela représente un ensemble de développements dramatiques».

«C'est un moment qui nous rappelle pourquoi nous avons les Nations Unies, pourquoi

l'Organisation mondiale de la santé est tellement cruciale et combien il est important que les autorités sanitaires nationales reconnaissent la gravité d'un virus comme celui-ci», a déclaré M. Steiner.

«Notre espoir est qu'il ait bientôt atteint son pic afin que nous puissions considérer les dernières semaines comme un triste rappel de la rapidité avec laquelle nous vivons dans un monde interdépendant affecté par une telle évolution», a-t-il observé. «Au nom du Programme des

Nations unies pour le développement qui a offert et contribué aux efforts actuellement entrepris en Chine, nous restons pleinement engagés à travailler avec la Chine et ses citoyens pour résoudre ce problème partout où nous pouvons être utiles», a-t-il assuré. Le PNUD a fait don de fournitures médicales essentielles grâce à un financement initial d'urgence de 500.000 dollars afin d'aider le personnel sanitaire en première ligne en Chine à combattre l'épidémie du nouveau coronavirus.

## L'Australie pourrait perdre un tiers des étudiants chinois en raison de l'interdiction de voyager

Un tiers des étudiants chinois bloqués par la décision de l'Australie de prolonger d'une semaine son interdiction d'entrée sur son territoire de tous les non-résidents arrivant de Chine, dans un climat d'inquiétudes accrues entourant le nouveau coronavirus (Covid-19), envisagent d'étudier dans un autre pays, selon une récente enquête.

Ainsi, quelque 32% de plus de 16.000 étudiants interrogés ont déclaré qu'ils comptent s'inscrire dans des universités dans d'autres pays s'ils ne pouvaient pas se rendre en Australie pour le premier semestre de 2020, révèle l'enquête menée du 5 février au 9 février par l'Education Consultants Association of Australia via la plate-forme chinoise de médias sociaux, WeChat, auprès de 73% des étudiants qui suivent actuellement des études en Australie et 26% des nouveaux étudiants.

Interrogés sur leurs «destinations alternatives», 58% des étudiants ont choisi le Royaume-Uni, 31% le Canada et 6% les États-Unis, note l'enquête

publiée samedi. L'enquête est «un réel signe de préoccupation que ces étudiants iront ailleurs», a souligné Vicki Thomson, directrice générale du Groupe des huit (G8), regroupement des huit principales universités australiennes. Plus de 105.000 étudiants chinois fréquentent les huit universités du groupe.

Les deux principaux concurrents de l'Australie dans le secteur de l'enseignement supérieur, le Royaume-Uni et le Canada, n'ont pas imposé une interdiction de voyager aux non-résidents en provenance de Chine, a rappelé Mme Thomson, faisant savoir que la perte des étudiants chinois aurait également un effet sur d'autres pans de l'économie australienne.

Le ministre de l'Intérieur, Peter Dutton, a tenté vendredi de calmer les inquiétudes chinoises après la décision australienne de prolonger d'une semaine son interdiction de voyager aux non-résidents en provenance de Chine. «Bien sûr, nous voulons travailler en étroite collaboration avec le gou-

vernement chinois, mais notre responsabilité est d'assurer la sécurité des Australiens», a souligné M. Dutton dans une déclaration à la presse. Jeudi, l'ambassade de Chine à Canberra a exprimé «son profond regret et son mécontentement» concernant cette décision, affirmant que le gouvernement chinois a pris «des mesures de prévention et de contrôle les plus rigoureuses» contre cette épidémie. Les ressortissants australiens, les résidents permanents et leurs familles immédiates ont été exemptés de cette interdiction, qui ne s'applique pas également aux personnes qui ont quitté la Chine avant le 1er février. Cette interdiction de voyager s'applique uniquement en Chine continentale. Les voyageurs des régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao n'y sont pas inclus.

L'Australie compte actuellement 15 cas confirmés du nouveau coronavirus alors que quatre Australiens figurent parmi les 65 cas confirmés à bord du bateau de croisière Diamond Princess en quarantaine à Yokohama au Japon.

# ARTHROSE

## Un patient sur 3 a moins de 40 ans

L'arthrose est le premier motif de consultation médicale après les maladies cardiovasculaires.

L'arthrose est une maladie chronique de l'articulation qui détruit progressivement le cartilage. On imagine souvent à tort que c'est une usure liée au vieillissement contre laquelle on ne peut pas faire grand-chose alors que c'est une véritable maladie qui touche environ 10 millions de personnes, souvent (dans 35% des cas) avant 40 ans.

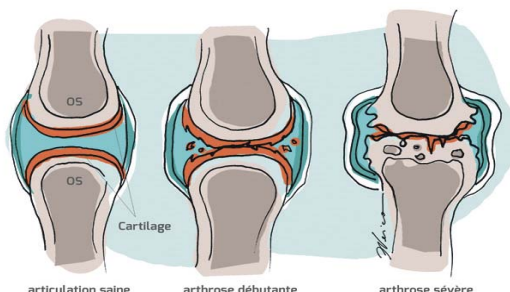
C'est pourquoi l'Association française de lutte anti-rhumatismale (Aflar) a jugé qu'il était temps de « lever le silence sur la maladie » et donner la parole aux patients atteints d'arthrose afin qu'ils puissent livrer leurs impressions sur cette pathologie qui affecte considérablement leur vie quotidienne. Présentés sur le site stop-arthrose.org, les résultats de cette enquête montrent que pour de nombreux patients l'arthrose est un véritable fardeau souvent très handicapant. « De novembre 2012 à mai 2013, plus de 4600 per-

sonnes ont répondu à notre enquête. Les 3/4 étaient des femmes, ce qui correspond bien au fait qu'elles consultent plus volontiers leur médecin généraliste ou le spécialiste pour cette pathologie » explique l'Aflar.

### La douleur est le principal fardeau

Près de 9 personnes sur 10 ayant répondu à l'enquête citent la douleur comme leur principale difficulté. Chez un tiers d'entre eux, elle est permanente, chez un tiers elle surgit de manière imprévisible et pour le tiers restant, elle varie avec l'activité physique.

« L'impact de la douleur sur le moral est pointé du doigt chez plus de 80% des répondants » insiste l'association qui ajoute que la quasi-totalité des malades est en quête de solutions pour soulager les douleurs et améliorer la mobi-



articulation saine

arthrose débutante

arthrose sévère

lité. « Mais seulement la moitié des malades prennent un traitement médicamenteux régulièrement. Améliorer l'observance du traitement est le premier impératif en

attendant de futures molécules » insiste le Pr François Rannou, rhumatologue à l'hôpital Cochin, qui estime que l'amélioration de la prise en charge de la maladie com-

mence aussi par communiquer sur la maladie. Beaucoup sous-estiment encore l'importance du surpoids comme facteur de risque majeur de l'arthrose.

## Arthrose du genou : une cure thermique pour diminuer la douleur

La cure thermique diminuerait la douleur de 50% des patients souffrant de gonarthrose, maladie arthrosique du genou.

Une étude réalisée sur 460 patients, et intitulée Thermaarthrose, a été publiée dans la revue britannique *Annals of rheumatic diseases*. Elle

démontre la réduction de la douleur via le traitement thermal.

Cette amélioration serait visible jusqu'à neuf mois après cette cure. L'étude a été financée par l'Association française pour la recherche thermique (Afreth). Elle a été conduite dans trois stations thermales par des

rhumatologues: les docteurs Romain Forestier, Hugues Desfour et Jean Max Tessier.

L'arthrose représente la principale indication de cure thermique: environ un curiste sur deux, soit 250.000 patients chaque année. La gonarthrose, arthrose du genou,

serait la première cause d'incapacité fonctionnelle chronique dans les pays développés, selon ce communiqué. Elle touche entre 20 à 30% des personnes âgées de 60 à 70 ans et de 40% à 50% des personnes de plus de 80 ans.

## 5 aliments pour oublier vos douleurs

Le soleil vous donne envie de bouger. Si vous vous sentez un peu rouillée, voici les 5 aliments à ajouter à vos menus du week-end pour soulager les petites douleurs inflammatoires.



### Les cerises

Les cerises sont gorgées d'anthocyanes, des pigments naturels qui leur donnent leur belle couleur rouge... cerise ! Ces composés présents dans d'autres fruits comme les myrtilles ou les mûres ont une activité anti-oxydante qui permet de protéger le cœur mais ils ont également des effets anti-inflammatoires proches de ceux de l'aspirine. Ce n'est pas pour rien qu'un journal de nutrition américain a récemment conseillé aux marathoniens de boire du jus de cerise pour réduire les douleurs après la course !



### Le gingembre

Le gingembre, lui, est gorgé d'antioxydants particulièrement puissants : le shogaol, le zingéron et le géranyl. Ce sont eux qui vous donnent une impression de chaleur quand vous mangez du gingembre frais. Une étude publiée dans la Revue de la douleur, un magazine scientifique américain, a montré que les personnes qui consommaient l'équivalent d'une demi-cuillère à café de gingembre chaque jour, pendant 15 jours précédant une compétition sportive, voyaient leurs douleurs articulaires disparaître en moins de 24h.



### Les piments rouges

Cela peut sembler surprenant mais les piments rouges, qui peuvent provoquer des inflammations des muqueuses, ont aussi une action anti-inflammatoire dans d'autres parties du corps. Très riches en vitamine C, ils aident les tissus lésés à se réparer. Ils sont également riches en composés qui réduisent l'inflammation comme les flavonoïdes ou la capsaïcine, la substance à l'origine du côté « brûlant » des piments que l'on retrouve dans nombre de crèmes de massage anti-douleurs.



### Le saumon

Le saumon est l'un des principales sources d'oméga-3 et c'est également une source de vitamine D. Ces nutriments aident à prévenir l'arthrose et les douleurs articulaires.

On sait maintenant que les Oméga-3 sont de bons régulateurs de l'humour. Mais une étude récente a également montré qu'ils aident à réduire la production de cytokines et d'autres enzymes qui provoquent l'inflammation des tendons et des muscles.



### Le curcuma

Le pigment principal du curcuma est la... curcumine ! C'est ce pigment qui lui donne sa couleur jaune mais c'est aussi, et surtout, la curcumine qui possède ces forts pouvoirs antioxydant et anti-inflammatoire qui ont un effet sur les douleurs de l'arthrose. Allié idéal des personnes qui souffrent du syndrome de l'intestin irritable, le curcuma agit aussi comme une sorte d'antirouille des cellules et des articulations. Une action encore plus efficace dès qu'il est associé au poivre noir, au gingembre ou à un corps gras comme l'huile d'olive.



## 4 questions sur l'arthrose

### Comment fait-on le diagnostic d'arthrose ?

Lorsque vous avez des douleurs ou une gêne de l'articulation qui est apparue progressivement, le médecin vérifie s'il y a diminution de la mobilité articulaire ou si l'éveil la douleur lorsqu'il mobilise l'articulation. Ce diagnostic est ensuite confirmé par une radiographie de l'articulation pour voir s'il y a diminution de la quantité du cartilage. Le recours à un scanner ou une IRM est très rare.

### Pourquoi l'arthrose fait-elle mal ?

Le cartilage n'ayant pas de terminaisons nerveuses, une maladie du cartilage ne devrait pas être douloureuse. Toutefois, certains spécialistes pensent que, dès que ce tissu devient malade, des terminaisons nerveuses apparaissent : c'est la néoneurogenèse. D'autres médecins pensent que la douleur provient de la souffrance des tissus à proximité, qui sont largement innervés.

### L'arthrose est-elle plus sévère chez la femme ?

Certaines études suggèrent que la maladie arthrosique est plus sévère et plus rapidement évolutive chez la femme. Elle est certainement plus fréquente chez la femme lorsqu'elle touche les mains et les genoux, et plus douloureuse lorsqu'elle touche la hanche. C'est ainsi qu'il y a plus de femmes que d'hommes qui se font poser une prothèse articulaire.

### Qu'est-ce qu'une «poussée d'arthrose» ?

C'est une inflammation de l'articulation, en particulier de la membrane synoviale, qui tapisse l'intérieur des articulations. Des signes permettent de détecter une poussée d'arthrose : l'augmentation brutale de la douleur en quelques jours, l'apparition de douleurs nocturnes qui réveillent dans la deuxième partie de nuit, l'apparition de raideurs articulaires le matin au réveil et l'apparition de phénomènes inflammatoires (rougeur, chaleur) autour des articulations. L'apparition de ces signes doit vous pousser à consulter le médecin, non seulement pour calmer la douleur, mais surtout pour prévenir le risque de destruction de la matrice cartilagineuse.

# Arthrose : envisager une prothèse de hanche

L'opération peut sembler impressionnante, lourde de conséquences ou de risques, mais rassurez-vous, c'est loin d'être le cas.

## Comment préparer l'intervention ?

Ça y est : vous avez décidé de confier votre hanche aux mains expertes du chirurgien pour ressortir de l'hôpital avec une hanche toute neuve et en finir ainsi avec la souffrance et la difficulté à vous déplacer. Bonne décision mais qui nécessite quelques précautions avant l'intervention.

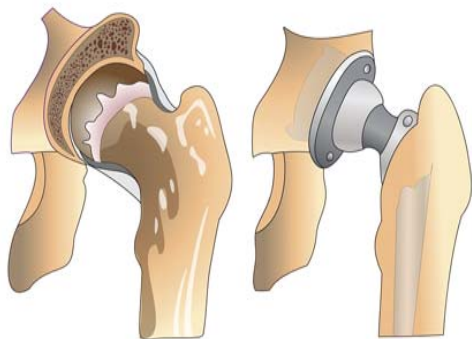
Une fois la décision prise, vous avez, sous prescription de votre chirurgien, subi quelques examens préalables à l'opération tels que des tests sanguins, des radiographies et éventuellement un électrocardiogramme. Vous savez que vous serez hospitalisé pour un séjour allant de 3 à 10 jours et que vous aurez ensuite à suivre une rééducation avec un kinésithérapeute. Et que le délai de récupération de votre motricité peut varier en fonction des cas. Vous voilà donc bien informé, mais il ne faut pas négliger non plus le stade pré-opératoire : il est en effet judicieux de vérifier d'autres points de santé sans rapports évidents avec votre hanche malade, mais qui pourraient avoir des répercussions sur les suites de l'opération.

## 4 précautions à observer

Consulter son dentiste. Il est plus que conseillé de passer une visite de contrôle dentaire. Extractions ou interventions parodontales doivent être achevées avant l'opération de la hanche afin d'éviter qu'une infection locale ne permette à des bactéries de coloniser la circulation sanguine. En effet, les infections après remplacement de l'articulation de la hanche sont rares, sauf si des bactéries migrent d'un autre endroit du corps.

Faire le point sur ses prescriptions. Certains médicaments sont incompatibles avec l'opération et doivent être interrompus pendant une durée que vous préciserez le chirurgien, en fonction des molécules. Par ailleurs, halte à l'automédication : certains médicaments de confort peuvent être consommés mais il faut toujours se le faire confirmer par le praticien qui va vous opérer.

Arrêter le tabac. C'est une consigne qui vaut pour la suite, mais particulièrement au moment de l'opération afin d'éviter tout problème pulmonaire post-opératoire. Qui plus est, un organisme oxygéné récupère plus vite ! Quinze jours avant de passer au bloc opératoire, réduisez puis supprimez totalement le tabac.



## Ne pas hésiter à recourir à l'opération

À partir de la cinquantaine, certaines personnes peuvent souffrir d'arthrose de la hanche. Ce qui se traduit par un simple inconfort qui peut hélas évoluer jusqu'à provoquer des douleurs fortes et paralysantes.

Dans un premier temps, le traitement consistera à apaiser les douleurs et à améliorer la mobilité de l'articulation. Si cela se révèle insuffisant, le chirurgien orthopédiste peut alors envisager la mise en place d'une prothèse de hanche, après étude du degré de motricité et de la force musculaire des hanches. Des radiographies de la zone concernée seront effectuées pour permettre au chirurgien d'évaluer jusqu'à quel point les articulations sont abîmées et si un remplacement de la hanche est indispensable.

Le remplacement total de la hanche par une prothèse est l'une des procédures les plus fiables et présentant le moins d'impondérables en chirurgie. Il ne faut donc pas hésiter à y recourir si le médecin le juge indispensable par crainte de séquelles. Votre qualité de vie en sera améliorée, autant en matière de motricité que de soulagement de la douleur.

## 3 choses à savoir

Pourquoi on en est là. Le remplacement total de la hanche a pour but de remplacer une articulation lésée par l'arthrose. Cette pathologie apparaît quand le cartilage articulaire s'use et met à nu la structure osseuse qu'il soutient.

Ce que va faire le chirurgien. Sous anesthésie générale ou péridurale, le praticien va remplacer la tête usée de l'os de la cuisse par une hémisphère en métal ou en céramique montée sur une tige. La surface de la cavité articulaire sera recouverte par une coiffe en plastique (polyéthylène) ou en métal recouverte d'une couche de polyéthylène. La prothèse sera fixée soit avec du ciment ou par compression.

Les examens indispensables. Le chirurgien ne se lance évidemment pas à l'aveuglette sur une telle opération.

Outre les examens cités plus haut, vous pourrez vous voir prescrire des tests tels que des rayons X, des examens sanguins et probablement un électrocardiogramme. L'hospitalisation a souvent lieu la veille de l'opération pour permettre à l'équipe médicale de procéder aux soins pré-opératoires et anesthésiques.

## 5 QUESTIONS SUR L'OPÉRATION

### L'opération sera-t-elle faite sous anesthésie générale ?

En fonction de votre histoire médicale, l'équipe médicale décidera de l'effectuer sous anesthésie générale ou sous péridurale. Cette pratique n'endort que le bas du corps. Mais si vous êtes de tempérament très émotif, cette méthode vous sera déconseillée, afin de vous éviter des angoisses inutiles lors de l'intervention dont vous entendrez forcément le bruit de fond.

### Quels sont les principaux risques de l'intervention ?

Si la phlébite est rare désormais en raison des traitements anticoagulants prescrits au moindre doute, et du principe du lever précoce (le lendemain de l'opération), il peut exister quelques cas très rares d'embolie pul-

monaire. En revanche, dans les deux mois qui suivent l'opération, une luxation de la hanche peut se produire et cela en raison de gestes trop brusques ou trop amples. Dans ce cas, la luxation est réduite sous anesthésie générale.

### Comment éviter la luxation ?

Il suffit de dormir avec un coussin entre les jambes durant les quinze premiers jours, de s'interdire de croiser les jambes en position assise et de toujours s'appuyer sur les accoudoirs avant de passer de la position assise à la position debout et vice-versa, d'enfiler ses chaussures en position assise et en utilisant une chaussure-pieds. Enfin, il ne faut se déplacer en voiture qu'à la fin du premier mois après l'intervention et faire attention de s'asseoir sur le siège passager comme une jeune fille de bonne famille : tournant le dos au siège, on

assied les pieds posés sur le trottoir et on fait pivoter ensuite les deux jambes réunies. Idem pour en descendre.

### Ma prothèse va-t-elle s'user ?

Oui, forcément, mais cela se fera très, très lentement.

### Quelle vie après l'opération ?

En général, la meilleure qui soit. Plus de douleurs, une mobilité normale. Evidemment, il ne sera pas forcément possible de pratiquer des sports violents ou exigeant des mouvements de grande amplitude. En revanche, il faudra toujours consulter un médecin en cas d'infection qu'elle soit urinaire, dentaire ou cutanée, afin d'éviter la migration de bactéries dans le sang et l'infection autour de la zone articulaire opérée.

## SAHARA OCCIDENTAL

## La création de l'intergroupe européen est une réalisation importante pour le peuple sahraoui

Le représentant du Front Polisario en France, Mohamed Sidati, s'est félicité de la formation de l'intergroupe parlementaire européen «Paix pour le peuple sahraoui» y voyant comme une grande réussite pour le peuple sahraoui dans son combat pour la liberté et l'indépendance.

Le diplomate sahraoui a affirmé lors d'une conférence de presse tenue après l'annonce officielle, jeudi à Strasbourg, de la naissance de ce nouveau groupe de soutien au peuple sahraoui que «cette réussite est extrêmement importante pour la cause sahraouie puisque le groupe s'efforcera de donner de la visibilité à la lutte juridique menée par le Front Polisario pour la liberté et l'indépendance du peuple sahraoui». Pour le représentant du Front Polisario en France, l'intergroupe parlementaire européen a également le noble objectif de défendre les droits du peuple sahraoui et de confronter toutes les méthodes adoptées par le régime marocain dans le but de saper tout soutien à la cause sahraouie. A cet égard, il a salué le soutien exprimé par les membres du groupe qui dépasse la centaine de députés des différentes formations du Parlement européen, et leur volonté de travailler au niveau de cette institution européenne pour assurer le plein respect des droits du peuple sahraoui et de sa souveraineté exclusif sur ses ressources naturelles.

L'intergroupe européen «Paix pour le peuple sahraoui» a été annoncé officiellement jeudi à Strasbourg, un bloc de plus d'une centaine de députés de divers partis politiques de tous les pays de l'Union européenne (UE) dans le but de soutenir le peuple sahraoui dans sa lutte légitime pour la liberté et l'indépendance.

Le chef de ce groupe interparlementaire européen «Paix pour le peuple sahraoui», député du Parti social-démocrate allemand, Joachim Schuster, a souligné de son côté l'importance de pousser l'Union européenne (UE) à jouer «un rôle positif et pivot» dans la résolution du conflit au Sahara occidental, tel que stipulé dans les résolutions pertinentes des Nations unies et du Conseil de sécurité onusien. Joachim Schuster, élu jeudi à la tête du nouveau groupe de soutien au peuple sahraoui, a également déclaré dans un communiqué que l'Union européenne «est tenue d'assumer ses responsabilités et son engagement à respecter le droit international et européen, d'une part et d'autre part envers le peuple sahraoui et sa lutte juste pour ses droits légitimes, y compris le droit à l'indépendance et à l'autodétermination».

«Nous, en tant que députés au Parlement européen, sommes également tenus d'espérer que les Nations unies nommeront un envoyé personnel du Secrétaire général pour reprendre le processus politique vers une solution juste et équitable au conflit du Sahara occidental (occupé par le Maroc depuis 1975) qui garantisse au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination, en impliquant l'Union africaine (UA) dans cette question...».

## CRISE EN LIBYE:

## «Les besoins humanitaires sont en constante augmentation»

Le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Peter Maurer, a estimé hier que les besoins humanitaires sont en constante augmentation en Libye en raison de la crise politico-sécuritaire que vit le pays, affirmant que son organisation travaille en étroite collaboration avec plusieurs organisations et institutions libyennes pour porter assistance aux civils.

«Aujourd'hui, les besoins humanitaires sont en constante augmentation en Libye. Nous avons ainsi progressivement repris nos activités dans quelques lieux de détention sous la responsabilité des ministères de la Justice», a relevé le président du CICR, M. Maurer, dans un entretien à l'APS, au terme d'une visite effectuée en Libye. Selon le CICR, plus d'un million de personnes en Libye en 2019 ont bénéficié d'un ou plusieurs services fournis par le CICR, affirmant travailler en étroite collaboration avec le Croissant Rouge Libyen et la Compagnie générale des eaux et des eaux usées et d'autres autorités municipales, pour fournir le matériel et le soutien nécessaires à plus de 400 000 personnes. En outre, M. Maurer a informé que, les délégués du CICR ont visité en 2019 des personnes privées

de liberté dans trois lieux de détention sous l'autorité du ministère de la Justice, à Tripoli, Misrata et Benghazi. «Nos équipes se concentrent sur l'assistance aux personnes vulnérables».

240 000 personnes, dont des déplacés internes, des résidents, des rapatriés et des migrants ont reçu des colis de vivres en 2019. En collaboration avec la Compagnie générale des eaux et des eaux usées et d'autres autorités municipales, notre organisation a fourni du matériel et un soutien technique pour les réparations des installations d'eau et d'assainissement bénéficiant à plus de 400 000 personnes», a déclaré M. Maurer. Il a indiqué que des travaux de réparation et de remise en état ont été effectués dans sept établissements médicaux en se concentrant sur la restauration de l'électricité



et de l'eau. «Ces établissements touchent environ 80 000 personnes», a-t-il précisé. Par ailleurs, a-t-il dit, grâce à des transferts en espèces, «73 500 personnes déplacées et femmes cheffes de famille ont pu acheter ce dont ils avaient précisément besoin comme de la nourriture, des médicaments ou des vêtements», s'est-il félicité, ajoutant qu'au

niveau des soins de santé, «66 hôpitaux et établissements de soins de santé primaires à travers la Libye (Tripoli, Misrata, Benghazi et Sabha) ont reçu des fournitures médicales». «Ces établissements ont dispensé plus de 750 000 consultations, vacciné plus de 16 000 enfants contre la polio et la rougeole et soigné des milliers de blessés», a-t-il conclu.

## AFRIQUE DU SUD

## Le Parlement panafricain exprime sa confiance en Cyril Ramaphosa en tant que nouveau président de l'UA

Le Parlement panafricain a déclaré vendredi être persuadé que l'Union africaine fera des progrès sous la direction de Cyril Ramaphosa, le président sud-africain nouvellement élu à sa tête.

Le parlement a dit avoir confiance dans les capacités de M. Ramaphosa à diriger l'Union africaine dans la bonne direction. L'élection de l'Afrique du Sud en tant que nouvelle présidente «a renforcé nos espoirs en tant que bénéficiaires directs de l'accord d'hôte entre l'Union africaine et le gouvernement de l'Afrique du Sud», a déclaré le président du Parlement panafricain, Roger Nkodo Dang.

Il a ajouté que l'optimisme du parlement continental découle de la récente déclaration du président Ramaphosa sur son approche, qui se concentrera

sur la construction d'une «Afrique politiquement stable, de l'autonomisation des femmes et d'un continent en croissance économique».

M. Nkodo Dang a par ailleurs noté que l'Afrique continue de s'inspirer des institutions de gouvernance et de la démocratie parlementaire fonctionnelle sud-africaines. Il a souligné qu'ils apprendront de l'Afrique du Sud car ils tentent de faire du Parlement panafricain une «institution privilégiée de gouvernance sur le continent africain». M. Ramaphosa est officiellement devenu président de l'Union africaine la semaine dernière lors du sommet du bloc à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie.

Le Parlement panafricain est l'un des organes législatifs de l'Union africaine, dont le siège est en Afrique du Sud.



## MALI-ONU

## L'ONU condamne l'attaque contre un village dans le centre du Mali

La Mission de l'ONU au Mali (MINUSMA) a fermement condamné l'attaque perpétrée vendredi contre le village d'Ogossagou dans la région de Mopti (centre) faisant 21 morts. Le chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif s'est dit «choqué et outré» par cette attaque. «Au moment même où nous recevions des évolu-

tions positives venant du nord du pays, ce qui se passe au centre est révoltant. Je le condamne fermement, et il est urgent de briser cette spirale de la violence dans cette région», a ajouté dans un communiqué le chef de la Mission onusienne. Annadif a indiqué que la MINUSMA se tient prête à soutenir le gouvernement

malien pour les besoins de l'enquête et pour toute action susceptible d'apaiser la situation. Dans le cadre de son Mandat de protection des civils, dès qu'elle a appris l'attaque, la MINUSMA a déployé une force de réaction rapide sur les lieux. En soutien au gouvernement malien, la mission onusienne a également fourni un appui

aérien afin de prévenir toute nouvelle attaque et évacuer rapidement les blessés. Le 23 mars 2019, l'attaque par des hommes armés de ce village peut avoir fait 160 morts civils. L'attaque, attribuée à des chasseurs dogons, avait été le point culminant de violences intercommunautaires en mars-avril dans le centre du Mali.

## BURKINA:

## 5 personnes dont un pasteur retrouvées mortes après leur enlèvement

Cinq personnes dont un pasteur, enlevés mardi par un groupe terroriste à Sebba, localité située dans le nord du Burkina Faso, ont été retrouvés morts, a annoncé vendredi le gouverneur de la région du Sahel dans un communiqué. «Dans la nuit du 10 au 11 février, aux environs de 23h, un groupe armé terroriste (GAT) a fait irruption dans la ville de Sebba, pro-

vince du Yahgha, pour s'attaquer à deux domiciles», selon le colonel Salfo Kaboré. Cette incursion avait causé dans un premier temps «le décès d'une personne», «l'enlèvement de sept autres, de même que d'un véhicule et divers matériels», indique le communiqué. «Les forces de défense et de sécurité (FDS) ont immédiatement engagé des recherches qui ont per-

mis de retrouver dans la matinée du jeudi 13 février 2020 deux des personnes enlevées. La suite des recherches a malheureusement abouti à la découverte des corps sans vie de cinq autres personnes recherchées», a indiqué le colonel Kaboré. «Les personnes enlevées et retrouvées mortes sont essentiellement des membres de la famille d'un pasteur qui figure

parmi les victimes tout comme son fils», a déclaré une source sécuritaire, précisant que les corps ont été inhumés jeudi. Le Burkina Faso, frontalier du Mali et du Niger, est le théâtre d'attaques terroristes régulières depuis 2015. Le nord et l'est du pays sont particulièrement touchés et Ouagadougou, la capitale, a été frappée à trois reprises.



APS



## PALESTINE

**La Palestine exhorte le Royaume-Uni à maintenir sa position sur les colonies israéliennes**

Un haut responsable de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a appelé vendredi le gouvernement britannique à rester fidèle à sa position concernant la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens.

Saab Erekat, secrétaire général du Comité exécutif de l'OLP, a déclaré dans un communiqué de presse que le Royaume-Uni doit maintenir sa position, qui considère la colonisation israélienne et l'annexion de terres palestiniennes illégales et contraires au droit international. «La position récente du Premier ministre britannique Boris Johnson et la résolution 2334 du Conseil de sécurité réaffirment la position de la Grande-Bretagne qui considère la colonisation comme illégale», a souligné M. Erekat. Le journal israélien Hayom a précédemment rapporté qu'Israël a demandé au Royaume-Uni d'inclure les colonies israéliennes de Cisjordanie, d'Al Qods et du plateau du Golan dans l'accord de libre-échange commun. L'accord devrait être modifié et entrer en vigueur en janvier 2021 après le départ définitif du Royaume-Uni de l'Union euro-



péenne. Selon le journal israélien, si le Royaume-Uni répond favorablement à la demande israélienne, cela signifie que la Grande-Bretagne reconnaîtra la Cisjordanie, Al Qods et les hauteurs du Golan comme des territoires israéliens.

## IRAK

**Des milliers de partisans de Moqtada Sadr défilent en Irak**

Des milliers de partisans de Moqtada Sadr ont défilé vendredi à Bagdad et dans le sud de l'Irak, affirmant dénoncer des «atteintes aux symboles religieux» après des critiques sans précédent contre le leader chiite lors d'une manifestation et sur les réseaux sociaux.

«Nous sommes un seul clan et notre chef est Moqtada Sadr», scandait la foule d'hommes, certains en habits traditionnels, qui a défilé sur la place Tahrir de Bagdad au milieu des manifestants antipouvoir. Depuis plusieurs jours, le leader chiite a retiré son soutien aux protestataires qui dénoncent depuis le 1er octobre la corruption de la classe politique et réclament son renouvellement.

Moqtada Sadr a notamment réclaté sur Twitter la fin des manifestations mixtes et accusé les protestataires de consommer alcool et drogues. Ses tweets ont provoqué la colère des manifestants, qui l'accusaient déjà de les avoir trahis en soutenant le Premier ministre désigné Mohammed Allawi. Les protestataires, eux, refusent celui qui a déjà été ministre deux fois au sein du système qu'ils veulent mettre à bas. Vendredi, à Bagdad mais aussi à Bassora ou Najaf (sud), les sadristes ont dit défilé pour défendre leur leader,

ancien chef de milice, objet de quolibets sur les réseaux sociaux et dénoncé la veille sur Tahrir par une manifestation de centaines d'Irakiennes.

«On refuse les saboteurs qui se glissent parmi les manifestants, cassent le pacifisme du mouvement et insultent les prophètes et les symboles religieux», affirme ainsi l'un d'eux sur Tahrir. Jeudi sur Twitter, Sadr avait prévenu que son mouvement ne resterait «pas les bras croisés et silencieux face aux insultes contre la religion, la morale et la patrie».

Des affrontements ont récemment opposé les manifestants et les partisans de Moqtada Sadr, les «casquettes bleues», faisant huit morts dans les rangs des protestataires. M. Allawi a jusqu'au 2 mars pour soumettre la liste de ses ministres à un vote de confiance du Parlement, qui n'a pas jusqu'ici annoncé de session extraordinaire avant la fin des vacances parlementaires, devant officiellement s'achever mi-mars.

De nombreuses sources politiques assurent que les négociations n'avancent pas, entre des partis décidés à conserver leurs postes au sein du cabinet et une rue intransigeante qui poursuit son mouvement, pourtant déjà marqué par près de 550 morts et 30.000 blessés selon un bilan officiel.

## ONU-YÉMEN

**Malgré la guerre, plus de 138.000 migrants et réfugiés sont entrés au Yémen en 2019**

Le voyage de l'Afrique vers le Yémen reste la voie de migration maritime la plus fréquentée au monde, selon l'ONU qui fait état de 138.000 migrants et réfugiés entrés dans ce pays en 2019, en dépit de la guerre qui y sévit.

En moyenne, 11.500 personnes ont embarqué chaque mois sur des navires reliant la Corne de l'Afrique au Yémen en 2019, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) citée dans un communiqué du bureau du porte-parole de l'ONU.

En comparaison, ce sont plus de 110.000 migrants et réfugiés qui ont traversé la Méditerranée vers l'Europe au cours de la même période. C'est la deuxième année consécutive que la route dite de l'Est enregistre plus de traversées que la Méditerranée. En 2018, environ 150.000 personnes ont fait le voyage. «Alors que les tragédies le long des routes méditerranéennes sont bien connues, notre personnel témoigne quotidiennement des abus subis par les jeunes de la Corne de l'Afrique aux mains des passeurs et des trafiquants qui exploitent leurs espoirs d'une vie meilleure», a déclaré le directeur régional de l'OIM pour la Corne de l'Afrique, Mohammed Abdiker.

Selon l'Agence de l'ONU pour les migrations, près de 90 % des personnes arrivées au Yémen en 2019 avaient l'intention de poursuivre leur voyage vers le Royaume d'Arabie saoudite. Souvent originaires des régions rurales d'Oromia, d'Amhara et du Tigré, plus de 90 % des personnes faisant le voyage étaient des ressortissants éthiopiens.

Non seulement la migration sur la route de l'Est n'a pas été réduite par cinq années de conflit au Yémen, mais les migrants ne semblent pas être découragés par les politiques d'immigration strictes des pays du Golfe pour les sans-papiers.

La plupart voyagent à la recherche d'opportunités économiques inaccessibles chez eux, tandis que d'autres fuient l'insécurité, les violations des droits de l'homme et les conditions de vie difficiles. Mais la plupart ne sont pas conscients de la situation sécuritaire au Yémen, où ils sont confrontés à de graves problèmes de protection, notamment des combats actifs ou des abus tels que l'enlèvement, la torture contre rançon, l'exploitation et la traite. Dans ces conditions, l'OIM rappelle que le mécanisme de protection le plus efficace reste l'établissement de voies légales de migration, plaidant en faveur de «la sécurité et la dignité des migrants».

## BELGIQUE:

**L'informateur Koen Geens renonce à sa mission**

L'informateur Koen Geens a renoncé à sa mission, en remettant son rapport au roi Philippe ce vendredi. Ce sentiment d'impuissance de trouver un consensus à la formation d'un gouvernement fédéral, émane selon M. Geens, de la rupture définitive entre le Parti socialiste (PS) et le parti nationaliste flamand (N-VA).

M. Koen Geens du parti démocrate chrétien (CD&V) a été reçu par le roi Philippe peu avant 18h00 (heure locale), au Palais royal à Bruxelles, alors que son rapport final était attendu le 17 février. Il a démissionné de sa mission d'informateur et le Roi a accepté sa démission.

«J'ai le sentiment que la rupture entre le PS et la N-VA est définitive, ce sera à quelqu'un d'autre de faire naître un autre formule si c'est encore possible», a déclaré M. Geens lors d'une conférence de presse. M. Geens a par ailleurs reconnu sa difficulté à poursuivre les négociations, au regard des déclarations la veille, du président du Parti socialiste Paul Magnette qui considère les négociations avec la N-VA comme un supplice.

Le roi Philippe a remercié et apprécié les efforts fournis par M. Geens pour trouver une issue à l'impasse de la formation du gouvernement fédéral de plein exercice que traverse la Belgique. Le roi Philippe entamera les consultations dès lundi, selon le communiqué du Palais royal.

APS

## ETATS UNIS-UE

**Washington va financer des projets énergétiques pour réduire la dépendance russe de l'Europe de l'Est**

Les Etats-Unis vont financer des projets énergétiques à hauteur d'un milliard de dollars dans des pays d'Europe centrale et de l'Est pour renforcer leur indépendance énergétique face à la Russie, a annoncé hier le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo.

«En signe de soutien à la souveraineté, la prospérité et l'indépendance énergétique de nos amis européens (...) Les Etats-Unis ont l'intention d'accorder jusqu'à un milliard de dollars de financements aux pays d'Europe centrale et de l'Est membres de l'Initiative des Trois Mers», qui réunit douze Etats membres de l'Union

européenne, a-t-il déclaré à la conférence sur la sécurité de Munich.

«Nous voulons galvaniser l'investissement du secteur privé dans leurs secteurs énergétiques afin de protéger la liberté et la démocratie dans le monde», a-t-il ajouté. L'Initiative des Trois Mers réunit douze pays de l'Union européenne bordés par les mers Baltique, Adriatique et Noire. Cet espace s'étend de l'Estonie et de la Pologne au nord à la Croatie au sud et la Roumanie et la Bulgarie à l'est.

Il a pour objectif de renforcer la coopération entre ses membres dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de la sécurité,

notamment vis-à-vis de la Russie que ses membres considèrent comme une menace directe.

Ils contestent notamment, comme les Etats-Unis, le projet de gazoduc Nord Stream 2 qui vise à doubler les livraisons directes de gaz naturel russe vers l'Europe occidentale en passant sous la mer Baltique pour arriver en Allemagne et en contournant donc l'est du continent. Les Etats-Unis ont adopté des sanctions contre les entreprises associées à la construction de Nord Stream 2, estimant que ce gazoduc va accroître la dépendance des Européens au gaz russe et ainsi renforcer l'influence de Moscou.

## VENEZUELA-BRÉSIL

**Maduro accuse Bolsonaro de vouloir la guerre**

Le président socialiste vénézuélien Nicolas Maduro a accusé vendredi son homologue d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro de vouloir un «conflit armé» entre les deux pays.

«Bolsonaro est en train d'entraîner les forces armées brésiliennes vers un conflit armé avec le Venezuela, en soutenant un groupe de terroristes qui a attaqué une caserne militaire vénézuélienne», a affirmé M. Maduro devant des journalistes étrangers à Caracas.

Il faisait référence à l'attaque, le 22 décembre dernier par un groupe de déserteurs vénézuéliens, d'un poste militaire dans l'Etat de Bolivar, frontalier avec le Brésil. Cinq des auteurs présumés de l'attaque, dans laquelle un soldat avait péri, avaient par la suite demandé l'asile au Brésil.

«Il y a des groupes terroristes qui, depuis le territoire brésilien, préparent des attaques et des incursions militaires contre le Venezuela et nous avons le droit de nous défendre», a ajouté M. Maduro, qui a qualifié son homologue brésilien de «fasciste».

Un important exercice militaire, baptisé «Bouclier bolivarien 2020», doit avoir lieu samedi et dimanche dans plusieurs régions du Venezuela, notamment près des frontières avec la Colombie et le Brésil.

# TLEMCCEN: Une caravane d'information sur la wilaya V historique au profit des écoliers

Une caravane d'information sur la wilaya V historique sera organisée au profit des écoliers à partir du 18 février en cours à Tlemcen, à l'occasion de la journée nationale du chahid, a-t-on appris des organisateurs.



La caravane qui sillonnera, un mois durant, plusieurs écoles primaires, CEM et lycées des communes de Tlemcen, Sabra, Boulou et autres, prévoit une exposition de photos sur la wilaya V historique et des exposés sur sa création, sa gestion, ses dirigeants et les batailles qu'elle a connues dont celle de Fellaoucene à Tlemcen, a indiqué le directeur du Centre des arts et des expositions de Tlemcen, Amine Boudefla.

Le programme comporte également des exposés sur le rôle de la femme et la médecine dans la wilaya V historique illustrés de photos de moudjahidine et de chouhada, ainsi qu'une communication du président de la comité scientifique de cette caravane, le professeur d'histoire à l'université d'Oum El Bouaghi, Benabdelmoumene Brahim, qui a décroché en 2018 la première place au concours de recherche historique

sur la personnalité du martyr Larbi Ben M.Ehidi, organisé par le ministère des Moudjahidine, a-t-on fait savoir. La manifestation prévoit également la distribution de dépliants résumant les événements importants qui se sont déroulés dans la wilaya V historique et la projection de films de guerre réalisés par le ministère de la Culture.

M. Boudefla a souligné que cette initiative s'inscrit dans le prolongement du

programme élaboré par le Centre des arts et des expositions de Tlemcen depuis trois ans dans le but de préserver la mémoire collective et mettre en exergue les événements de la glorieuse guerre de libération nationale à travers l'organisation d'expositions itinérantes, de journées d'étude et de colloques nationaux sur la lutte du peuple algérien contre le colonisateur français au profit des élèves des trois profits.

# KHENCHELA : Le village Ezzaouïa (Chechar) commémore le 64<sup>ème</sup> de la bataille Asfour

Des citoyens et moudjahidine du village Ezzaouïa, commune de Chechar (70 km au Sud de Khenchela), ont commémoré samedi le 64<sup>ème</sup> anniversaire de la bataille Asfour qui avait eu lieu le 14 février 1964.

Autorités locales, moudjahidine et cadres du musée régional du moudjahid ont évoqué au pied de la stèle commémorative l'héroïsme des moudjahidine qui avaient alors sous la direction du chahid Abbas Laghrour affronté des forces ennemies supérieures en nombre et en armes.

L'hymne national a été entonné à l'occasion, une gerbe de fleurs a été déposée au carré des martyrs et la Fatiha de Livre saint a été lue à la mémoire des Chouhada de la Révolution. Hocine Chabi, habitant Ezzaouïa et témoin de la bataille appelé également Khenet Lakehal, a assuré que la bataille avait duré deux jours mettant 90 moudjahidine face à un millier de soldats français. A cours de cette bataille 22 chouhada sont tombés au champ d'honneur les armes à la main, tandis que l'ennemi avait perdu 300 soldats et un avion de guerre dont l'épave est aujourd'hui exposée à la maison de jeunes de Chechar. Asfour figure parmi les 300 batailles survenues dans la Wilaya I historique durant la guerre de libération nationale, selon les statistiques de la Direction des moudjahidine qui recense 359 monuments historiques dont camps de concentration et centres de tortures.



APS

## PUBLICITÉ

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



EPE / SPA  
NIF : 000216001808337  
SIEGE SOCIAL : ROUTE NATIONALE  
N° 5 CINQ MAISONS MOHAMMEDIA - ALGER  
DIRECTION OPERATIONNELLE D'ALGER OUEST  
DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE  
43, ROUTE BRAHIM HADJRESS  
BENI MESSOUS

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°02/2020 N°02/AT/DO-OUEST/DPT A-L/ S-ACHATS/2020

Un d'appel d'offres national ouvert est lancé pour :  
Travaux de canalisation : ILOT A+B AADL SIDI ABDELLAH+ ILOT D AADL SIDI ABDELLAH+ ILOT C AADL  
Les représentants des sociétés intéressées peuvent se présenter pour retirer le cahier des charges, accompagnés du cachet de l'entreprise à l'adresse ci-après:  
DIRECTION OPERATIONNELLE D'ALGER OUEST  
DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE  
43, ROUTE BRAHIM HADJRESS  
BENI MESSOUS

Contre le versement auprès de la banque BNA, d'un montant de cinq mille Dinars (5000,00DA), non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie au compte bancaire : n°0010062203000001733.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou son représentant désigné à cet effet.

- Les offres doivent être composées :
- 1- D'un dossier administratif : Inséré dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Dossier Administratif ».
  - 2- D'une offre technique : Insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre technique ».
  - 3- D'une offre financière : Insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre financière ».

Les deux offres, technique et financière et le dossier administratif, accompagnés des pièces réglementaires citées dans le cahier des charges doivent parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée, sous enveloppe principale anonyme portant que la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°02/2020  
N°02/AT/DO-OUEST/DPT A-L/ S-ACHATS/2020  
DIRECTION OPERATIONNELLE D'ALGER OUEST  
DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE  
43, ROUTE BRAHIM HADJRESS  
BENI MESSOUS

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

EPE / SPA  
NIF : 000216001808337  
SIEGE SOCIAL : ROUTE NATIONALE N° 5 CINQ MAISONS MOHAMMEDIA - ALGER

La durée accordée pour la préparation des offres est de quinze (15) jours à partir de l'apparition de l'appel d'offres dans la presse nationale  
La date et heure limites de dépôt des offres sont fixées au dernier jour de préparation des offres de 08h00 à 14h00.  
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.  
Les soumissionnaires qui parviennent après la date de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.  
Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 à l'adresse précitée.  
Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de 180 jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ILLIZI  
DAIRA DE IN AMINAS  
Commune de Bordj Omar Idriss  
NF: 098433045066421

#### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n 15-247 du 02 dhou EL HIJA 1436 correspondant au 16-09-2019 portant réglementation des marchés publics et délégation du service public Le président de l'APC de la commune de Bordj Omar Idriss annonce à l'ensemble des soumissionnaires; les résultats de l'attribution provisoire relative à la consultation par le 10/11/2019 relative à l'opération suivante: Réalisation un aménagement urbain dans la Commune de Bordj Omar Idriss  
Et après l'étude et l'analyse de l'offre des soumissionnaires, la consultation suscitée a été contribué provisoirement selon le tableau suivant:

Nom de soumissionnaire	Nome de Lot	Montant en tte	Durée de réalisation	Note obtenue
SALHI IYMANE	LOT N°1: Réalisation un aménagement urbain dans la ZONE DE TIFTI Bordj Omar Idriss	5.467.274.97 DA	30 J	41 P
LATRECHE HOUCEM EDDINE	LOT N°2: Réalisation un aménagement urbain dans la Cité tabeg Bordj Omar Idriss	5.308.828.65 DA	30 J	50 P
KHENFOUSA SOUFIANE	LOT N°3: Réalisation un aménagement urbain dans la Cité laine Bordj Omar Idriss	4.081.071.45 DA	90 J	43-33 P
LOUCHANE ATEF	LOT N°4: Réalisation un aménagement urbain dans la Cité lahdeb Bordj Omar Idriss	4.923.372.17 DA	60 J	40 P
MILOUDI KHALED	LOT N°5: Réalisation un aménagement urbain dans la zaouit sidi mousa Bordj Omar Idriss	6.684.397.96 DA	60 J	30 P
BEN ABDELLAH SALEH	LOT N°6: Réalisation un aménagement urbain dans la zone urbaine Bordj Omar Idriss	11.686.202.38 DA	60 J	40 P
BOUZIDI YACINE	LOT N°7: Réalisation un aménagement urbain dans la Cité mohamed bou diaf Bordj Omar Idriss	8.225.590.17 DA	150 J	40 P

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel suscité les soumissionnaires ayant participé à la consultation et désirant consulté les résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures et de leurs offres financières et technique peuvent contacter la commission d'ouverture et de l'évaluation des offres de la commune dans un délai de 3 jours, à compter de la date parution du présent avis les soumissionnaires ayant participé à la consultation et désirant introduire leur recours peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés de la commune dans un délai de 10 jours; à compter de la date de parution.



TIWIZI EN KABYLIE :

# Les chants des cueilleuses d'olives, un patrimoine à sauvegarder (REPORTAGE)

«Assa Tiwizi anleqdh azemour», un chant qui jadis raisonnait à travers les oliveraies de la Kabylie annonçant un volontariat et l'entraide communautaire pour la récolte des olives, ne subsiste aujourd'hui que dans quelque villages, perpétué par des femmes et des associations soucieuses de la préservation de ce patrimoine culturel.

A Tizi-Ouzou, même si «Tiwizi» ou la «Touiza» existe encore à travers plusieurs villages de la wilaya, les chants traditionnels, appelés «Ichewwiqen» ou «Izlan» interprétés principalement par les femmes lors de ces volontariats, n'accompagnent plus les longues et épuisantes journées de cueillette, et les oliveraies sont devenues tristement silencieuses.

Faisant vraisemblablement l'exception, la région de Bouzguène continue de perpétuer ce legs ancestral. C'est précisément dans le village Sahel, qui a remporté le prix Rabah Aïssat du village le plus propre pour l'édition 2019, à une soixantaine de kilomètres à l'extrême sud-est de Tizi-Ouzou, que des femmes organisent encore des volontariats en fredonnant des airs «Izlan» pendant la cueillette des olives.

Un groupe de femmes dont Titem, Ouiza, Djoher se sont données rendez-vous tôt le matin pour organiser une Tiwizi. Une piste agricole mal entretenue et caillouteuse mène vers le verger. Les branches des oliviers sont chargées de fruit murs qui n'attendent qu'à être cueillis. Des femmes se chargent de ramasser les fruits tombés au sol avant de poser les filets sous les arbres à récolter.

On installe les filets et les hommes grimpent aux arbres pour cueillir, à la main, les olives, une opération appelée «Achraw». Des femmes participent aussi à cette opération et certaines grimpent aux arbres, mais souvent, lorsque les hommes sont présents, elles se chargent des branches proches du sol.

Le travail commence dans le silence, puis un «Achewwiq» est entonné par une femme à voix basse, repris spontanément et en chœur par ses accompagnatrices. El chant se poursuit par des refrains repris à intervalle régulier. «Ichewwiqen nous donnent de la volonté, du courage et de la force pour accomplir le travail sans ressentir la fatigue», a observé Djoher.

«Aujourd'hui, les gens sont pressés, ils arrivent aux champs, placent les filets et entament rapidement la cueillette dans la précipitation, et les chants sont devenus rares et sont interprétés à voix basse», a-t-elle regretté.

Le soleil, une fois au zénith, réchauffe le verger et emporte avec lui le froid glacial du matin. Les Iwiziwen (volontaires) se détendent et les voix des femmes, qui chantent en chœur lorsque l'Izli (poème) est connu par les autres femmes, montent crescendo,

couvrant l'ambiance joyeuse, faite de rires et de boutades que les volontaires s'échangent. «Par le passé, toutes les femmes chantaient, mais à présent elles sont rares celles qui chantent pendant la cueillette», ont déploré les participantes à cette Touiza. «Nous chantons juste entre nous sans élever la voix pour être entendues par les cueilleuses qui sont dans les autres vergers comme cela se faisait jadis», ont-elles observé. Durant la «décennie noire», lorsque les oliveraies étaient quasiment désertées pour cause d'insécurité, les voix de femmes se sont tuées à travers les oliveraies de la wilaya. Pendant cette période, s'est produite une véritable cassure. Non seulement les chants n'étaient plus interprétés mais aussi la relève n'était pas formée et les jeunes filles n'ont pas pu apprendre ces chants traditionnels alors que des «ichewwiqen» sont tombés dans l'oubli, ont expliqué les femmes de Sahel. Même si l'interprétation des «Izlan» est libre et n'obéit pas à un enchaînement particulier, puisque les femmes se laissent guider par leur humeur dans le choix des poèmes, dont les thématiques sont très variées (chants satiriques, d'amour, de louange, de cueillette des olives), un court poème était tout de même de mise au début de la cueillette.

Le premier achewwiq est une sorte de cri de victoire. Durant ces volontariats, il y avait une sorte de concurrence entre les cueilleuses d'olives. Les paniers étaient suspendus autour du cou par un foulard pour faciliter et accélérer la tâche. Dès qu'une femme remplit son panier, elle crie «amiine amiine, ghelvagh leflani ourneminne, awer tsiine, Ouiiii» et toutes les femmes, qui sont dans les oliveraies avoisinantes, répliquaient en chœur «Ouiiii». Titem a souligné que «jadis lors des Tiwizi, il y avait tellement une bonne ambiance qu'on ne se rendait pas compte du temps qui passait et on n'était pas pressé de rentrer au village. Ce n'est que lorsque les rayons du soleil commencent à disparaître derrière la montagne que les femmes se décident à rentrer en se donnant rendez-vous pour d'autres volontariats». Si les chants renforcent les liens sociaux, les repas partagés les consolident davantage et c'est le moment fort de la journée de travail épuisante, lorsque tous les Tiwiziwines se réunissent autour d'un repas. Celui-ci est généralement modeste et est souvent composé de couscous, facile à transporter et qui permet de nourrir



un nombre important de cueilleurs sans avoirs à engager de lourdes dépenses. Qu'il soit aux légumes secs ou au poulet servi sans sauce «seksou n'tassilt» ou aux légumes frais cuits à la vapeur «Tamaqfoul» et accompagné d'eufs durs, d'oignons frais, de piments et de petit lait, ces repas consommés en pleine nature sont de véritables festins. L'universitaire Ali Chouitem (université de Bouira) qui a travaillé sur «Les chants kabyles traditionnels, typologie et situations d'énonciation», a observé que «le chant traditionnel des femmes kabyles se considèrent comme l'un des meilleurs accompagnants de leur vie quotidienne. Un chant qui s'anime au gré des occasions différentes. En bercant son enfant, en l'endormant, en faisant écraser son orge par le moulin traditionnel, en tissant, en modelant l'argile,

en ramassant les olives, en faisant la fête... la femme kabyle chantait». Achewwiq, a-t-il ajouté, «est un genre de poésie kabyle traditionnelle, souvent, chanté par les femmes sans instruments musicaux sous une forme mélodieuse avec des longueurs d'ondes à couper le souffle, abordant divers thèmes par des métaphores et des images, pour exprimer un sentiment de joie ou de deuil, des rêves souvent secrets, l'amour, la souffrance, l'espoir, le désespoir...etc».

M. Chouitem a relevé que Achewwiq est l'un des genres de poésie chanté le plus représentatif de la culture kabyle traditionnelle», ajoutant que ces chants interprétés lors des Twiza donne de la force et du courage aux femmes lors de l'exécution de leurs travaux.

## UNE SEMAINE D'ACTIVITÉS CULTURELLES

- Le paysage culturel de la semaine écoulée aura été marqué par la rencontre avec les professionnels du 7e art, organisée à Alger, par le ministère de la Culture, sur la production et la distribution cinématographique, au-delà d'autres activités en lien avec, le théâtre, l'archéologie, la littérature et l'histoire.

- «La production et la distribution cinématographique», thème de la rencontre tenue les 9,10 et 11 février au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Alger, entre le secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie cinématographique Bachir Youcef Sehairi et les professionnels du 7e art.

- Rencontre, samedi dernier à Batna, animée par des dramaturges et chercheurs dans le domaine du 4e art, sur l'importance de la formation des animateurs des coopératives et associations de toutes les régions d'Algérie, actives dans le registre du Théâtre amazigh.

- La commune de Negrine (Sud de Tébessa) décréte «zone archéologique autorisée aux fouilles des spécialistes et chercheurs archéologues», par la ministre de la Culture, Malika Bendouda, qui a, pour ce faire, introuit dimanche à Tébessa les responsables du Centre national de recherche en archéologie (CNRA).

- Le professeur en critique littéraire, Youcef Oughlissi, récemment distingué du prix de la créativité poétique de la Fondation «Abdelaziz-Saoud El-Babitiine», honoré dimanche à Constantine, à la bibliothèque principale de lecture publique "Mustapha-Natour".

- Rencontre lundi à la commune d'El Ma Labiod dans la wilaya de Tébessa, sur l'importance de valoriser les divers sites archéologiques et les ouvrir aux visiteurs», animée par la ministre de la Culture, Malika Bendouda, avec les cadres du secteur.

- Décès, lundi à Oran, du poète du patrimoine populaire oranais Mekki Nouna, à l'âge de 88 ans, des suites d'une longue maladie.

- Coup d'envoi, mardi au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria de la 20e édition de la Semaine de la culture et de l'histoire, programmée dans le cadre de la commémoration de la Journée nationale du Cahid.

- La pièce «Yema n Dzaïr» (Ma mère l'Algérie) de l'association culturelle «Ithrene Takerdousse»

de Bouira, distinguée du prix du meilleur spectacle au Festival national culturel du théâtre amazigh, clôturé mardi soir au théâtre régional de Batna.

- Participation algérienne, mardi à Paris aux travaux du 13e Comité inter gouvernemental sur la mise en œuvre de la Convention de l'Unesco sur «la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles».

- «Ivresses andalouses», un concert de chant animé jeudi soir à la Basilique, «Notre Dame d'Afrique» à Alger par le chanteur andalou Farid Khodja.

- Célébration, jeudi soir à l'Auditorium «Aïssa-Messaoudi» de la Radio algérienne de la Journée mondiale de la Radio (13 février de chaque année), placée en 2020 sous l'intitulé, «Radio and Diversité», par une pléiade d'artistes de toutes les régions d'Algérie.

- Présentation, jeudi au Théâtre national «Mahied-dine-Bachtarzi», de la pièce de théâtre «El Hafila Tassir 2», en hommage, à l'homme de théâtre, Az-zedine Medjoubi, en commémoration du 25e anniversaire de son assassinat, le 13 février 1995.

APS

MUSIQUE

## Concert du chanteur andalou Farid Khodja à Alger

L'artiste andalou Farid Khodja a animé, jeudi soir, un concert de musique andalouse à la Basilique Notre dame d'Afrique (Alger) devant une assistance nombreuse. Accompagné des applaudissements et des youyouus du public notamment des familles, le musicien a brillé, lors d'une prestation d'une heure et demi, sur scène, en interprétant nombre de morceaux et chefs-d'œuvre recueillis du répertoire andalou, toutes écoles confondues (Sanaa, Aaroubi et Haouzi).

A l'entame de la soirée, l'artiste a interprété le mawel «Kom Tara» puis «Jadek El-ghit» du genre Mezmoum avant d'enchanter l'assistance avec plusieurs chansons célèbres dont «Ya bent bladi», «Ya bellaredj», «Mal hibibi malou» et «Selli hmou-



mek». A cet effet, Farid Khodja a introduit plusieurs instruments lors de ce concert tels que la guitare, le banjo et l'accordéon pour rythmer et harmoniser ses improvisations vocales sur le plancher de la Basilique, séduisant les familles présentes avec des chansons tirées du répertoire cubain à l'instar de «Besame mucho

et «Quizas». Natif de la ville des roses, Blida, connue pour son patrimoine andalou et ottoman, Farid Khodja a formé son orchestre en 2002 pour enregistrer une première nouba en mode mazmoum, suivie d'une autre en rasd edil et d'une troisième dédiée à sa ville natale, intitulée «Narandj».







## CRÉATION DE LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE KOSHIKI:

### Exhibitions inaugurales à Alger

Près de 130 athlètes de la discipline koshiki, issus de différentes catégories d'âge, ont effectué samedi à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger) des exhibitions de cet art martial, à l'occasion de la création de la Fédération algérienne de koshiki.

"Nous avons organisé ces exhibitions après avoir obtenu officiellement notre agrément, afin de marquer le retour de ce sport de combat en Algérie où il était pratiqué depuis 1989", a déclaré Salah Daoud, président de la Fédération algérienne de koshiki, créée le 29 décembre 2019.

"A travers cette manifestation, nous voulons transmettre un message au public et lui dire que le koshiki a des racines en Algérie, car existant depuis la fin des années 1980. C'est une discipline pratiquée au niveau de 20 wilayas.

On recense une cinquantaine de clubs, représentés par près d'un millier d'athlètes", a ajouté Salah Daoud qui est également président de la section Karaté-Koshiki.

"Nous allons aussi procéder à la création des ligues", a-t-il dit. Selon le président de la Fédération algérienne de koshiki, "l'objectif de la Fédération consiste également à développer davantage cette discipline dans le sud du pays où plusieurs clubs encadrent déjà la pratique du koshiki (...) Nous disposons maintenant de notre propre fédération et nous projetons de redorer le blason de cette discipline aussi bien en Algérie qu'à l'étranger".

Le responsable de l'instance fédérale a tenu à rappeler que l'Algérie disposait d'athlètes champions du monde, tels Ayad Dekkar, Kamel Guerni, Cherif Kamel et le fondateur du koshiki en Algérie, Mourad Ouali.

"Nous ambitionnons de former, à notre tour, de nouveaux champions".

La Fédération algérienne s'attèle actuellement à la mise sur pied de commissions chargées de : l'organisation, des Compétitions, des Examens de passage de grades, des Médias, outre la commission technique.

De son côté, l'entraîneur national de koshiki, Ayad Dekkar, a indiqué que "la manifestation d'aujourd'hui se veut une opportunité pour rassembler la famille du koshiki algérien et montrer que ce sport existe toujours sur le terrain, sachant qu'il était chapeauté depuis 1990 par la Fédération algérienne de karaté-do et ce jusqu'à 2002, année de la séparation".

"Le koshiki est resté ensuite sans fédération, de 2002 à 2019, année de la création de notre propre instance fédérale.

Même si nous nous dirigeons vers la fin de la saison, nous allons organiser avant juillet prochain, les championnats benjamins et minimes, ensuite ceux des cadets, juniors et seniors", a poursuivi Ayad Dekkar, faisant savoir, pour conclure, que les activités prévues à la fin de cet exercice constituent une étape préparatoire à la prochaine saison 2020-2021.

APS

## NATATION / CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE EN EAU LIBRE (JEUNES ET OPEN) :

### L'USM Alger domine la première édition

L'USM Alger a outrageusement dominé la première édition du championnat national en eau libre (Jeunes et Open), en raflant trois des quatre titres mis en jeu vendredi à la piscine olympique de Tizi-Ouzou.

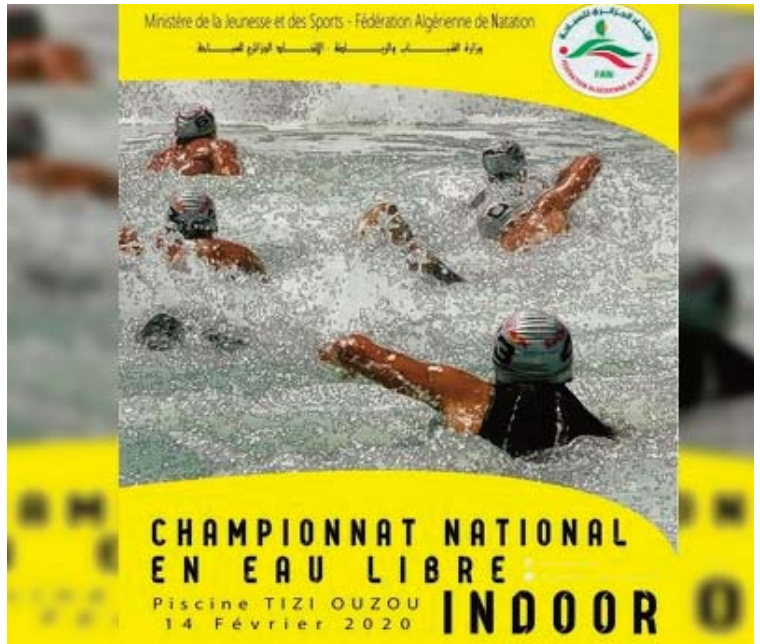
Les Rouge et Noir ont commencé par survoler l'Open (Messieurs et Dames), puis le championnat de jeunes (14-17 ans), disputés l'un comme l'autre sur une distance de trois kilomètres.

En Open (messieurs), la victoire est revenue à l'international Anis Djaballah, avec un chrono de 33 min 46 sec et 26 cent, devant ainsi les deux nageurs de l'ASPTT d'Alger, respectivement Mohamed Bachir Mobarki (35 min 14 sec 90 cent) et Redouane Bouali (35 min 25 sec 80 cent).

Chez les dames, c'est Khensa Belkacemi qui l'a emporté, en 36 min 25 sec et 84 cent, devant Sarah Moualfi (Club Koléa), deuxième en 38 min 37 sec 72 cent, au moment où Lilia Chater, sociétaire du Club Ayoun Turk (Oran), a complété ce podium féminin, en 40 min 14 sec et 67 cent.

Un excellent chrono, qui a permis à la jeune Belkacemi (15 ans) de rafler le titre même chez les jeunes, avec une avance considérable sur Lilia Chater, au moment où une autre Usmiste, Imène Achroui, a complété ce podium de jeunes, en 42 min 26 sec et 7 cent.

Chez les garçons, c'est le Boufarikois Wassim Bentabghour qui a remporté le titre, avec un chrono de 35 min 36 sec et 85 cent, devant l'Usmiste Oussama Allam 36 min 21 sec et 41 cent, au moment son coéquipier Soheib Aouina a complété le podium en 36 min 42 sec et 54 cent. «Globale-



ment, je suis satisfait du rendement de nos nageurs dans cette compétition», a assuré à l'APS le Directeur des équipes nationales, Lamine Benabderrahmane. L'entraîneur de l'USM Alger, Ali Mançeri a utilisé ses meilleurs éléments dans cette première édition du championnat national en eau libre, ce qui lui a permis de remporter la quasi totalité des titres, sauf celui des jeunes (Garçons), remporté par le Boufarikois

assim Bentabghour. «Pour cette première en eau libre, notre principale difficulté a été d'entrer en compétition sans disposer d'un temps référence préalable. Mais au final, je considère que les chronos réalisés par Djaballah, Belkacemi, Bentabghour, Bouachir et Mobarki représentent des temps appréciables» a encore tenu à faire savoir Benabderrahmane.

Même concernant l'aspect organisationnel de la compé-

dition, le DEN s'est réjoui «d'avoir relevé le défi», malgré «la présence certaines difficultés», considérant que c'est de bon augure pour la suite. Cette première édition du championnat national en eau libre a drainé la participation de 48 nageurs (36 messieurs et 12 dames) représentant 16 clubs, relevant de huit Ligues de Wilaya. Leurs épreuves ont été rassemblées en quatre courses, toutes disputées pendant la journée de vendredi.

## CYCLISME/ COUPE D'ALGÉRIE CADETS (PREMIÈRE MANCHE):

### Belabsi Akram remporte la 2<sup>e</sup> étape de l'épreuve sur route

Le cycliste Belabsi Akram s'est adjugé l'épreuve sur route individuelle de coupe d'Algérie cadet garçons, disputée hier sur une distance de 54 kilomètres dans la commune d'Ain Trid à Sidi Bel-Abbes.

Belabsi a pris la première place devant Medjadji Mohamed du «Vélo club de Koléa» et Mechichi Diaa-eddine du «Vélo club de Ben Badis» de Constantine.

Cette deuxième étape réservée à la course sur route individuel, à laquelle ont pris part 101 jeunes coureurs cyclistes cadets garçons de 22 clubs du pays présents à Sidi Bel Abbes, est jugé d'un niveau technique «appréciable» par les spécialistes de la Petite reine.

## CYCLISME / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE SUR ROUTE :

### La sélection algérienne «Juniors» en stage de préparation à Khenchela

Sept jeunes cyclistes, composant la sélection algérienne «Juniors» effectuent actuellement un stage de préparation à Khenchela le cœur des Aurès, en vue des prochains Championnats d'Afrique sur route, prévus du 23 au 29 mars 2020 à l'île Maurice, a-t-on appris hier de la Fédération (FAC).

Il s'agit de Slimane Badis, Hamza Anani, Chaâbni Ayoub,

La première étape du contre-la-montre, disputée vendredi sur une distance de 7 km à Sidi Ali Boussidi, a été remportée par le coureur de l'ASN Oued Tlélat, Belabid Mohamed Amine avec un temps de 10'04»00 suivi de Belabsi Akram du club «Majd Blida» avec (10'05»00) et Belarbi Adem de l'ASN Oued Tlélat avec 10'41»00.

À l'issue de deux étapes, Belabsi Akram de Majd Blida occupe la première place au classement général devant de Khatir Abderrahmane de l'Académie du vélo de Constantine (AVC) et Boutiba Mokhtar de Vélo Club de Koléa.

Cette première manche de coupe d'Al-

gérie cadets de deux jours, organisée par la ligue de cyclisme de Sidi Bel-Abbes en collaboration de la Fédération algérienne de cyclisme.

(FAC) Cette compétition de Dame coupe cadets est constituée de trois manches, la seconde aura lieu en mars prochain à Biskra et la troisième en avril à Constantine.

Ce rendez-vous sportif a été clôturé par une cérémonie de remise de prix et de cadeaux aux lauréats, en présence de représentants de la direction de la jeunesse et des sports de Sidi Bel-Abbes et de membres de la ligue de wilaya de cyclisme.





CROSS/ 34<sup>E</sup> ÉDITION DU CHALLENGE NATIONAL

«CHELDA BOULENOIR»:

## Domination de l'équipe nationale militaire et de la Protection civile

Les athlètes de l'équipe nationale militaire chez les seniors messieurs et de la protection civile chez les dames ont nettement dominé la 34<sup>e</sup> édition du challenge national «Chelda Boulenoir» de cross country organisé hier sur le parcours de Chetouane (Tlemcen).

Cette nouvelle édition, à laquelle ont pris part plus de 1.300 athlètes représentant 75 clubs de 17 wilayas du pays, a été marquée par la domination de l'EN militaire qui a décroché, dans la catégorie des seniors garçons, la première et la troisième places du podium par respectivement Bourouina Kheiredine et Salhi Henoune.

La seconde place est revenue à Ramaouene Ouraghi de l'équipe de la Fédération algérienne d'athlétisme.

Chez les dames, les trois marches du podium ont été brillamment arrachées par l'équipe de la protection civile. La première place est revenue à Semani Rihem suivie de Benderbala Malika et Messaoudi Nassima.

Dans la catégorie des juniors garçons, la palme est revenue à Amraoui Hamza de Chlef et chez les filles à Bendaha Chahinez de Tiaret qui ont réussi à surclasser leurs concurrents.

Dans les petites catégories, le cadet de Mecheria (wilaya de Naama) Amri Said a affiché un talent exceptionnel en surclassant ses poursuivants, en l'occurrence Dahmani Maamar de Tenes et Touahria Yasser d'Ain Defla. Dans cette même catégorie



chez les filles, Ghennou Houaria de Tiaret a réussi à décrocher avec brio la première place devant Saadi Yamina de Mascara et Benyamina Dounia de Tiaret également.

Organisée dans des conditions climatiques clémentes où le soleil était au rendez-vous, cette édition du challenge national «Chelda Boulenoir» qui fait partie des dix étapes en plus de l'étape nationale du programme fédéral

de cross country, a enregistré la victoire, chez les benjamins, de Mechri Zinedine d'Ouled Mimoune (Tlemcen) et de Benmoumine Aya de Tiaret chez les filles. En minimes, la première place est revenue chez les filles à Chlef par le biais de son athlète Baghdad Aya et à Tlemcen par Ounajla Ameer. Cette nouvelle édition a été marquée, selon le président de la Fédération algérienne d'athlétisme, Hakim

Dib, par une bonne organisation et la participation des meilleurs athlètes nationaux.

«Notre souhait est de pouvoir donner à ce challenge une dimension internationale si les moyens financiers surtout suivent l'évolution de cette manifestation sportive traditionnelle», a-t-il déclaré, affirmant que le parcours de Chetouane est l'un des meilleurs en Algérie et peut même abriter un championnat du monde.

ATHLÉTISME  
(CHAMPIONNATS DES ETATS-UNIS EN SALLE) :

## Victoire de Coleman sur le 60 m

Le recordman du monde sur 60 mètres, l'Américain Christian Coleman, a remporté vendredi sa première course depuis un an sur cette distance aux Championnats des Etats-Unis en salle à Albuquerque, en 6 sec 48.

Coleman a franchi la ligne d'arrivée devant Marvin Bracy et Brandon Carnes, deuxièmes ex-aequo à 6 sec 53.

«Ca me sert à me préparer pour la saison en extérieur et pour l'équipe olympique», a déclaré l'Américain de 23 ans, qui détient depuis 2018 le record du monde sur 60 m, à 6 sec 38.

Coleman, également champion du monde du 100 m, est le favori sur cette distance pour les Jeux olympiques de Tokyo. Il devrait participer aux sélections olympiques américaines en juin sur 100 m et 200 m.

Les principaux résultats:  
60 m hommes :

1. Christian Coleman 6.48
2. Marvin Bracy 6.53
3. Brandon Carnes 6.53

## 3.000 m hommes:

1. Paul Chelimo 8:00.14
2. Anthony Rotich 8:01.91
3. Hillary Bor 8:01.92

## 3.000 m femmes:

1. Shelby Houlihan 8:52.03
2. Karissa Schweizer 8:53.70
3. Colleen Quigley 8:55.55

## Saut en hauteur hommes:

1. Erik Kynard 2.26m
2. Shelby McEwan 2.26
3. Keeon Laine 2.23

## Triple saut femmes:

1. Tori Franklin 14.64m
2. Keturah Orji 14.60
3. Imani Oliver 13.80

## BASKETBALL

## Trois semaines après sa mort, Kobe Bryant en route pour le Hall of Fame

L'ancien joueur des Los Angeles Lakers Kobe Bryant, décédé le 26 janvier dans un accident d'hélicoptère, fait partie des joueurs pré-sélectionnés pour intégrer le panthéon du basket, le Hall of Fame.

Créé en 1959, l'organisation accueille chaque année une promotion d'anciens joueurs qui ont marqué l'histoire de leur sport.

Retraité en 2016, Kobe Bryant n'était devenu éligible que cette année, soit trois ans après sa dernière saison de joueur.

Il a été retenu avec deux autres géants de leur époque, l'intérieur Kevin Garnett, élu meilleur joueur en 2004, et Tim Duncan, cinq fois

champion avec les San Antonio Spurs, a annoncé vendredi le Hall of Fame. Parmi les joueurs, le tableau est complété par l'aïllière Tamika Catchings, quatre fois médaillée d'or olympique.

La promotion 2020 sera officiellement annoncée le 4 avril.

Le siège du Hall of Fame se situe à Springfield, dans le Massachusetts, là même où James Naismith inventa le basket.

Vendredi, avant le coup d'envoi du match des jeunes joueurs, le NBA Rising Stars, l'ancien coéquipier de Kobe Bryant, Pau Gasol, a salué la mémoire de «Black Mamba», le surnom du joueur décédé avec sa fille Gianna.



## HANDISPORT/JUDO:

## Cherine, Lamri et OulKouider dans le Top 10 mondial

Les judokas handisports algériens, Cherine Abdellouai, Ishak Ouldkouider et Sid Ali Lamri figurent toujours dans le Top 10 mondial du mois de janvier de la Fédération internationale des sports pour visuels (IBSA), publié jeudi sur son site officiel.

Le classement mondial de l'IBSA, qui permet de qualifier les athlètes aux prochains Jeux Paralympiques (Tokyo-2020), prend en considération les points cumulés par

les judokas lors des différentes compétitions (Grand Prix d'Azerbaïdjan-2019, Championnat du Monde 2018, Coupe du Monde Kazakhstan-2018, Championnat panaméricain-2018 au Canada, Coupes du Monde-2018 en Turquie et 2017 en Ouzbékistan, Championnat européen-2018 en Angleterre et Championnat d'Asie-2017 en Ouzbékistan).

L'athlète Cherine Abdellouai (B3) s'est hissée à la 5<sup>e</sup> position dans sa catégorie

des -52 kg avec un total de 510 points. Le trio de tête est composé de l'Ukrainienne Inna Sych (1460 pts), la Canadienne Priscilla Gagne (1120 pts) et l'Ouzbèke Sevinch Salaeva (620 pts).

Son compatriote Ishak Ouldkouider (B2) a gardé sa 7<sup>e</sup> place avec 502 pts chez les -60kg.

La première place est occupée par la Roumaine Alexandru Bologa (1393 pts), devant le Kazakh, Olzhas Orzalayuly (1240 pts) et l'Ouz-

bèk Sherzod Namozov (930 pts).

L'autre algérien, Mouloud Moura pointe à la 25<sup>e</sup> place avec 70 pts.

Dans la catégorie des -66kg, l'Algérien Sid Ali Lamri (B3) a glissé à la 9<sup>e</sup> position avec 410 pts.

Le podium de la catégorie est dominé par Davyd Khorava (Ukraine) avec 1050 pts, Giorgi Gamjashvili (Géorgie) avec 820 pts et Bayram Mustafayev (Azerbaïdjan) avec 790pts.

## BIATHLON (DOPAGE) :

## Le Russe Ustyugov déchu de son titre olympique

Le biathlète russe Evgueny Ustyugov, accusé de dopage, a été déchu par la Fédération internationale (IBU) de son titre olympique remporté au relais des Jeux olympiques de 2014 à Sochi, a annoncé hier l'IBU.

Ustyugov, également champion olympique de mass start en 2010 à Vancouver et qui a arrêté sa carrière en 2014, s'est vu annuler, pour usage d'une substance prohibée (oxandrolone, un stéroïde), tous ses résultats de la saison 2013-2014, JO compris.

L'IBU a également suspendu la biathlète Svetlana Sleptsova pour usage d'ostarine, un autre stéroïde.

Championne olympique en 2010, elle n'avait pas remporté de titre sur la période incriminée, en 2013-2014.

Selon les médias russes, ces sanctions font passer la Russie de la première à la troisième place au tableau des médailles des JO-2014.

La Norvège passe première, le Canada deuxième. Le chef de l'Union des biathlètes russes a annoncé à l'agence de presse publique TASS qu'Ustyugov et Sleptsova feraient appel de leur suspension.

Selon le communiqué de l'IBU, les deux biathlètes disposent de 21 jours pour faire appel.

## LIGUE 1 / USM ALGER: La démission de Bilel Dziri rejetée



La direction de l'USM Alger, réunie hier, a rejeté la démission de Bilel Dziri de son poste d'entraîneur de l'équipe première, a indiqué le club de Ligue 1 de football sur sa page Facebook.

Dziri avait annoncé jeudi sa démission juste après l'élimination de l'USM Alger en seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie contre l'ASM Oran, pensionnaire de Ligue 2. L'USMA restait sur trois défaites de suite, toutes compétitions confondues.

Lors de cette réunion de plus de deux heures qui a regroupé Achour Djelloul, Président-directeur général du groupe Serport, futur reprenneur de l'USMA, Tarek Laidouni, directeur du portefeuille du groupe, Boualem Chendri, président du Conseil d'administration de l'USMA, Mounir Dbichi, secrétaire général du club ainsi que Bilel Dziri, les présents ont renouvelé leur confiance à l'entraîneur pour continuer sa mission au sein du club algérois, selon la même source. Par ailleurs, Achour Djelloul a informé les présents du début des travaux au centre de formation de l'USMA, à Ain Bénian, «dans les prochains jours».

L'USM Alger occupe la 5e place en compagnie de l'ES Sétif et du MC Oran avec 24 points avant la 18e journée du championnat de Ligue 1.

## Zetchi favorable à une CAN tous les 4 ans

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) souhaite une Coupe d'Afrique des Nations tous les quatre ans comme préconisé par le patron de l'instance internationale, Gianni Infantino.

«Je suis d'avis d'organiser la CAN tous les 4 ans et je l'ai déjà dit avant à la Radio algérienne».

On est pour une CAN tous les quatre ans à condition que le cahier des charges soit plus exigeant que ce qu'il est aujourd'hui », a déclaré Zetchi pour FAF TV.

Le président de la Fifa, Gianni Infantino, avait préconisé récemment à Zetchi d'organiser la CAN tous les quatre ans dans le but de «la rendre plus commercialement viable et attrayante à l'échelle mondiale».

«La Coupe d'Afrique génère aujourd'hui 20 fois moins que le Championnat d'Europe des nations et en matière d'infrastructures, je n'ai jamais vu lors de mes voyages des stades modernes».

Il ne faut pas attendre une CAN pour construire un stade, il faut le faire et on va aider l'Afrique sur ce point», avait soutenu l'homme fort de la Fifa, lors d'un séminaire sur le développement des infrastructures footballistiques dans le continent africain organisé au Maroc.

Pour l'ancien président du Paradou AC, une compétition tous les deux ans constitue une sorte d'échec pour ce tournoi majeur : La CAN tous les deux ans, pour moi, c'est une sorte d'échec pour cette compétition.

La véritable raison est que cette CAN est un gouffre financier pour les pays organisateurs.

On voit très souvent une compétition sans public, mis



à part les matches qui concernent le pays hôte, ou les matches à partir des quarts de finale.

Sur le plan économique, c'est très limité », a-t-il expliqué.

Le premier responsable de l'instance fédérale souhaite cependant qu'en cas de changement de sa périodicité, le tournoi soit organisé l'année où il n'est prévu aucune autre

compétition majeure. «En cas de passage de cette compétition à une périodicité de tous les quatre ans, je propose qu'elle ne se joue pas une année où se tient une autre compétition majeure comme la Coupe du monde ou l'Euro».

Comme ça, la CAN deviendra le grand événement majeur de l'année en question, ce qui va rapporter beaucoup plus à la Confédération afri-

caine de football et donnera plus de temps au pays organisateur pour bien préparer sa compétition», argumente Kheirredine Zetchi.

La dernière CAN s'est déroulée l'été dernier en Egypte et avait été remportée par la sélection algérienne face au Sénégal (1-0).

La prochaine CAN se déroulera au Cameroun du 9 janvier au 6 février 2021.

## EURO 2020 - MATCHS AMICAUX DE PRÉPARATION :

### La Belgique affrontera le Portugal et la Suisse en mars, au Qatar



La sélection belge de football disputera deux matchs amicaux à la fin du mois de mars prochain, au Qatar, respectivement contre le Portugal et la Suisse, dans le cadre de la préparation de l'Euro-2020, a annoncé vendredi la Fédération belge.

«Nos Diables Rouges disputeront deux matchs amicaux au mois de mars, au Qatar : le 27 contre le Portugal et le 30 contre la Suisse», a précisé la RBEA sur son site.

«Ces matchs nous donneront un avant-goût de la Coupe du Monde, qui se déroulera deux ans plus tard au Qatar», a commenté pour sa part le sélectionneur Roberto Martínez.

Les rencontres auront lieu dans le cadre du tournoi international de Qatar Airways, qui réunit quatre sélections européennes : la Belgique,

la Suisse, le Portugal (Tenant du titre européen) et la Croatie (finaliste du dernier mondial, en Russie).

Le premier match amical, contre le Portugal, débutera à 17h30 (GMT), et le second à 16h00 (GMT).

Les deux rencontres se joueront à Doha. Versés dans le groupe «B» de l'Euro avec le Danemark, la Finlande et la Russie, les Diables rouges débiteront la compétition par un match contre les Russes, le samedi 13 juin, le même jour que la Suisse, opposée au pays de Galles dans la poule «A».

La Croatie, elle, entrera en lice le lendemain contre l'Angleterre (Groupe D) et le Portugal le 16 juin contre un adversaire issu des barages.

APS

## SUPERCOUPE D'AFRIQUE: Le Zamalek sacré aux dépens de l'ES Tunis (3-1)

Le Zamalek d'Egypte, vainqueur de la coupe de la Confédération, a remporté la Supercoupe d'Afrique de football en s'imposant devant l'Espérance de Tunis, double tenant de la Ligue des champions, sur le score de 3 à 1, mi-temps (1-0) vendredi soir à Doha.

Les buts de la rencontre ont été inscrits par Youssef Ibrahim (2e), Achraf Bencharfi (58e et 90+5) pour le Zamalek. L'Algérien Ab-

derraouf Benghuit a réduit le score (54e s.pen) pour l'ES Tunis. C'est le 4e sacre dans cette compétition pour la formation égyptienne après ceux remportés en 1994, 1997 et 2003.

Le club tunisien compte un seul titre remporté en 1995 et a disputé trois rencontres perdues en 1999 face à l'ASEC de Côte d'Ivoire, Moghreb Fès (Maroc) en 2012 et le Raja de Casablanca (Maroc) en 2020.

### Palmarès de l'épreuve

Palmarès de la Super Coupe de la CAF après le triomphe du Zamalek devant l'ES Tunis (3-1) pour le compte de la 28e édition de la compétition, disputée vendredi à Doha (Qatar).

- 1993 Africa Sports (Côte d'Ivoire) 2-2 (5-3 aux tirs au but) Wydad (Maroc)
- 1994 Zamalek (Egypte) 1-0 Al Ahly (Egypte)
- 1995 Esperance (Tunisie) 3-0 DC Motema Pembe (RD Congo)
- 1996 Orlando Pirates (Afrique du Sud) 1-0 JS Kabylie (Algérie)
- 1997 Zamalek (Egypte) 0-0 (4-2 aux tirs au but) Arab Contractors (Egypte)
- 1998 Etoile du Sahel (Tunisie) 2-2 (4-2 aux tirs au but) Raja (Maroc)
- 1999 ASEC (Côte d'Ivoire) 3-1 Esperance (Tunisie)
- 2000 Raja (Maroc) 2-0 Africa Sports (Côte d'Ivoire)
- 2001 Hearts of Oak (Ghana) 2-0 Zamalek (Egypte)
- 2002 Al Ahly (Egypte) 4-1 Kaizer Chiefs (Afrique du Sud)
- 2003 Zamalek (Egypte) 3-1 Wydad (Maroc)
- 2004 Enyimba (Nigeria) 1-0 Etoile du Sahel (Tunisie)
- 2005 Enyimba (Nigeria) 2-0 Hearts of Oak (Ghana)
- 2006 Al Ahly (Egypte) 0-0 (4-2 aux tirs au but) FAR (Maroc)
- 2007 Al Ahly (Egypte) 0-0 (5-4 aux tirs au but) Etoile du Sahel (Tunisie)
- 2008 ES Sahel (Tunisie) 2-1 Sfaxien (Tunisie)
- 2009 Al Ahly (Egypte) 2-1 Sfaxien (Tunisie)
- 2010 TP Mazembe (RD Congo) 2-0 Stade Malien (Mali)
- 2011 TP Mazembe (RD Congo) 0-0 (9-8 aux tirs au but) FUS (Maroc)
- 2012 Maghreb Fès (Maroc) 1-1 (4-3 aux tirs au but) Espérance (Tunisie)
- 2013 Al Ahly (Egypte) 2-1 AC Léopards (Congo)
- 2014 Al Ahly (Egypte) 3-2 Sfaxien (Tunisie)
- 2015 ES Sétif 1-1 (5-4 aux tirs au but) Al Ahly (Egypte)
- 2016 TP Mazembe (RD Congo) 2-1 Etoile du Sahel (Tunisie)
- 2017 Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud) 1-0 TP Mazembe (RD Congo)
- 2018 Wydad (Maroc) 1-0 TP Mazembe (RD Congo)
- 2019 Raja (Maroc) 2-1 Espérance (Tunisie)
- 2020 Zamalek (Egypte) 3-1 Espérance (Tunisie)



**Rodgers en pince pour Adam Lallana**

Le départ du milieu de terrain de Liverpool semblant acté, le technicien nord-irlandais des Foxes s'est immiscé dans le dossier en conférence de presse. "Adam est un joueur fantastique que j'ai amené à Liverpool. Je connais ses qualités depuis qu'il est un jeune joueur de Southampton. Il a brillamment réussi et je suis sûr qu'il évaluera ses options. Mais je n'ai pas besoin d'en parler maintenant. Nous en avons parlé tout au long du mois de janvier. Je n'ai pas besoin de parler du mercato d'été. J'ajouterais seulement qu'il est un joueur de première classe."



**Déjà trois offres pour Aubameyang !**

Les dirigeants d'Arsenal sont déjà contactés pour Pierre-Emerick Aubameyang.

Mécontent de la façon dont se passent les choses à Arsenal depuis quelques mois, Pierre-Emerick Aubameyang va certainement quitter les Gunners en fin de saison. L'ancien attaquant du Borussia Dortmund l'aurait fait savoir à ses dirigeants et ne prolongera pas son contrat. Plusieurs clubs sont sur le coup et auraient déjà contacté son entourage en vue de la prochaine intersaison. Selon la presse spécialisée, en plus du Barça, l'Inter Milan et la Juventus sont très intéressés à l'idée de recruter l'ancien buteur stéphanois.

**Buffon, cet éternel numéro 1 !**

Judi dernier, au Meazza, Gianluigi Buffon a une nouvelle fois démontré à tous ceux qui en doutaient encore qu'il reste un gardien de but hors pair, même du haut de ses 42 ans.

Auteur de plusieurs arrêts décisifs, c'est en partie grâce à lui que la Juventus a évité une défaite qui n'aurait pas été volée face au Milan en Coupe d'Italie. Avec notamment deux superbes interventions face à Calabria et Rebic. Son retour à Turin l'été dernier avait fait grands bruits. De nombreux tifosi avaient des doutes quant à sa capacité à se montrer à la hauteur, après une année en demi-teinte du côté de Paris. Mais Super Gigi a comme toujours su faire taire les mauvaises langues, en se montrant extrêmement fiable depuis le début de la saison (à l'exception du match contre Sassuolo, avouons-le), à l'image de sa prestation face aux rossoneri. Car oui, même à 42 ans, il reste un éternel numéro un, un gardien de but de haut niveau et un champion sur lequel la Juve peut et pourra toujours compter.

Car oui, il a d'excellents restes notre Gigi et son corps continue à suivre ses grandes ambitions et son rêve, notamment celui de remporter la Ligue des Champions. Il a encore une telle envie de bien faire qu'il pourrait rempiler pour une saison. Il rencontrera le président Andrea Agnelli, probablement en mars ou avril, afin de faire le point. Il sait qu'un poste de dirigeant l'attend, mais Gigi n'est absolument pas pressé de ranger ses gants. Il a toujours été clair à ce sujet: tant que son corps le suivra, il continuera à jouer et à apporter tout ce qu'il peut apporter de bon à Sa Juventus tant aimée. En plus d'être une magnifique doublure de Szczesny, Gigi est aussi d'une grande importance au sein du vestiaire. Lorsque les choses vont un peu moins bien, comme c'est actuellement le cas, il est le premier à se faire entendre. Comme Chiellini, Buffon est un vrai leader qui sait secouer les siens et se faire respecter. Le type de leader dont attend énormément Maurizio Sarri et qui pourrait jouer un rôle fondamental durant cette partie de la saison. Son futur en bianconero ne dépend que de lui, de son corps et de ses envies. Pour Agnelli et Paratici, la permanence en bianconero de Super Gigi n'est qu'une simple formalité...



**Rodgers en pince pour Adam Lallana**

Banni des deux prochaines éditions de la Ligue des Champions, le champion d'Angleterre serait toujours exposé à des sanctions encore plus terribles de la part de la Premier League... La chute est lourde. Hier soir, l'UEFA a officiellement annoncé l'exclusion de Manchester City des deux prochaines éditions de la Ligue des Champions en raison de non-respect du fair-play financier. Une sanction qui s'accompagne d'une très lourde amende de 30 millions d'euros. Mais comme une mauvaise nouvelle n'arrive jamais seule, la presse anglaise vient encore un peu plus sonner l'alarme ce samedi. Dans son édition du jour, The Independent révèle que la ligue anglaise serait elle aussi sur le point d'infliger des sanctions au club de Pep Guardiola.

**Willian a une nouvelle touche**

La Juventus Turin surveillerait aussi la situation de Willian. En fin de contrat avec Chelsea en juin prochain, l'ailier brésilien Willian est de plus en plus annoncé vers la sortie. D'ailleurs, après le FC Barcelone, un autre cadavre européen surveillerait de près la situation de l'international azeriverde.

Si l'on en croit le média The Express, le joueur de 31 ans figurerait sur les tablettes de la Juventus Turin.

Néanmoins, l'ancien joueur d'Anzhi, Donevsk et des Corinthians privilégierait une prolongation de contrat. Cette saison, il a inscrit 4 buts et délivré 4 passes décisives en 24 rencontres de Premier League.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

**DK NEWS**

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général Abdelmajid CHERBAL

Directeur de la rédaction Abdelmajid TAREB

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»

FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00

FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

## PRÉSIDENTE

### L'observation du communiqué relatif à l'information officielle, une obstination à propager des informations mensongères

La Présidence de la République a affirmé, hier, que l'observation de son communiqué du 28 décembre dernier, sur la diffusion de l'information officielle émanant de la Présidence de la République, par des médias nationaux privés et différents supports et plateformes de communication "est une obstination à propager des informations fausses et mensongères, qu'assumeront entièrement ceux qui les diffusent".

"La Présidence de la République rappelle, encore une fois, les médias nationaux privés et les différents supports et plateformes de communication, qui n'ont pas observé son communiqué du 28 décembre dernier, portant sur la diffusion des informations officielles émanant de la Présidence de la République, que toute information à caractère protocolaire ou lié aux relations internationales, dans le volet relatif à l'activité du Président de la République, doit être recueillie exclusivement de la source officielle auprès de la Présidence de la République ou reprise des communiqués rendu publics par le canal de l'agence Algérie Presse Service (APS)", souligne la Prési-



dence dans un communiqué. "L'observation du communiqué suscitée constitue une transgression préméditée des règles de déontologie est une obstination à

propager des informations fausses et mensongères, qu'assumeront entièrement ceux qui les diffusent", conclut le communiqué.

## ENERGIE

### Arkab affirme la relance des consultations concernant le projet «Desertec»

Le ministre de l'Énergie Mohamed Arkab a annoncé, jeudi à Alger, la relance des consultations concernant le projet de production d'électricité par l'énergie solaire «Desertec». S'exprimant en marge d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée à l'examen du Plan d'action du Gouvernement adopté par la majorité des députés, le ministre a déclaré «nous sommes en consultation, depuis trois mois, avec les partenaires allemands pour la préparation d'une convention permettant la mise en place d'un cadre



de discussions et la relance du contact concernant le projet «Desertec». Il est prévu la signature d'une convention entre le Groupe public Sonelgaz et les partenaires allemands avant le mois d'avril prochain et ce «pour la création d'un cadre de consultations entre les deux parties sur des bases solides», a indiqué le ministre, ajoutant que l'objectif est «la réalisation

de stations de panneaux solaires pour concrétiser la transition énergétique sur la base d'une haute technologie». Le ministre de l'Énergie a affirmé que grâce à la grande expérience des allemands dans ce domaine, la coopération sera dans l'échange d'expertises et de la formation des jeunes algériens dans l'utilisation des nouvelles technologies en cette matière».

## Le CICR attaché à sa mission en Libye, salue les efforts de l'Algérie

Le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Peter Maurer, a réitéré hier l'attachement de son organisation à faire face aux conséquences humanitaires de la crise en Libye, saluant les efforts de l'Algérie pour le règlement du conflit sur la base du dialogue inter-libyen.

"J'ai (...) réitéré notre engagement à jouer le rôle d'intermédiaire neutre entre les forces armées des deux côtés, l'armée libyenne (GNA) et l'armée nationale de Libye (LNA) pour faire face aux conséquences humanitaires de la situation actuelle", a déclaré M. Maurer dans une interview à l'APS, au terme d'une visite achevée vendredi en Libye.

M. Maurer a, à la même occasion, salué les efforts de l'Algérie pour une solution pacifique de la crise libyenne ainsi que son action sur le plan humanitaire envers les populations libyennes.

"Tout effort visant à alléger les souffrances engendrées par cette crise doit être salué. Ainsi l'action de la diplomatie algérienne et les efforts qu'elle entreprend pour un règlement du conflit basé sur le dialogue inclusif est une initiative importante", a affirmé le président du CICR.

Mettant en exergue l'importance de la réinstauration de la sécurité en Libye, M. Maurer a notamment indiqué qu'"aujourd'hui je suis profondément préoccupé pour la sécurité et le bien-être des civils et de ceux qui ne participent plus aux combats en cours. Ma visite avait pour objectif de renforcer le dialogue avec toutes les parties en présence et d'appeler au respect des principes fondamentaux du droit international humanitaire. Cela veut dire veiller à ce que les civils soient épargnés des effets des hostilités en cours et qu'ils ne soient pas pris pour cible". La confiance que les deux parties (GNA et LNA) ont manifestée jusqu'à présent envers le CICR est rassu-

rante et nous voulons qu'elle perdure", s'est félicité le responsable du CICR.

Soulignant que la guerre en Libye "attaque les civils sur tous les fronts", M. Maurer a ajouté que sous les coups de cette situation les quartiers sont bombardés, leurs hôpitaux et les écoles sont détruits, alors que l'économie s'effondre autour des populations au moment où, a-t-il dit, "la vie quotidienne est marquée par la peur et l'incertitude".

"Un libyen sur quatre est touché par la violence. Des centaines de milliers de personnes ont été forcées de fuir leur maison. Les familles ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Les services publics et les infrastructures se détériorent s'ils ne sont pas détruits. Le système de santé libyen est en proie à un déclin constant et de trop nombreux hôpitaux et cliniques ont été endommagés lors des combats. Le cessez-le-feu récemment conclu ne parvient pas à s'imposer, bien que les pourparlers continuent afin de le rendre efficace", a résumé le président du CICR.

"Il ne faut pas, a-t-il ajouté, oublier aussi que la Libye est l'une des principales portes d'entrée des migrants vers l'Europe. Venus principalement d'Afrique mais aussi d'Asie et du Moyen-Orient, migrants et réfugiés enregistrés représenteraient environ 10 % de la population libyenne mais leur nombre réel pourrait être plus élevé car certains d'entre eux sont retenus en captivité par des passeurs ou dans des centres de détention non officiels".

#### Épargner les civils, espoir d'une paix durable

Revenant sur les entretiens qu'il a eus en Libye, M. Maurer a indiqué que "nos discussions avec les autorités libyennes visent à épargner les civils des hostilités en cours, ces civils qui continuent de faire les frais de ce

conflit prolongé". Concrètement, a-t-il éclairé, "nous avons discuté de la garantie de la protection des civils en respectant les principes fondamentaux du droit international humanitaire lors des opérations militaires".

En plus de la protection des infrastructures de base telle que les hôpitaux, les écoles, les installations d'eau et d'électricité, les discussions ont porté également sur l'"amélioration de l'accès aux personnes déplacées et aux personnes bloquées en ligne de front".

"Parmi les points que nous avons aussi abordés, les meilleurs moyens pour répondre d'une manière urgente et durable aux besoins humanitaires. Une grande partie de nos discussions ont été focalisées sur le renforcement des capacités institutionnelles, la réhabilitation et la réparation des infrastructures.", a-t-il ajouté. Précisant qu'en Libye, le CICR opère actuellement à partir de Tripoli, Misrata, Benghazi et Sabha et compte plus de 360 employés, dont plus de 60 employés internationaux, basés principalement en Libye et certains à Tunis, M. Maurer a rappelé ici que "tous les belligérants doivent respecter le caractère humanitaire de nos activités".

Marqué par "la confiance" témoignée des deux parties de la crise au CICR, M. Maurer a déclaré que les personnes avec qui il a parlé "suivent avec attention les pourparlers de paix qui se tiennent actuellement, espérant timidement qu'ils leur apporteront un répit durable".

"Comme dans tous les pays où il travaille, le CICR coordonne son action avec les acteurs en présence comme les organisations internationales ou les ONGs. Le travail se fait bien entendu de manière encore plus rapprochée avec la société nationale du pays en Libye le Croissant-Rouge libyen, et avec les autres membres du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge", a conclu M. Maurer.

## MDN

### LUTTE CONTRE LE TERRORISME

#### Mise en échec à Tlemcen d'une tentative de ralliement à des groupes terroristes

Une tentative de ralliement aux groupes terroristes a été mise en échec vendredi à Tlemcen par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) qui a arrêté trois individus grâce à l'exploitation de renseignements, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a mis en échec, le 14 février 2020, une tentative de ralliement

aux groupes terroristes, où il a été procédé à l'arrestation de trois (03) individus à Tlemcen /zeRM", souligne le MDN.

A Souk-Ahras, Tébessa et El-Tarf (5 RM), des tentatives de contrebande d'une grande quantité de carburants s'élevant à (12 903) litres ont été mises en échec par des Gardes-frontières, ajoute la même source. En outre, (71) individus ont été arrêtés lors d'opérations distinctes, à Djanet/4eRM, Tamanrasset et In-Guezzam/6eRM par d'autres détachements de l'ANP qui ont saisi

également (06) véhicules, (41) groupes électrogènes, (26) marteaux piqueurs et (05) détecteurs de métaux. A Tamanrasset (6eRM), Tiaret (2e RM) et Batna (5e RM), les personnels d'un détachement de l'ANP et de la Gendarmerie nationale ont saisi trois (03) fusils de chasse, un (01) téléphone satellitaire, deux (02) paires de jumelles et une quantité de munitions, tandis qu'un autre détachement de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté sept (07) individus et saisi (558) comprimés psy-

chotropes, (552) unités de différentes boisons, à In-Amenas, Biskra et Ouargla (4eRM). Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des éléments des Gardes-côtes et de la Gendarmerie nationale ont mis en échec, à Mostaganem et Ain Témouchent (2e RM), des tentatives d'émigration clandestine de (16) personnes, alors que (27) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Ouargla, El-Oued, Tlemcen et Béchar.